

SERIALS

《西班牙》是"是'在'的时间" QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14858 - 7 F

Ce genre de propos peut sur-prendre les Européens. Mais, dans la dernière ligne droite avant le poteau d'arrivée, la tra-

dition américaine veut que tous

les coups soient permis, il n'est

plus question de programme éco-nomique, de réforme fiscale, ni

même d'arguments électoraux au

sens où on l'entend d'habitude. Il

s'agit désormals de démolir l'ad-

versaire, avec les moyens du bord. Tout objet qui vous tombe sous la main est bon dès fors qu'on peut le lancer à la figure

de l'« autre ». L'attaque « ad

tales que dans la gestion de la première économie du monde. Sa

campagne contre M. Michael Dukalds, en 1988, a été une des

plus basses de l'histoire des

Etats-Unis. Le maiheureux candi-

dat démocrate d'il y a quatre ans

était inlassablement présenté

comme l'ultime responsable de la permission de sortie accordée, dans l'Etat du Massachusetts

dont il était le gouverneur, à un

condamné de race noire qui en

avait profité pour violer une

femme blanche et commettre un

nouveau meurtre. Les publicités

politiques négatives à la télévi-

sion existalent avant que

M. Bush ne devienne président. Mais celui-ci leur a donné une

Avec l'aide de M. James Baker, son ami et partenaire de tennis de toujours, chef d'orches-tre de cet affort de dénigrement

tous azimuts de demière minute,

ie président sortant a donc réci-

divé. Tout est mis en œuvre pour

effrayer l'électeur et salir

M. Clinton at son colistier,

M. Gore. Les deux candidats

démocrates ont jusqu'ici refusé de s'abaisser à ce niveau, et

poursuivi une campagne « classi-que » et positive axée sur ce qu'ils entendaient faire de l'Amé-

rique après leur victoire. Ils ont

ton plus acerbe. « Ce qui est din-

gue, c'est le chômage qui aug-mente et les revenus qui dimi-nuent », a riposté vendredi

M. Clinton, retournant ainsi l'ad-

CE que l'affrontement a Operdu en dignité, il ne l'a pas gagné en clarté. L'écart entre M. Clinton et M. Bush a hottement diminué, et n'est plus

en moyenne que de cinq points. Mais le candidat démocrate est

cas de figure de catte élection triangulaire, car il faut évidem-ment tenir compte des volx qui se porterent sur M. Ross Perot, les sondans y acces d'alleurs

se percardit sur M. Hoss Perot. Les sondages ne sont d'ailleurs pas tous établis selon les mâmes critères, et leur marge d'erreur est estimée à 4 %.

Le seul signe réconfortant pour la démocratie américaine, qui en a vu d'autres, il est vrai, et a fait

ses preuves depuis plus de deux siècles, est la progression annon-cée du taux de participation.

jectif contre son auteur.

ant, eux aussi, adopté un

ampleur inquiétante.

BUSH a été plus créatif

- DIMANCHE 1" - LUNDI 2 NOVEMBRE 1992

建设工作的

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESCURNE

La fin de la campagne électorale aux Etats-Unis

L'avance de M. Clinton sur M. Bush s'est sensiblement réduite Injures

A campagne présidentielle Laméricaine a perdu un peu de sa hauteur dans les derniers jours précédant le scrutin du 3 novembre. M. George Bush traite désormais son adversaire Les derniers sondages montrent que l'écart entre M. Clinton et M. Bush a diminué et n'est plus en moyenne que de cinq points, même si la candidat démocrate reste favori. Le niveau du débat politique a également baissé en raison des attaques traite désormais son adversaire personnelles, au ton fort peu châtié, du président sortant émocrate de « clown » et même de « dingue », et M. Bill Clinton contre M. Clinton. Cette fin de campagne, avant le scrutin du rétorque que ces injures, débi-tées sans relâche par le prési-3 novembre, est marquée par les publicités négatives à la

Tir de barrage

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Perché sur la branche d'un arbre mort, l'oiseau de proie observe, solitaire, un paysage dévasté baiguant dans une lumière blafarde. Sur cette image lugubre s'achèvent les trente secondes d'un film publicitaire en noir et blanc dénonçant - commentaire «off» à l'appui – quel-ques-uns des méfaits prétendu-ment commis par M. Bill Clinton en Arkanses, Etat dont il est gou-verneur depuis douze ans. Alors s'inscrit sur le petit écran le derstratèges républicains : «L'Amérique ne peut pas prendre ce risque». Le message est aussi limpide qu'outrancier : élire le candidat démocrate conduirait le pays au désastre. Aux Etats-Unis, les candidats à la présidence bat-

M. Tranchant va retirer sa plainte contre M. Tapie

Une transaction financière a été conclus dans l'affaire Page 20

M. Bernard Attali au «Grand Jury «RTL-le Monde»

M. Bernard Attali, PDG d'Air-France, invité de l'émission hebdomadaire «Le Grand Jury RTL-le Monde», dimanche à 18 h 30.

HEURES LOCALES

Anniversaire à Clermont-Ferrand

Un an après avoir donné, puis repris sa démission, le maire de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilliot, dresse le hilan de son coup d'éclat. Sa ville venaît de perdre plu-sieurs milliers d'emplois. Aujourd'hui, les chefs d'entreprise et les services de l'Etat recensent les atouts de 'agglomération, at tentent de tourner la page.

Lire l'article de MARTINE VALO page 11

DATES

Il y a sobante-dix ans : l'ac-cassion au pouvoir de Benito Musaolini Lire l'article

de MARIE-CLAUDE DECAMPS page 2 CHRONIQUE DES MARCHES

■ Devises et or. ■ Marché monétaire. ■ Matières pre-mières. ■ Marché internatio-

Page 19 Le sommaire complet se trouve page 20

Des exportations tardives de produits non chauffés

L'Institut Mérieux impliqué dans l'affaire du sang

L'Institut Mérieux a exporté jusqu'en novembre 1985 dans plusieurs pays d'Europe, du Maghreb, du Proche-Orient et d'Amérique du Sud des produits anti-hémophiliques non chauffés et non testés pour le virus du side. Cette pratique commerciale, autorisée par un visa d'exportation du ministère de la santé, était en totale opposition avec les mesures sanitaires prises des l'été 1985 par le gouvernement pour faire face à l'épidémie de sida.

tardive, par l'institut Mérieux (groupe Rhône-Poulenc), de produits anti-hémophiliques non chauffés et non testés vis-à-vis de l'infection par le virus du sida apporte un nouvel élément dans l'affaire du sang contaminé. Ces exportations témoignent à nouveau des dysfonctionnements du système transfusionnel français.

La révélation de l'exportation Cela vient aussi illustrer les dramatiques insuffigances des autorités sanitaires de tutelle. Dans un entretien au Monde, M. Alain Mérieux, qui reconnsit les faits, plaide pour la mise en place dans ce domaine d'un étroit contrôle

Line page 9 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI, ainsi que

M. Fabius demande un «jury d'honneur»

Dans un texte adressé au Monde, M. Laurent Fabius, refusant tout «privilège de juridiction», demende une réforme de la Constitution pour que les ministres «puissent être poursuivis et, le cas échéant, jugés dans des conditions ordinaires ». Sans attendre quy d'honneur» sur ses éventuelles responsabilités dans l'affaire

Lire le point de vue du premier secrétaire du PS page 8

cette réforme, l'ancien premier ministre réclame la création d'un du sang contaminé.

Lice la suite page 4 Guatemala: en attendant Rigoberta Menchu

Le retour d'exil du Prix Nobel de la paix n'est pas souhaité par l'armée

SANTIAGO-ATITLAN

tent la campagne jusqu'au decnier soir, et la presse public des son-dages jusqu'à la veille du scrutin.

Les fins de bataille électorale v

sont donc propices, plus qu'ail-leurs, aux attaques personnelles et

aux assauts douteux. A quatre

jours de l'échéance, il n'est plus temps, pour convaincre, d'argu-menter. Les programmes out cédé la place aux slogans, et les criti-

Dernier épisode de cette gué-rilla, les démocrates out saisi,

vendredi 30 octobre, l'occasion

d'un rebondissement de «l'Iran-

gate» pour mettre en cause la

«crédibilité» de M. George Bush.

Ancien secrétaire à la défense,

M. Caspar Weinberger vient de

faire l'objet d'une deuxième incul-

JEAN-PIERRE LANGELLIER

pation dans cette affaire.

ques aux coups bax.

de notre envoyé spécial

« Souriez... Colgate vous soucœur du pays maya, à l'entrée des villages qui s'égrènent le long du lac Atitlan, à 1 600 mètres d'altitude, on s'attendait plutôt à voir des banderoles félicitant la Guatémaitèque Rigoberta Menchu pour son prix Nobel de la

les mers,

de l'Europe

avenir

LE MONDE

même une simple allusion à la dirigeante indienne sur les murs de San-Lucas-Toliman ni de Santiago-Atitlan, où les slogans de la dernière campagne électorale se mélent aux panneaux publici-taires de Pepsi-Cola et de son

éternel concurrent. « Vous n'avez pas célébré le prix décerné à Rigoberta Men-chu?» La question fait sourire le maire de Santiago-Atitlan,

PREMIER

VOLUME

COLLECTION

"SAVOIRS"

132 pages

en content

DELA

paix... Pas un scul portrait ni M. Salvador Ramirez, un petit gros jovial, visiblement satisfait de lui, « Cela nous a fait plaisir parce qu'elle appartient à noire peuple, dit-il, mais elle ne représente rien chez nous, d'autant

qu'elle a vécu surtout à l'étran-

ger. » La lauréate fait partie du

groupe quiché, établi un peu plus

BERTRAND DE LA GRANGE Lire le suite page 4

Humeurs de fumeurs L'application des mesures antitabac. dimanche 1^e novembre. fait jaser la France en flus, J'ai Mème Mas Drait à une Bernière CICARCITE

par Laurence Folléa

Derrière ses lunettes, un sourire fendu jusqu'au orailes, Monsieur Arsène, le patron du Médéric, s'insurge : «On va pas mettre trois bouts de scotchs sur zinc i D'un côté les fumeurs de blondas, de l'autre les amateurs de brunes, et au milieu, les non-fumeurs la Monsieur Arabne plaisante. Son bistrot fait face au siège parisien de la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers, discothèques (CFHRCD), où l'on na perie plus, depuis des mais, que cou décrets. il a donc bénéficié le premier des infor-mations distillées par l'organi-sation' syndicale à ses adhé-rents. Une petite brochure carrée sur «l'art et le manière d'appliquer la loi », où sont présentés les futurs pictogrammes non-fumeurs et fumeurs (des éléphants verts et bleus), circule dens tous les établissements.

Lire le suite page 9

POINT

La législation antitabac.

La dame de Vétheuil

Avec Joan Mitchell, décédée le 30 octobre à Paris. disparaît un grand peintre inclassable et puissant

par Geneviève Breerette

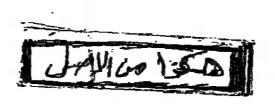
Un beau peintre vient de mourir. Joan Mitchell avait le geste targe, violent, qui balayait l'espace large, violent, qui balayait l'espace indescriptible de ses tableaux sun couleurs d'herbe juteuse, de lilas frais, de neige piétinée, de feux de bois, de fagots, de buissons, selon l'humeur plus qu'au rythme des seitens.

Elle n'avait pas besoin de spec-tacles d'exception pour œuvrer, d'ailleurs à bonne distance de la nature, concentrée sur le chaos de sea sensations plutôt que sur l'as-pect du tax de feuilles tombées dans son jardin, à deux pas de chez Monet. Elle contrôlait ses chez Monet. Elle contrôlait ses pulsions, accordant sa folie à l'in-tensité de sa palette, échangeant un poids d'angoisse contre du noir en flaque, en barre ou en trainée, transformant ses joies en mille accents touiques. L'important c'était le spectacle de la peinture, qu'elle voulait riche, voire grandiose, et organisait volontiers en diptyques, ou triptyques.

Joan Mitchell n'aimait pas les étiquettes qui la raccrochaient aux grands wagons de l'histoire de la peinture moderne. Elle avait raison. Son œuvre y échappe. La faire pencher vers l'impression-nisme, en citant par exemple les Nymphéas, c'est gommer les racines américaines de l'artiste, ser débuts dans les parages de De Kooning, ou de Kline, où elle a appris à gérer de grands formats et à libérer ce que, faute de mieux, on peut appeler de l'énergie. Ne voir en elle que le versant expressionniste, c'est taisser de côté son jardin français, cultivé, dans le souvenir peut-être de la Sainte-Victoire. En mélangeant ses poudres à la térébenthine, l'Américaine de Vétheuil visait loin, la peinture pour elle-même, bien au-delà du pour elle-même, bien au-delà du motif, tout naturellement.

Lize également l'article de HARRY BELLET page 15

POUR UNE POLITIQUE DU GRAND LARGE EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Téil: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société;
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associal de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Flubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M Lecures Lesurge nérant



Président directeur général :
Jacques Lesoume
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tesidi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F

du Monde b
12 r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex
Commission paritaire des journaux
et publications, vº 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Telefox : 46-62-98-73, - Société Minie de la SARL le Mondr et de Médies et Régies Europe SA.

maeignements sur for microfilms e ndex du Monde su (1) 40-65-29-33 Reproduction imardite de tout article, seuf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél.: (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

AUTRES
PAYS
TARIF FRANCE SELSSE SPAYS
TARIF FRANCE SELSSE SE

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	PAYS voic memorie CEE	
3 mais	536 F	572 F	799 F	
é més	1638 F	1123 F	1 560 F	
l ga	1 290 F	2 086 F	2 960 F	
	ÉTD /	NCFD .		1

par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'udresse défibilifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT .DURÉE CHOISIE 3 mois 6 mois 1 an

Nom:

Adresse : _____

Peru IP 221 MG. 02

Le Monde 221 MG. 02

Edité par le SAR, Le Monde Comité de Graction : Jeoques Lesotome : gérant directeur de la publication Bruno Fraspes directeur de la rédection Jeoques Guit directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Jean-Marie Colombani Robert Solé (efficient au direction) de la rédection) Yves Agnès Jacques Amainte

Daniel Vernet

Anciens directeurs
ubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Favvet (1969-1982)
André Leurens (1969-1985)

Il y a soixante-dix ans

L'accession au pouvoir de Benito Mussolini

par Marie-Claude Decamps

E viens tout droit de la batalile, qui s'est déroulée heureusement sans effusion de sang. s' Cet homme en chemise noire lasciste, massif déjà, et le menton volontaire, qui s'incline devant le roi Victor-Emmanuel III, avec un rien d'emphase, vient bien de remporter une victoire. Mais s'il lui manque quelque souffle épique, elle n'en est pas moins éclatante, ou préoccupante. Car, ce 30 octobre 1922, en recevant du souverain italien mandat pour constituer le nouveau gouvernement. Benito Mussolini vient d'accomplir un très beau coup d'Etat «légal » aux allures de victoire insurrectionnelle : tout s'est déroulé selon la procédure constitutionnelle, et il n'a en qu'à revenir de Milan en wagon-lit pour cueillir une nomination due davantage à la désagrégation de la situation sociale, à la faiblesse parlementaire, au vide créé par la crise qu'à la peur de cette fameuse marche sur Rome lancée trois jours plus tôt.

La marche sur Rome? « Si j'avais voulu, j'aurais pu transformer Rome en bivouac de mes manipules», dira le vainqueur. Et pourtant, qu'en fut-il exactement de cette campagne de mobilisation – et surtout de pression – préparée avec tant de minutie depuis au moins quinze jours, avec le pays découpé en « douze zones» à investir et 30 000 « squadristes » concentrés à la périphérie de la capitale, à Santa-Marinella, Monte-Rotondo et Rivoli, prêts à fondre sur elle si on leur refusait le pouvoir? Militairement, disent les experts, elle n'était pas un succès, même si, mal ravitaillées et plutôt mai armées, les colonnes fascistes, à quelques exceptions près, n'ont surtout eu à affronter qu'une pluie battante.

A Rome, le général Pugliese et ses 28 000 hommes bien entraînés n'ont pas bronché. « Après cinq minutes de feu, tout le fascisme s'écroulera», aurait lancé Badoglio. Pourtant, c'est le roi qui hésite, recule. Le roi qui, le matin du 28 octobre, justement sous la pression des nationalistes mais surtout des militaires, du général Diaz, de l'amiral Thaon Di Revel, refuse de signer le décret instituant l'état de siège que lui tend le président du conseil, Luigi Facta, homme de confiance du vieux dirigeant libéral Giolitti: surtout ne pas opposer les fascistes à l'armée.

Le reste de la journée n'est que péripéties. Luigi Facta va partir, déjà tout est dit. Peu après minuit, Mussolini raccroche, furieux, le téléphone : on ne lui proposait que quatre portefeuilles dans le nouveau gouvernement qui doit se former, lui qui, au congrès du partifasciste à Naples, quatre jours plus tôt, a fait une sortie très applaudie, dans laquelle il déclarait : « On nous a fait des propositions ridicules... Nous n'entendons pas entre au gouvernement par la porte de service. Nous n'entendons pas vendre notre droit d'aînesse pour un misérable plat de lentilles ministériel... Nous voulons devenir l'Etat!».

La parade des colonnes fascistes

Le 29 octobre, c'est chose faite. Mussolini, nouveau président du conseil pressenti, exige un télégramme du souverain, pour accepter de rentrer à Rome le lendemain. Et les colonnes fascistes transies de froid? On les enmène, pour la plupart en chemin de fer, et on les fait défiler le 31 dans la capitale. Le roi les salue même devant le Quirinal. Comme pour mieux consacrer cette parade symbolique, des journaux d'opposition sont mis à sac. An siège du journal satirique Il Monocolo, le matériel est précipité par les fenêtres. A Epoca et Il Comunista, des journalistes, dont Togliatti, le futur secrétaire du PCI, sont molestés. Les chemises noires, chantant Giovinezza et d'autres airs fascistes, se répandent en ville, et certains, raconte un journaliste de la Stampa de l'époque, « brandissent des pieus de table brisés comme liste de conclure: « La foule n'apporture n'e désapprouve. » Seule-30 octobre, la foule applandit cette mer: « Je peux vous assurer que dans quelques heures vous aurez non un ministère, mais un gouvernnement. » Après les années de crise les moments de doute, les grèves sauvages lancées par le monvement socialiste, dont la désastreus grève générale du mois d'août, l'Italie auvait-elle trouvé un chef, bientôt



30 octobre 1922 : Mussolini (au centre) est chargé de former le gouvernement par le roi Victor-

*

un Duce? Des grands capitaines d'entreprise à la bourgeoisie inquiète des échecs libéraux, on a envie de le croire, de gommer certains effets génants du fascisme, d'oublier par exemple qu'il y eut quand même au cours de cette «marche» inutile sept morts et dix-sept blessés dans le quartier ouvrier de San-Lorenzo à Rome. Comme on préfère ne pas trop penser non plus aux coups de main sangiants des «squadristes» dans les usines et contre l'extrême gauche, à Bologne et Ferrare notamment, durant l'hiver 1920.

Dans trois ans

Le fascisme, après tout, n'est-ce pas, sinon le moindre mal, du moins le seul moyen d'assainir un peu? Une attitude d'approbation par défaut, qui se reflète à l'étranger, en France notamment où, passé le premier moment de stupeur, l'apparente modération de Mussolini rassure : n'a-t-il pas donné l'ordre aux milices de désarmer, tandis que des placards affichés partout proclament : « Tout conflit est inutile et dommageable pour le fascisme. Mussolini a été nommé premier ministre, donc tout acte contre les institutions du gouvernement sera un acte de rebellion

contre Mussolini »? Lui-même n'explique-t-il pas : « La violence n'est pas pour nous un système, ni un esthétisme, encore moins un sport, c'est une dure nécessité »?

Et le journal le Temps d'écrire le 3 novembre, sous la plume de son correspondant à Rome : « Je puis assurer que M. Mussolini a été très mécontent des agitations parfois violentes auxquelles se sont livrès quelques groupes fascistes, malgré ses ordres formels... » Le Figaro, lui, exalte le thème du « révolutionnaire converti » qui a reconnu « la vanité de l'internationalisme, enfant bâtard du militarisme prussien ». Il faudra attendre un peu pour que le mot de Paul-Boncour, « César de carnaval », fasse fortune.

En attendant, à quoi pense-t-il, ce 30 octobre, Benito Mussolini, ce fils d'ouvrier de la Romagne, nourri de Marx, de Proudhon, de Nietzache et de Sorel, pétri du souffle épique de la guerre « aussi nécessaire à l'homme que la maternité à la femme », directeur du Popolo d'Italia et surtout déjà Duce de facto et avant la lettre d'un pays à la dérive qui l'accieure?

Dans trois aus, en décembre 1925, sera établie la dictature fusciste, « Tout dans l'Etat, rien hors de l'Etat, rien contre l'Etat». Quel chemin parcouru, depuis ce

23 mars 1919, où, dans une saile de la piace San-Sepolero à Milan, prêtée par le Cercle des intérêts industriels et commerciaux, ont été créés les Faisceaux italiens de combat, formés d'une majorité venue des anciens Faisceaux d'action révolutionnaire – un nom cher à la tradition insurrectionnelle italienne mais aussi des anarcho-syndicalistes, des conservateurs bon teint et des auditia, ces officiers à la tête charde.

Devant l'assemblée hétéroclite qui agite des pensées utopistes, Mussolini dira: « Nous les fascistes n'avons pas de doctrine préconstituée. Le fascisme est pragmatiste, il n'a ni a priori ni but lointain. » Du pragmatisme, il lui en a déjà fallu, ne serait-ce que pour changer de cap en octobre 1914, où, fustigeant les « spectateurs passifs de la guerre », il appelle, dans Avanti, à un engagement des socialistes aux côtés des Alliés, ce qui lui vaut d'être chassé du journal, puis du mouvement socialiste aux cris de « Traitre, Judas ».

Du pragmatisme, il lui en faudra encore lorsque, battu aux élections de 1919, Avanti, justement, écrit ironiquement qu'on a « repêché, dans le canal qui traverse Milan, son cadavre en état de putréfaction». Sa chance, Mussolini la trouve pratiquement en 1920, au

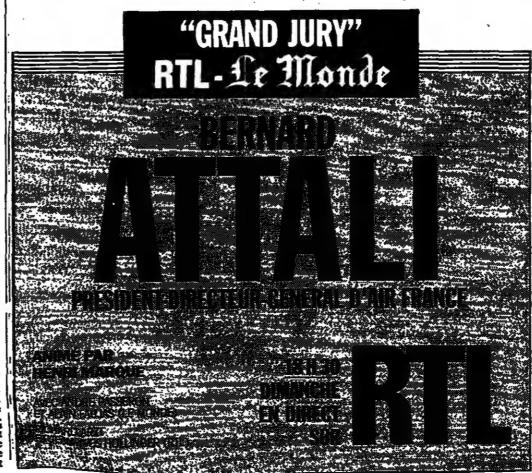
lendemain d'une vague d'agitation ouvrière qui, à tout prendre, fait préfèrer aux classes dirigeantes une certaine subversion fasciste au danger d'une révolution «bolchevique». Surtout si ce danger fasciste semble temporaire. Et d'aucuns, Giolitti en tête, se flattent sans doute de pouvoir récupérer le mouvement ensuite. Enfin, deuxième petit coup de pouce de l'histoire, l'échec de l'ayenture, pationaliste du poète-guerrier d'Annunzio à Fiume permet à Mussolini de récupérer la clientèle « d'arditi » du « Comandante », et de jouer enfin les premiers rôles. Au soir du 29 octobre, il lui enverra un long télégramme dans lequel il parie de « notre triomphe », dédié « à vous, our vous ».

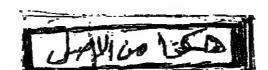
Désormais sorti du règne du « manganello (le gourdin) et de l'huile de ricin », comme l'écrit l'historien Pierre Mitza, pour réduire et surtout humilier l'adversaire, le fascisme, passé sa phase d'« assainissement du pays », s'apprête, pour le rêve et surtout pour le pire, à se confondre avec vingt ans d'histoire de l'Italie.

Soixante-dix ans plus tard, dans une Italie en proie à une crise économique sévère, à la corruption, à la crise morale aussi, dont les principaux partis affaiblis sont profondément affectés, comment ne pas être tenté par une double lecture, tant le présent évoque les troubles du passè? Et la presse italienne ne s'en est pas privée, qui, évoquant cette «marche sur Rome», a tenté de redistribuer les rôles.

Mais de qui avoir peur cette fois? Des quarante mille néofascistes nostalgiques, venus derrière la petite-fille du Duce défiler, l'autre jour, sous le trop fameux petit balcon de la place de Venise?
A moins que ce ne soit de cet autre danger venu du Nord, d'Umberto Bossi, le dirigeant autoritaire des ligues? Celui-là a la rhétorique qui convient. Quand il dénonce « le gouvernement de Rome la voleuse », ne croirait-on pas entendre le jeune Benita hurler contre « l'Etat cheminot, l'État postier. l'Etat assureur »? De plus, n'a-t-il pas menace lui aussi de faire sa « marche sur Rome »? Marche, dit-il, en comparaison de laquelle « celle de Massolini fiu de la roupie de sansonnel ». Mais la comparaison s'arrête là, du moins en l'état actuel, car, grossi de toutes les contestations, le flot des ligues, même canalisé par son entrée au Parlement, peut être un jour une crue violente.

En attendant, Umberto Bossi n'est pas Mussolini. Et si l'on reconnaît au Duce un rêve unitaire, celui d'avoir vodlu créer une conscience nationale pour, enfin, comme disait Massimo D'Azglio, a à prèsent que l'Italie est faite, faire des l'uliens », le projet du « Senatur » va à l'inverse : fédérer un pays, en rendant leur pouvoir aux « Lombards ». Pour ces deux marches sur Rome – le souvenir de l'ancienne, la menace d'une nouvelle, – à soixante-dix aux é distance, seule la pluie sura été au rendez-vous.





Les élections aux Etats-Unis : tir de barrage

Aux termes de celle-ci, M. Bush, alors vice-président, aurait, dès janvier 1986, participé à une réu-nion à la Maison Blanche au cours de laquelle aurait été discutée la livraison illégale d'armes à l'Iran, en vue de récupérer les otages amé-ricains détenus au Liban. Une alléprésent, toujours démentie.

L'initiative de cette escalade était revenue sans conteste à M. Bush. Pendant des semaines, le président sortant, très à la traîne dans les sondages, à manqué de punch, comme s'il s'était résigné, en son for intérieur, à la défaite. Mais, depuis quelques jours, tous les pronostics indiquent que M. Bush a partiellement remonté M. Bush a particulement remonte son handicap. L'écart moyen qui le sépare de son rival démocrate avoisine, d'une enquête à l'autre, 5 % des suffrages. Selon un sondage commandé par la chaîne CNN à l'institut Gallup et publié vendredi 30 octobre, le président talounerait décomming en advenuer avec en le président alounerait des la chaîne en advenuer avec en le président seus des le président seus de le prés désormais son adversaire, avec seulement un point de retard (40 % contre 41 %). Un autre sondage, qui devait être publié pendant le week-end par l'hebdomadaire Newsweek, donne sensiblement les

Ayant le vent en poupe, M. Bush a déclenché un véritable tir de barrage contre M. Clinton, néanmoins toujours favori. Ses discours publics s'émailtent d'invectives où la mauvaise foi – monnaic courante en politique – se mête au pressure colt transfer les produ mauvais goût, rappeiant les procé-dés peu glorieux utilisés en 1988 contre le candidat démocrate,

Extraits de ce floritège d'une journée électorale de M. Bush dans l'Etat du Michigan : « Mon chien Millie en sait plus sur la politique étrangère que ces deux zigotas » [Bill Clinton et son colistier Albert. Gore]; « Vous savez pourquol je l'appelle M. Ozone [Al Gore, spé-cialiste des questions d'environnement]? Parce que ce type est telle-ment extremiste en matière

tèger les chouettes, il va mettre tous les Américains au chômage». Et de fustiger l'impatience de Bill Clinton qui a déjà « pris les mesures du bureau ovale » [de la Maison Blanche] pour « y installer de nou-veaux rideaux ».

Soucieux de ne pas donner prise aux attaques personnelles, qu'il tient pour des mangeuvres de diversion visant à occulter le bilan

dans l'esprit des Américains sur les qualités de « caractère » de M. Clinton. Le candidat démocrate, répète-t-on à satiété dans le camp de M. Bush, est un homme peu crédible, à qui on ne peut faire confiance. L'expérience acquise comme gouverneur de l'Arkansas — un Etat pauvre et pen neuralé — - un Etat pauvre et peu peuplé -ne le prédispose en rien à emména-ger à la Maison Blanche. D'autant, ajoutent les républicains, qu'il pra-tique le double langage dans le souci de plaire au plus grand nom-

Ce dernier reproche est sans doute le plus fondé. D'un bout à l'autre de sa campagne, M. Clinton a cajolé tour à tour ~ ce qui est après tout de bonne guerre - les



économique de son adversaire, le candidat démocrate a longtemps refusé de se laisser entraîner dans une joute de bas étage qui rabaisse le débat électoral à son degré zéro. Mais il s'est finalement resolu à riposter. « Cette homme [George Bush] n'a aucune conviction. C'est un type qui dirait n'importe quoi pour se faire élire.»

En personnalisant à l'extrême, en cette fin de campagne, le combat présidentiel, en enfonçant sans cesse les mêmes gros clous d'une propagande qui exprime le mépris de l'adversaire quand elle ne frise pas la calomnie, l'objectif des répudiverses catégories de l'électorat. Plus grave : il a maintenu dans un flou artistique les moyens de sa politique, en se gardant bien d'ex-pliquer de manière convaincante comment il s'y prendrait pour financer, sans augmenter l'impôt, les grandes réformes qu'il compte entreprendre, une fois étu.

En agitant sans cesse le chiffon rouge d'une future administration démocrate « dépensière » et contrainte d'accroître la charge fiscale pour parvenir à ses fins, M. Bush semble avoir ébranlé une partie des électeurs pourtant lassés décus par douze aus de règne

secret de l'isoloir, leur crainte d'un alourdissement de l'impôt l'empor-tera sur leur désir – tout aussi vif – de changement.

D'ici au 3 novembre, la glorieuse incertitude du sport électoral conti-nuera d'alimenter les inquiétudes des états-majors républicain et démocrate autour de plusieurs inconnues. La participation au scrutin sera-t-elle, comme on le pressent, plus importante que par le passé? En faveur de quel camp les nouveaux inscrits, en grande majorité des jennes, feront-ils pencher la balance? Au profit de qui les indécis - au moias deux électeurs sur dix - se décideront-ils? Dans quelle proportion les parti-sans du candidat indépendant Ross Perot choisiront-ils, en dernière instance, et selon un réflexe classique dans une compétition triangu-laire, de «voter utile»?

Soucieux - eux aussi - de maximiser l'utilité de leur fin de campagne, M. Bush et M. Clinton consacreront, en bonne logique, leurs ultimes efforts aux Etats les plus litigieux, ceux que le président veut maintenir ou voir revenir dans le giron républicain, et ceux que le gouverneur de l'Arkansas souhaite attirer dans le camp démocrate. Le vote présidentiel -on l'oublie trop souvent en Europe - est un scrutin national indirect qui se joue Etat par Etat.

Pour les démocrates, l'élection arrivera à point nommé. Ils viennent de demander la permission d'emprunter I million de dollars pour «boucier» leur campagne. « Ils sont fauchés », a ironisé M. Frederic Malek, le patron de la campagne républicaine, en se gaus-sant de Bill Clinton «incapable de bien gérer l'argent fédéral ». Seul Ross Perot continue sans barguigner d'engloutir chaque jour 2 millions de dollars sans le moindre espoir d'en être récompensé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

'□ Rectificatif. - Dans notre article paru le 24 octobre sur la criminalité aux Etats-Unis, intitulé David, Goliath et les armes à feu », il fallait lire, dans le premier paragraphe, Wisconsin et non Wyoming, comme il était écrit par

Guatemala: en attendant Rigoberta Menchu

Le maire, lui, comme les 35 000 habitants de la commune, est tautuhil et s'exprime dans une langue différence. Au-deià de la différence ethnique, M. Ramirez reproche surtout à M. Menchu de mener son combat à l'extérieur (elle vit en exil au Mexique depuis 1981 et n'a effectué que de brefs séjours au Guatemals ces demiers temps). maia ces derviers temps).

Ne serait-il pas risqué pour elle de revenir définitivement dans son pays, ses parents et un de ses frères ayant déjà été assassinés par l'armée au début des années 80? « Nous sommes tous logés à la même enseigne, répond-il sans hésiter. A moins qu'elle ait des choses à se reprocher—qu'elle ait des choses à l'alle ait des choses à se reprocher—qu'elle ait des choses à l'alle ait de qu'elle ait des choses à se reprocher - a-telle waiment des liens avec la gué-rilla comme l'affirme le gouverne-ment? - elle devrait avoir le courage de venir lutter au Guatemala pour rétablir la paix dans le Quiché, comme nous l'avons fait pour nous débarrasser de l'armée it. Nous avons dû payer un lourd tribut pour y pave-nir : en dix ans, l'armée a tué des centaines de personnes dans notre communauté, jusqu'au massacre de treize innocents le 2 décimes et des

Les photos des victimes et des nombreux «disparus» couvrent les murs du bureau du maire. « Pour taurs du bureau du maire. « Pour justifier sa présence chez nous, affirme-t-il, l'armée avait inventé une guérilla qui n'a jamais existé lci. Les militaires se comportaient comme des criminels et extorquaient les commerçants quand ils ne les assassinaient pas dans des embuscades. Le mois prochain, la population de Santiago-Atitlan célébrera le deuxième anniversaire du départ de l'armée, obtemu de haute lutte, avec l'appui de la communauté internationale. « Nous vivons désormais en paix, constate le vivons désormais en paix, constate le président du comité de sécurité et de développement, M. Manuel Sissy, Ce qui a permis de relancer l'économie locale.» Les touristes aussi sont revenus, subjugnés par le décor naturel somptueux (trois volcans culminant à plus de 3 000 mètres au-dessus d'un lac limpide) et les costumes multicolores des minuscules mayas. Manuel Sissy porte, 'lui aussi, le costume tradicionnel de sa communanté mais il ditionnel de sa communauté, mais il a troqué le fardeau pour les livres et la défense de la culture maya. Cet

instituteur milite pour la réunifica-tion du peuple maya et rejette les «institutions occidentales imposées » à son peuple. «On veut di-il, recrèer nos institutions politiques et reli-gieuses, sans que cela provoque une rupture avec les ladinos (la minorité non indienne qui dirige le pays). En ce sens, la reconnaissance internatio-nale accordée à Rigoberta Menchu aura peus-êre des effets positifs en obligeant la minorité au pouvoir à tenir compte de nos revendications, » instituteur milite pour la réunifica-

C'est justement ce qui fait peur aux «Badinos». L'atmibution du prix Nobel à une «va-nu-pied», qui fut domestique dans une maison de riches et se proclame « chrétienne riches et se proclame «chrétienne révolutionnaire», a de quoi perturber la minorité raciste au pouvoir. Dans un premier temps, ce fut la panique et la confusion la plus totale. Le président Jorge Serrano finit par recevoir très froidement, le 18 octobre, la lauréate, qui eut le front de le lui faire remarquer. «Je ne cache pus mes divergences politiques avec Menchu», a confirmé le chef de l'Etnt qui, sans le dire ouvertement, lui reproche d'avoir prôné l'usage de la violence. M. Serrano l'a néanrooins invitée à participer aux pourpariers violence. M. Serrano l'a néanmoins invitée à participer aux pourpariers de paix destinés à mettre fin à trente ans de guerne dans le pays. Les militaires, cur, serrent les dents : après avoir déclaré que Rigoberta Menchu «n'avait pas les qualités morales d'un prix Nobel», le porte-parole de l'armée, le capitaine Julio Yon, a été contraint de baisser le ton pour ne pas aggraver l'isolement du Guatemala, d'autant plus que l'ambassadeur des Etais-Unis n'a pas hésité à recevoir chaleureusement la leuréate.

« La modération de Rigoberta depuis quelques années est une atti-tude tactique dictée par la guérilla dans le cadre de la campagné interna-tionale menée contre nous, affirme le capitaine Yon. Faute de ressources, capitaine x on. Faute de ressources, nous n'avons pas été en mesure de nous défendre sur la scène internationale. C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui dans la même situation que la France après l'Indochine et l'Algérie; nous avons gagné sur le nous militaire metion aujourd'hui de l'algérie; nous avons gagné sur le nous militaire metion aujourd'hui de la mailitaire metion aujourd'hui de la metion de an militaire, mais nous avons perdu basaille politique, »

BERTRAND DE LA GRANGE

JAPON: la crise politique

La faction la plus importante du Parti libéral-démocrate est menacée de scission

La confirmation, le 22 octobre, de M. Keizo Oguchi dans les fonctions de président du cian Takeshita, le plus important par le nombre du Parti libéraldémocrate (PLD), met fin, momentanément, à l'une des plus apres luttes pour le pouvoir qu'ait connues le camp conservateur depuis la succession du premier ministre Sato, il y a vingt ans.

TOKYO

de notre correspondant

Coalition de clans plus que parti véritable, le PLD, qui domine la scène politique depuis 1955, a confirmé par cette bataille interne que ses partiques n'avaient pas changé. La réorganisation du clan Takeshita ne doit rien aux options politiques, et les longs conciliabules auxqueis elle a donné lieu se sont déroulés, comme à l'accoutumée, en champ clos, loin des regards et a fortiori de tout contrôle démocra-

Pour byzantine qu'elle puisse paraître, cente lutte, qui se poursuit en sourdine, est loin d'être anecdotique au regard de la situation politique: le cian Takesuita dépasse en nombre de parlementaires le premier parti d'opposition, le pai, et détient quatre ministères ainsi que le poste de secrétaire général du PLD, c'est-à-dine de «grand argentier» du parti majoritaire. Tout remaniement de cabinet, à commencer par la désignation d'un premier ministre, passe par lui.

Cette stabilisation temograire

Cette stabilisation temporaire donne un peu d'oxygène à l'actuel chef du gouvernement, M. Miya-zawa, dont la popularité est à nou-veau au plus bas et dont le silence, su cours de ces semaines, est symptomatique d'une réelle impuissance. Fortement ébranle par la disgrâce de son ancien prési-dent, M. Shin Kanemaru, arbitre des coulisses du jeu politique, impliqué dans le scandale Sagawa Kyubin, le clan Takeshita reste

menacé de scission. Sa fragile unité risque d'être remise en cause à la suite de l'audition de l'ex-premier ministre Takeshita par le Parlement sur ses liens avec la pègre. D'autant plus que cette guérilla a laissé ses stigmates : l'apparition de

Rivalité de générations

L'opposition à M. Oguchi est représentée par l'un des jeunes turcs, M. Ichiro Ozawa, ancien secrétaire général, qui s'oppose toujours à la désignation du nouveau président. Son ambition serait, à la faveur d'une scission, d'opérer une ouverture en direction des partis ceutristes pour former un nouveau mouvement. Une manœnvre qui semble difficile à réaliser. Il est épaulé par le minis-tre des finances, M. Hata, et son «Forum 21 pour les réformes». Un autre regroupement s'est constitué autour de M. Kajiyama, président du groupe parlementaire conservateur à la Chambre basse. Aucun de ces groupes ne dispose d'une majorité significative.

« Un divorce sans séparation de corps », telle est l'image utilisée par la plupart des commentateurs pour décrire la situation confuse mais dont les grandes lignes sont claires. Cette lutte pour le pouvoir oppose deux générations : celle des deux générations: celle des «jeunes» (la cinquantaine), regroupes autour de M. Ozawa, qui cherchent à évincer une génération légrement plus âgée – celle de M. Opichi, de l'ancien ministre des finances Hashimoto et de M. Kajiyama – qui risque, si elle coasolide ses positions à la faveur de la succession de M. Kanemaru, pour de longues aumées.

M. Taleschitz reste pas a la faveur de longues aumées.

M. Takeshitz reste par ailleurs le pivot des réseanx de drainage des fonds financiers du clan; c'est pourquoi, bien qu'il n'en soit plus le chef en titre, celui-ci conserve son nom. Et il a réussi à faire placer à sa tête l'un de ses protégés sans ambition, M. Oguchi.

PHILIPPE PONS

LOIN DES CAPITALES

Nakamura, pays des libellules

NAKAMURA (ile de Shikoku)

de notre envoyé spécial

A rivière n'est pas poliuée parce que nous sommes loin de tout.» La Eremarque acerbe du meilleur restaurateur de la ville reflète sens doute une part de venté. Entre la montagne et la mer, la petite ville de Naicamura (36 000 habitants), à l'extrémité sud-ouest du Shikoku, le plus petite des quatre lles formant l'erchipel nippon, est un peu un bout du monde.

Les habitants semblent avoir al bien conscience de leur éloignement qu'une stèle au senctuaire Ichijo rappelle l'ouverture en 1970 de la ligne de chemin de fer relient la ville à la capitale de la province, Kochl. Sans industrie et sens autre ressource naturelle que son environ-nement, Nakamura cherche à devenir un centre écologique en conditient des préoccupations de développement et de préservation de la nature.

La richesse de la région tient à la rivière Shimanto, l'une des plus longues du Japon (192 kilomètres). Sans barrage, à l'abri des dommages causés per les déchets industriels, la Shimanto chame l'une des eaux les plus pures de l'archipei et offre en amont de Nakamura une nature intacte. Au fil de l'eau, sur des barques effilées, les pêcheurs répètent des gestes sécu-laires, lançant à la volée leurs filets aux mailles si fines qu'on dirait un nuage pour attraper des ayu, cette sorte de petite truite que le Japonais affectionne entre tout.

¿Les ayu sont les rois de le rivière», dit M. Kayo, qui, à quatre-vingts ans, continue à partir à l'aube lorsque la brume estompe les rives puis, à nouveau, à la tombée de la nuit, pour pêcher à la torche. L'estuaire de la Shimanto donne aussi des algues particulièrement prisées, accompagnant le riz blanc ou utilisées dans des soupes et qui sont vendues à travers tout le Japon.

La mairie est consciente que la Shimanto, qui attire chaque année des dizaines de militers de pêcheurs et d'amateurs d'ayu, doit être protégée, et elle a distribué des équipements pour la purification des eaux de lessive. Elle cherche en outre à habituer les enfants à préserver la rivière : des livres illustrés de photographies décrivant sa flore et sa faune sont distribués

La nouveau maire, M. Sunao Okamoto, a été



élu sur un programme original : il envisage de faire de Nakamura un centre de médecine orientale. «L'estuaire de la Shimanto, explique-t-ll. constitue un micro-climat qui, à bien des égards, ressemble à celui du fleuve Yangzi, en Chine. Nous pouvons développer la culture des herbes médicinales et organiser un centre de

L'environnement, unique richesse

Le climat et la végétation de la région ont, en tout cas, déjà permis la création d'un musée d'un genre inattendu, consacré aux libellules. Ouvert en 1989, il attire 53 000 visiteurs par an ; pas encore assez pour rentabiliser l'entreprise, mais Nakamura est devenu ainsi le premier sanctuaire au monde pour ces insectes. La libellule est, au Japon, symbolique à plus d'un titre : d'abord, elle est liée à la rizière et rythme les salsons; elle a été, en outre, dans la mythologie, l'insecte emblématique associé à l'un des premiers noms du Japon - «le pays aux libeltules»: Akitsushima, - qui devint une expression poétique consacrée pour désigner l'archipel. Une chanson enfentine populaire a par ailleurs pour thème la libeliule rouge (aka-tombo).

Construction en bois reposant sur des pilotis plantés au-dessus d'une ancienne rizière, le



musée, qui comporte une impressionnante collection de libellules, non seulement de la région mais aussi du reste du monde, bénéficie de subventions de la municipalité. Il est le fruit de la persévérance de M. Mitsutoshi Sugiyama. «Enfant, raconte-t-il, je passais mon temps dans les rizières à attraper des libellules. Elles étaient innombrables. Puis, il y a une vingtaine d'années, elles ont commencé à disparaître à la suite de travaux de rembleiement et de l'utilisation des pesticides.»

L'adolescent qu'était alors M. Sugiyama décida de sa consacrer à l'étude de cas insectes : il parcourut la région pendant dix ans pour en recenser les espèces, puis il constitua une association d'étude de la nature qui réunit aujourd had 1 300 membres. Le premier mouvement au monde de défense des libeliules était né. Grace à des contributions volontaires et l'aide du bureau japonais du Fonds mondiel pour la nature (WWF), il lança son musée et ce parc natural d'un nouveau genre qui l'entoure.

La région de Nakamura est particulièrement riche en libellules. Sur les cinq mille espèces connues à travers le monde, on en recense deux cents au Japon, dont soixante-dix-huit vivaient dans l'estuaire de la Shimanto. Aujourd'hui, grâce aux efforts de M. Sugiyama, on compte encore soixante-quatre espèces de libellules sur les 50 hectares autour du musée. Tandis que nous parlons, certains spécimens virevoltent dans l'air, telles de météoriques taches de couleur, jaunes, rouges ou bieus, se détachant sur le vert tendre des rizières avant de se perdre dans des bambous vaporeux. Emportées par un typhon, certaines arriveront

Pour M. Sugiyame, la préservation de la nature n'est pas incompatible avec le dévelop-pement. «Mais, paradoxalement, ici la nature est trop abondante, trop riche, et les habitants ne sont pes encore conscients des risques qu'on lui fait courir. » La municipalité semble avoir compris que l'environnement est l'unique richesse de Nakamura. Jusqu'à un certain point, car elle est aussi en train d'abettre des collines pour regagner des terrains sur la mer. ils seront consecrés, il est vral, à la rizière.

PHILIPPE PONS



Les élections aux Etats-Unis : tir de barrage

gation que le président a, jusqu'à présent, toujours démentie.

L'initiative de cette escalade était revenue sans conteste à M. Bush. Pendant des semaines, le président sortant, très à la traîne dans les sondages, a manqué de punch, comme s'il s'était résigné, en son for intérieur, à la défaite. Mais, depuis quelques jours, tous les pronostics indiquent que M. Bush a partiellement remonté son handicap. L'écart moyen qui le sépare de son rival démocrate avoisépare de son rival démocrate avoi-sine, d'une enquête à l'autre, 5 % des suffrages. Selon un sondage commandé par la chaîne CNN à l'institut Gallup et publié vendredi 30 octobre, le président talonnerait désormais son adversaire, avec seslement un point de retard (40 % contre 41 %). Un autre sondage, qui devait être publié pendant le week-end par l'hebdomadaire Newsweek, donne sensiblement les

Ayant le vent en poupe, M. Bush a déclenché un véritable tir de barrage contre M. Clinton, néanmoins toujours favori. Ses discours publics s'émaillent d'invectives où la mauvaise foi – monnaie courante en politique – se mête au mauvais goût, rappelant les procédés peu glorieux utilisés en 1988 contre le candidat démocrate, Michael Dukakis.

Extraits de ce floritège d'une journée électorale de M. Bush dans l'Etat du Michigan : « Mon chien Millie en sait plus sur la politique étrangère que ces deux zigotos » (Bill Clinton et son colistier Albert Gore]; « Vous savez pourquoi je l'appelle M. Ozone [Al Gore, spément extrémiste en matière d'écologie qu'à force de vouloir pro-

téger les chouettes, il va mettre tous les Américains au chômage». Et de fustiger l'impatience de Bill Clinton qui a déjà « pris les mesures du bureau ovale » {de la Maison Blanche] pour « y installer de nou-veaux rideaux ».

Soucieux de ne pas donner prise aux atraques personnelles, qu'il tient pour des manœuvres de diversion visant à coculter le bilan

dans l'esprit des Américains sur les qualités de « caractère » de M. Clinton. Le candidat démo-crate, répète-t-on à satiété dans le camp de M. Bush, est un homme peu crédible, à qui on ne peut faire confiance. L'expérience acquise confiance. L'expérience acquise comme gouverneur de l'Arkansas – un Etat pauvre et peu peuplé – ne le prédispose en rien à emménager à la Maison Blanche. D'autant, ajoutent les républicains, qu'il pratique le double langage dans le souci de plaire au plus grand nour-

Ce dernier reproche est sans doute le plus fondé. D'un bont à l'autre de sa campagne, M. Clinton a cajolé tour à tour - ce qui est après tout de bonne guerre - les



PANCHO

économique de son adversaire, le candidat démocrate a longtemps refusé de se laisser entraîner dans une joute de bas étage qui rabaisse le débat électoral à son degré zéro. Mais il s'est finalement résolu à riposter. « Cette homme [George Bush] n'a aucune conviction. C'est un type qui dirait n'importe quoi pour se faire élire.»

En personnalisant à l'extrême, en cette fin de campagne, le combat présidentiel, en enfonçant sans cesse les mêmes gros clous d'une propagande qui exprime le mépris l'adversaire quand elle ne frise pas la calomnie, l'objectif des répu-blicains est clair : semer le doute diverses catégories de l'électorat.
Plus grave: il a maintenu dans un
flou artistique les moyens de sa
politique, en se gardant bien d'expliquer de manière convaincante
comment il s'y prendrait pour financer, sans augmenter l'impôt, les grandes réformes qu'il compte entreprendre, une fois élu.

En agitant sans cesse le chiffon rouge d'une future administration démocrate « dépensière » et contrainte d'accroître la charge fiscale pour parvenir à ses fins, M. Bush semble avoir ébranlé une partie des électeurs pourtant issués et décus par douze ans de règne Wyomi républicain. Il espète que, dans le erreur.

secret de l'isoloir, leur crainte d'un alourdissement de l'impôt l'empor-tera sur leur désir - tout aussi vif de changement.

D'ici au 3 novembre, la glorieuse incertitude du sport électoral conti-nuera d'alimenter les inquiétudes des états-majors républicain et démocrate autour de plusieurs inconnues. La participation au acrutin sera-t-elle, comme on le pressent, plus importante que par le passé? En faveur de quel camp les nouveaux inscrits, en grande majorité des jeunes, feront-ils pen-cher la balance? Au profit de qui les indécis – au moins deux électents sur dix - se décideront-ils? Dans quelle proportion les parti-sans du candidat indépendant Ross Perot choisiront-ils, en dernière instance, et selon un réflexe classique dans une compétition triangu-luire, de «voter utile»?

Soucieux - eux austi - de maximiser l'utilité de leur fin de cam-pagne, M. Bush et M. Clinton consacreront, en bonne logique, leurs ultimes efforts aux Etats les plus litigieux, ceux que le président veut maintenir ou voir revenir dans le giron républicain, et ceux que le gouverneur de l'Arkansas souhaite attirer dans le camp démocrate. Le vote présidentiel on l'aublie trop souvent en Europe - est un scrutin national indirect qui se joue Etat par Etat.

Pour les démocrates, l'élection arrivers à point nommé. Ils viennent de demander la permission d'emprunter 1 million de dollars pour «boucier» leur campagne. e lls sont fauchés», a ironisé M. Frederic Malek, le patron de la campagne républicaine, en se gaus-sant de Bill Clinton s'incupable de bien gérer l'argent sédéral». Seul Ross Perot continue sans bargui-gner d'engloutir chaque jour 2 mil-lions de dollars sans le moindre espoir d'en être récompensé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

D Rectificatif. - Dans notre article caru le 24 octobre sur la criminalité aux Etats-Unis, intitulé ie David. Goliath et les armes à feux, il fallait lire, dans le premier paragraphe, Wisconsin et non

Guatemala: en attendant Rigoberta Menchu

Salle de la gremère page

Le maire, lui, comme les
35 000 habitants de sa commune, est
tautuhil et s'exprime dans une langue
différente. Au-delà de la différence
ethnique, M. Ramirez reproche surtont à M= Menchu de mener son
combat à l'extérieur (elle vit en exil
au Menique depuis 1981 et n'a effectué que de brefs séjours au Guatemaia ces derniers tennal.

mala ces derniers temps).

Ne serait-il pas risqué pour elle de revenir définitivement dans son pays, ses parents et un de ses fières ayant déjà été assassinés par l'armée au début des années 80? a Nous sommes tous logés à la même enseigne, répond-il sans hésiter. A moins qu'elle alt des choses à se reprocher – a-t-elle waiment des liens avec la guérilla comme l'affirme le gouvernement? – elle devrait avoir le courage de venir lutter au Guatemala pour rétablir la paix dans le Quiché, comme nous l'avons fait pour nous débarrasser de l'armée et. Nous avons du payer un lourd tribut pour y parvenir : en dix ans, l'armée a tué des centaines de personnes dans notre communauté, jusqu'au massacre de treize lunocents le 2 décembre 1990. »

Les photos des victimes et des

Les photos des victimes et des nombreux « disparus » couvreat les mars du bureau du maire. « Pour justifier sa présence chez nous, affirme-t-il, l'armée avait inventé une guérilla qui n'a jamais existé ici. Les militaires se comportaient comme des crimbrels et extorquaient les commerçants quand ils ne les assassinaient pas dans des embuscades. Le mois prochain, la population de Santiago-Atirlan célébrera le deuxième anniversaire du départ de l'armée, obtenu de haute lutte, avec l'appoit de la communauté internationale. « Nous vivons désormals en paix, constate le président du comité de sécurité et de développement, M. Manuel Sisay. Ce qui a permit de relancer l'économie locale.» Les touristes aussi sont revenus, subjugués par le décor naturel nombreux «disparus» couvrent les nus, subjugués par le décor naturel somptueux (trois volcans culminant à plus de 3 000 mètres au-dessus d'un fac limpide) et les costumes multico-lores des minuscules mayes. Manuel Sisay porte, fui aussi, le costume traditionnel de sa communanté, mais et pour les livres et

instituteur milite pour la réunifica-tion du peuple maya et rejette les einstitutions occidentales imposées à a son peuple. « On veul. dit-it, recréer nos institutions politiques et reli-gieuses, sans que cela provoque une rupture avec les ladinos (la minorité non indienne qui dirige le paya). En ce sens, la reconnaissance internatio-nale accordée à Rigoberta Menchu aura peut-être des effets positifs en obligéant la minorité au pouvoir à tent compte de nos revendications à

le Qatar tient

Marie and American Am

Carrie bill 3 71.1

files unit

THE STATE OF THE S

100 by \$2000 THE IN THE STATE OF THE STATE O

ME TO THE PARTY OF THE PARTY OF

de marian leas services

M 571 -1-37

1

1

9 7

UEand the same

22 1500

121:00

M.

PAR 1.82 . 31

EE 15 172" -

zde v

Garage .--

dearn me

Car

Carrier -TEST ...

建

1

dia Garieria.

Series Trans

ebbass.

des affair

C'est justement ce qui fait peur am cladinos». L'attribution du prix Nobel à une « no-m-pied », qui fut Nobel à une «no-m-pied», qui fut domestique dans une maison de riches et se proclame «chrétienne révolutionnaire», a de quoi perturber la minorité raciste au pouvoir. Dans un premier temps, ce fut la panique et la confusion la plus totale. Le président Jorge Serrano finit per recevoir très froidement, le 18 octobre, la lauréate, qui eut le front de le lui faire remarquer. «Je ne cache pas mes divergences politiques avec Menchu», a confirmé le chef de l'Etat qui, sans le dire ouvertement, lui reproche d'avoir prêné l'usage de la violence. M. Serrano l'a néanmoins invitée à participer aux pourparlers de pair destinés à mettre fin à trente ans de gneure dans le pays. Les milide paix destinés à mettre fin à trente ans de guerre dans le pays. Les mittaires, eux, serrent les dents : après avoir déciaré que Rigoberta Menchu en avait pas les qualités morales à un prix Nobeln, le porte-parole de l'armée, le capitaine Julio Yon, a été contraint de baisser le ton pour ne pas aggraver l'isolement du Guatemala, d'antant plus que l'ambassadeur des Etats-Unis n'a pas hésité à poervir chaleuremement la laintant.

«La modération de Rigoberta «La modération de Rigoberta depuis quelques années est une attitude tactique dictée par la guérilla dans le cadre de la campagne internationale mende contre nous, uffixue la capitaine You. Faute de ressources, nous n'avons pas été en mesure de nous défendre sur la scène internationale. C'est pourquoi nois sommes aujourd'hui dans la même situation que la France après l'Indochine et l'Algérie: nous avons gagné sur le plan militaire, mais nous avons perdu la batalle politique.»

"BERTRAND DE LA GRANGE

JAPON: la crise politique

La faction la plus importante du Parti libéral-démocrate est menacée de scission

La confirmation, le 22 octobre, de M. Keizo Oguchi dans les fonctions de président du cian Takeshita, le plus important par le nombre du Parti libéraldémocrate (PLD), met fin, momentanément, à l'une des plus ápres luttes pour le pouvoir qu'ait connues le camp conservateur depuis la succession du premier ministre Sato, il y a vinot ana.

TOKYO

de notre correspondant

Coalition de clans plus que parti véritable, le PLD, qui domine la scène politique depuis 1955, 2 scène politique depuis 1955, a confirmé par cette bataille interne que ses pratiques n'avaient pas changé. La réorganisation du clan Takeshita ne doit rien aux options politiques, et les longs conciliabules auxquels elle a donné lieu se sont déroutés, comme à l'accoutumée, en champ clos, loin des regards et a faritari de tout contrôle démocratique.

Pour byzantine qu'elle puisse paraître, cette lutte, qui se poursnit en sourdine, est loin d'être anecdotique au regard de la situation politique : le cian l'alexanta dépasse en
nombre de parlementaires le premier parti d'opposition, le PSI, et
détient quatre ministères aimsi que
le poste de secrétaire général du
PLD, c'est-à-dire de «grand argentier» du parti majoritaire. Tout
remaniement de cabinet, à commencer par la désignation d'un mencer par la désignation d'un

Cette stabilisation temporaire donne un peu d'oxygène à l'actuel chef du gouvernement, M. Miyazawa, dont la popularité est à nouveau au pius bas et dont le silence, au cours de ces semaines, est symptomatique d'une réelle impuissance. Fortement ébranlé par la discrèce de son ancien présipar la disprace de son ancien président, M. Shin Kanemaru, arbitre des coulisses du jeu politique, impliqué dans le scandale Sagawa Kyubin, le clan Takeshita reste

menacé de scission. Sa fragile unité risque d'être remise en cause à la suite de l'audition de l'ex-premier ministre Takeshita par le Parle-ment sur ses liens avec la pègre. D'autant plus que cette guérilla a laissé ses stigmates : l'apparition de sous-clans.

Rivalité de générations

L'opposition à M. Oguchi est représentée par l'un des jeunes tures, M. Ichiro Ozawa, ancien secrétaire général, qui s'oppose toujours à la désignation du nouveau président. Son ambition sernit, à la faveur d'une scission, des partis centristes pour former un nouveau mouvement. Une manœuvre qui semble difficile à réaliser. Il est épaulé par le minis-tre des finances, M. Hata, et son «Forum 21 pour les réformes». Un autre regroupement s'est constitué autour de M. Kajiyama, président du groupe parlementaire conservateur à la Chambre basse. Aucun de ces groupes ne dispose d'une majorité significative.

« Un divorce sans séparation de corps », telle est l'image utilisée par la plupart des commentateurs pour décrire la situation confuse mais dopt les grandes lignes sont claires. Cette lutte pour le pouvoir oppose deux générations : celle des « jeunes» (la cinquantaine), regrou-pes autour de M. Ozawa, qui cherpés autour de M. Ozawa, qui cherchent à évincer une génération
tégèrement plus âgée - celle de
M. Oguchi, de l'ancien ministre
des finances Hashimoto et de
M. Kajiyama - qui risque, si elle
consolide ses positions à la faveur
de la succession de M. Kanemaru,
de monopoliser les portefeuilles
pour de longues années.

M. Takeshita reste par ailleurs le pivot des réseaux de drainage des fonds financiers du clan; c'est pourquoi, bien qu'il n'en soit plus le chef en titre, celui-ci conserve son nom. Et il a réussi à faire placer à sa tête l'un de ses protégis sans ambition, M. Oguchi.

PHILIPPE PONS

LOIN DES CAPITALES

Nakamura, pays des libellules

de notre envoyé spécial

A rivière n'ast pas polluée parce que nous sommes loin de tout » La remarque acerbe du meilleur restaunateur de la ville reflète sens doute une part de vérité. Ergre la montagne et la mer, la petite ville de Nakamura (38 000 habitants), à l'extrémité sud-ouest du Shikoku, la plus petite des quatre lles formant l'archipel nippon, est un peu un bout du monde.

Les habitants semblent avoir si bien sanctuaire ichijo rappelle l'ouverture en 1970 de la ligne de chemin de fer relient la ville à la capitale de la province, Kochi. Sans industrie et sens autre ressource naturalle que son environ-nement, Nakamura cherche à devenir un centre écologique en conciliant des préoccupations de développement et de préservation de la nature.

La richesse de la région tient à la rivière Shimanto, l'une des plus longues du Japon (192 kilomètres). Sens barrage, à l'abri des dommages causés per les déchets industriels, la Shimanto charrie l'une des eaux les plus pures de l'archipel et offre en amont de Nakamura une reture intacte. Au fil de l'eau, aur des berques effiées, les pêcheurs répètent des gestes séculaires, lançant à la voiée leurs fliets aux mailles s fines qu'on dirait un nuage pour attraper des ayu, catte sorte de petite truite que le Jeponeis

affectionne entre tout. «Les ayu sont les rois de la rivière», dit M. Kayo, qui, à quatre-vingts ans, continue à partir à l'aube lorsque la brume estompe les rives puis, à nouveeu, à la tombée de la nuit, pour pâcher à la torche. L'estuaire de la Shimanto donne aussi des algues particulièrement prisées, accompagnant le riz blanc ou utilisées dans des soupes et qui sont vendues à travers

La mairie est consciente que la Shimanto, qui attire chaque année des dizaines de miliers de pêcheurs et d'amsteurs d'ayu, doit être protégée, et elle a distribué des équipements pour la purification des eeux de lessive. Elle charche en rivière : des livres illustrés de photographies décrivant se flore et se faune sont distribués

Le nouveau maire, M. Suneo Okamoto, a été

ŧ.



élu sur un programme original : il envisage de faire de Nakamura un centre de médecine orientale. «L'estuaire de la Shimanto, explique t-il. constitue un micro-climat qui, à bien des égards, ressemble à celui du fieuve Yangzi, en Chine. Nous pouvons développer la culture des harbes médicinales et organiser un centre de recharches. »

L'environnement. unique richesse

Le climet et la végétation de la région ont, en tout cas, déjè permis la création d'un musée d'un genre inattendu, consacré aux libellules. Ouvert en 1989, il attire 53 000 visitaurs per an; pas encore assez pour rentabliser l'entreprise, mais Nekamura est devenu sinsi le premier sanctuaire au monde pour ces insectes. La libellule est, au Japon, symbolique à plus d'un titre : d'abord, elle est liée à la rizière et rytime les saisons; ells a été, en outre, dans la mytho-logie, l'insecte emblématique associé à l'un des premiers noms du Japon - «le pays aux libellules »: Akitsushima, - qui devint une expression poétique consecrée pour désigner l'archipel. Une chanson enfantine populaire a per silleurs

pour thème la libellule rouge (ele-combo). Construction en bols reposent sur des pilotis plantés au-dessus d'une ancienne rizière, le



musée, cut comporte une impressionnente collection de libellules, non seulement de la région mais aussi du reste du monde, bénéficie de subventions de la municipalité. Il est le fruit de le persévérance de M. Mitsutoshi Sugiyama. «Enfant, reconte-t-il, je passais mon temps dans les rizières à attraper des fibellules. Elles étaient Imombrables. Puis, il y a une vingtaine d'années, elles ont commencé à disparatire à la suite de traveux de remblaiement et de l'utilisation des pesticides.»

L'adolescent qu'était alors M. Sugiyame décida de se consecrer à l'étude de ces insectes : Il parcourut la région pendant dix ans pour en recenser les espèces, puis il constitus una association d'étude de la nature qui réunit aujourd'hui 1 300 membres. Le premier mouvement au monde de défense des libellules était né. Grâce à des contributions volontaires et l'aide du bureau japonais du Fonds mondial pour la nature (WWF), il lança son musée et ce parc natural d'un nouveau genre qui l'entoure.

La région de Nakamura est particulièrement riche en libellules. Sur les cinq mille espèces connues à travers le monde, on en recense deux cents au Japon, dont solvante-dix-huit vivaient dans l'estuaire de la Shimanto. Aujourd'iné, grâce aux efforts de M. Sugiyama, on compte encore sobrante-quatre espèces de libeltiles sur les 50 hectares autour du musée. Tandis que nous parlons, certains spécimens virevoltent dans l'air, telles de météoriques taches de couleur, jaunes, rouges ou bleus, se détachent sur le vert tendre des rizières avant de se perdre dans des bambous vaporeux. Emportées par un typhon, certaines arriveront jusqu'au Kamtchatka.

Pour M. Sugiyame, la préservation de la neture n'est pas incompatible avec le développement. «Mais, peradoxalement, ici la nature est trop abondanta, trop riche, et les habitants ne sont pes encore conscients des risques qu'on lui fait courir. » La municipalité semble avoir compris que l'environnement est l'unique richesse de Nekamura. Jusqu'à un certain point, car elle est aussi en train d'abettre des collines pour regegner des terrains sur la mer. le seront consecrés, il est vrai, à la rizière.

PHILIPPE PONS

Le Qatar tient la dragée haute au grand voisin saoudien

L'émir de Charjah (Emirats arabes unis), Cheikh Sultan Bon Mohamad Al-Kassimi, vient d'entreprendre une mission de médiation entre le Qatar et l'Arabie saoudite en vue de régler le conflit frontalier qui oppose ces deux pays. Parallèlement, le Koweit s'emploie à trouver une solution à ce différend qui empoisonne les relations entre membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG): Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis, Oman, Barhein et Koweit.

DOHA

de notre envoyée spéciale

a Tout ça, c'est la faute des Anglais »: plutôt sommaire, ce commentaire d'un dirigeant quarin'en comporte pas moins une part de vérité. C'est, en effet, parce que, en quittant la région du Golfe au début des années 70, les Britanniques n'out pas tracé les limites des pays anxquels ils accordaient l'indépendance que ces derniers se sont trouvés empêtrés dans d'interminables querelles de frontières: Arabie saoudite-Vémen, Arabie saoudite-Qatar, Qatar-Bahrein, Iran-Emirais arabes unis, sans parler du Koweit et de l'Irak...

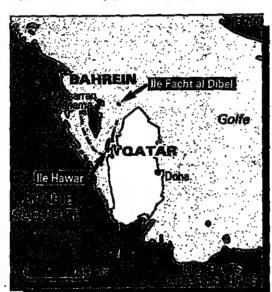
Cela n'explique évidemment pas pourquoi, depuis les indépendances, les frontières n'ont pas été bornées par les régimes en place. Il suffit, à cet égard, de prendre une carte établie par la Ligue arabe pour constater qu'il n'y a aucun tracé clair des limites de chaque pays. Quelques pointillés esquissent un semblant de ligues de démarcation de part et d'autre desquelles se découpent les noms des Fists.

Grand comme un mouchoir de poche (160 kilomètres de long sur 30 de large), le Qatar, de toute évidence, a décidé de crever l'aboès et de donner l'exemple. L'invasion du Koweît par l'Irak, au mois d'soût 1990, a apparerament servi de leçon. Non pas que le Qatar craigne d'être envahi par l'Arabite saoudite ou risque d'en venir sux armes avec Bahrein. Mais les dirigeants de cet émirat entendent, une bonne fois pour toutes, affirmer leur souveraineté sur ce qu'ils estiment leur appartenir.

Pour l'émir, Cheikh Khaiifa Ben Hamad Al-Thani, « Un arpent de sable est un arpent de sable », rapporte un diplomate en précisant qu' « il est intratiable sur les questions de souverableté ». L'affaire est, en tout cas, révélatrice du malaise qui prévant derrière la belle harmonie de façade du CCG. Même si ce n'est pas dit officiellement, elle traduit aussi le «ras le bol» du Qatar vis-à-vis de ce qui

cialistes et ils vous répondront que la signature, voire la rectification des accords internationaux – dont les accords frontaliers – n'engagent les parties concernées que si ces textes sont appliqués dans toutes leurs clauses», à ajouté le ministre.

En clair, cela signifie que l'accord secret conclu en 1965 par le Qatar et l'Arabie saoudite sur la délimination de leurs frontières



est perçu ici comme une hégémonie saoudienne sur cet ensemble

Le détonateur du conflit fut un incident qui a en lieu à la fin du mois de septembre (le Monde du 2 octobre). Le récit des faits diffère d'un pays à l'autre, mais il importe peu («un épisode parmi d'autres » dans cette querelle académique, dit un journaliste qatari) au regard de l'objectif visé.

Recours possible à la Cour de La Haye

S'agit-il d'une remise en cause des frontières entre les deux pays? Non, nous a répondu le ministre quatari des affaires étrangères, Cheikh Hahmad Ben Jassem Al Tahni. Il s'agit plutôt de préciser, dans le tracé des frontières, ce qui ne l'a jamais été en raison des différences de vues « entre les deux pays ». « Posez la question aux spè-

n'est pas exhaustif aux yeux du Qatar ou, en tout cas, que Doha et Ryad en donnent des interprétations différentes. Bien qu'il ait retiré son contingent de la force militaire commune du CCG, le Qatar n'a pas l'intention de suspendre sa participation à cette organisation. « Nous n'avons jamais menacé de le faire, contrairement aux propos qu'on nous a attribués », affirme Cheikh Hahmad, mais, ajoute-t-il, « le meilleur moyen de résoudre les conflits est de se conformer à la Charte des Nations unies et à la juridiction internatio-

Ainsi dit en termes diflomatiques, cela signifie, explique un fonctionnaire, que, en cas d'échec des médiations en cours, le Qafar pourrait – et c'est totalement inédit entre pays arabes «frère» – recourir à la Cour internationale de justice de La Haye, comme il l'a fait, depuis le mois d'avril dernier à

propos de son conflit avec Bahrein sur la possession des îles Dal Hawar, Facht Dibel et Qitaa Jarada. Jusqu'à présent, les problèmes se résolvaient plutôt mai par des négociations bilatérales ou dans le cadre du CCG ou encore dans celui de la Ligue arabe, deux instances où l'Arabie saoudite est médominante.

Tout en campant fermement sur leurs positions, les autorités qataries, selon des sources sûres, ont donné l'ordre à l'armée aux frontières de ne pas riposter à d'éventuels tirs saoudiens. Mais elles ne se privent pas de valoriser leurs relations, qui ont toujours été bonnes, avec l'autre « Grand » et rival de l'Arabie saoudite dans la région : l'Iran.

Message de soutien des Iraniens

Mardi 27 octobre, Cheikh Hamad s'est entretenu par téléphone avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati. Déjà, peu après le récent incident frontalier saoudo-qatari, le président Rafsandjani avait fait transmettre un message de soutien au prince hériter du Qatar. « Cela n'ira sans doute pas très loin, commente, rassurant, un homme d'affaires occidental. La géographie est têtue et le voisin immédiat, c'est l'Arabie saoudite. »

« Nos relations avec l'Iran sont excellentes et nous en sommes pleinement satisfaits, dans la mestre où elles sont fondées sur la coopération, le respect mutuel, donc celui de la souveraineté, et sur les principes de bon voisinage, nous a cependent déclaré, à ce sujet, Cheikh Hamad. L'Iran est l'un des pays riverains du Golfe... et la coopération avec hai sert les intérêts de la région. »

Quant aux craintes que font naître les achats massifs d'armes par Téhéran, il se contente de dire: « C'est une affaire qui ne concerne que l'Iran et qui relève de sa souveraineté. Il n'est pas le seul ipays! à s'armer, d'autant que la crisé du Golfè-a-poussé plusieules Etais de la région à renforcer leurs moyens de défense. » Enfin, comme pour irriter davantage encore les Saoudiens, le prince héritier a adressé, mercredi dernier, un message... au président irakien Saddam Hussein.

MIAN ANUOM

Les négociations multilatérales à Paris

Des Palestiniens vont être initiés à la gestion des territoires occupés

Ce ne sont pas les idées qui out manqué à la denxième session des négociations multilatérales sur le développement économique du Proche-Orient réunie jeudi 29 et vendredi 30 octobre à Paris, mais le chemin est encore long qui conduira à leur mise en application.

conduira à leur mise en application.

Parmi les propositions avancées
par le Japon, lu CEE, la France,
l'Egypte et d'autres délégations, une
seule a trait à un avenir plus ou
moins proche et pourrait être rapidement applicable : elle a été présentée par les Etats-Unis et prévoit
la formation de cadres palestiniens
qui seront chargés de gérer la
période transitoire d'autonomie »
des territoires occupés.

Quant aux autres suggestions — sur les transports et les communications par exemple — le leitmotiv, dans toutes les délégations, est le même : eiles sont tiées aux progrès dans les négociations bilatérales israélo-arabes qui se déroulent à Washington. Le directeur général adjoint du ministère israélien des affaires étrangères, M. Uri Savir, a quand même noté un « petit pas en avant » en soulignant qu' « il est quand même très important de voir ce que la paix peut donner de chaque côté ».

« Il est prémature d'explorer les

a Il est prématuré d'explorer les thèmes de la coopération économique régionale » avant une percée dans les pourpariers bilatéraux, ont affirmé pour leur part les délégués pelestiniens. Cela ne les a pes pour autant empêchés de prendre part

aux discussions et leur a permis de marquer un point : les participants ont confié à la Banque mondiale le soin d'établir un rapport sur la situation économique au Proche-Orient, ce qui inclut pour la première fois les territoires de Cigiordanie et de Gaza occupés par Israël. La Banque mondiale ne traite généralement que de la situation des Etats.

Pour le président de séance, M. David Gore-Booth du Foreign Office, la reacontre était « réussie» parce que « toute réunion qui amène à une même table Arabes et Israéliens est un succès», dans un processus où les progrès « sont mesurés au millimére», et aussi parce qu'en imaginant « ce à quoi peut ressembler un Proche-Orient pacifité», elle ne peut que stimuler les pourparlers israélo-arabes de Washington.

Un flou diplomatique continue d'être entretenu sur la composition de la délégation palestinienne. Mal à l'aise, M. Zein Mayassi a explique qu'il ne conduisait cette délégation que « pour cette seule session », le chef en titre, M. Youssef Sayegh, membre du Conseil national palestinien (le « Parlement » de l'OLP), « ètant souffrant ». Or, c'est à la condition qu'aucun membre du CNP ni aucun résident de Jérusalem-Est ne soit présent qu'inarel a accepté de participer à ce groupe de travail sur le développement économique régional.

M. Na.

Dans le Kurdistan irakien

L'armée turque a lancé une nouvelle offensive contre les rebelles du PKK

Quelques houres après que les rebelles kurdes du PKK réfugiés dans le Kurdistan irakien eurent accepté de déposer les armes, l'armée turque a pénétré veadredi 30 octobre sur cing axes dans le nord de l'Irak, a affirmé l'un des principaux dirigeants kurdes irakiens, M. Jalai Talabani, qui a demandé le retrait a immédiat » des troupes turques.

Cette deuxième offensive en nord d moins d'un mois inquiète les responsables kurdes irakiens, qui ont (AFP.)

Quelques houres après que les rebelles kurdes du PKK réfugiés dans le Kurdistan irakien eurent accepté de déposer les armes, l'armée turque a pénétré vendredi déciaré M. Talabani.

Scion M. Ferhát Ocalán, frère du chef du PKK, les rebelles kurdes tures doivent, conformément à un accord signé avec les Kurdes irakiens, évacuer leurs bases dans le nord de l'Irak et se soumettre aux autorités kurdes irakiennes. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

L'imam
de la Grande Mosquée
d'Alger
demande l'application
de la loi coranique

Lors de la prière habdomadaire, l'imam de la Grande Mosquée d'Alger, dont le prêche a été transmis en direct par la télévision et la radio nationaies, a demandé, vendredi 30 octobre, que toutes les institutions de l'Etat adoptent la charia, la loi coranique. Falsant allusion aux attentats des « groupes armés » islamistes contre les forces de l'ordre depuis l'instauration de l'état d'urgence, en février derrier, il a souligné que l'application de la charis « fermerait le porte devant les actions indivi-

A son avis, le peuple est prêt à accepter cette loi, malgré les « quelques voix discordantes qui s'y opposent». L'imam a insisté sur le fait que les combattants de la guerre d'indépendance s'étaient donné pour mission la création d'un Etat indépendent sous « le bannière de l'islam». — (AFP.)

BELGIQUE

Démission du ministre des affaires sociales

M. Philippe Moureaux, ministre des affaires sociales (socialiste francophone), a remis sa démission au chef du gouvernement beige, M. Jean-Luc Dehaene, vendrect 30 octobre. Dans une lettre, qu'il a rendue publique, il explique sa décision par la passivité des ministres sociaux-chrétiens devant eles attaques incroyables » dont à a été victime de la part des mutualités chrétiennes. Ces mutualités, particulièrement bien Implantées en Flandre, comme la sont les mutualités socialistes en Wallonle,

sont associées au système national de remboursement des soins de santé.

Un projet de M. Moureaux, dont le gouvernement a reporté l'examen, vise à réduire leur rôle au profit des ayndicats et du patronat. M. Philippe Busquin, président du PS francophone, a déclaré que le situation était « sérieuse », mais, vendredi soir, les autres ministres socialises ne sembleient pas vouloir se retirer du gouvernement. — [Corresp.]

GRANDE-BRETAGNE Une bombe a explosé près du 10 Downing Street

Une bombe a explosé près du 10 Downing Street, la résidence officielle du premier ministre, dans la soirée du vendredi 30 octobre, sans faire de victime et avec des décâts matériels minimes. Un taxi a été détourné dans le nord de Londres par un ou deux hommes qui l'ont contraint à aller dans le centre de la capitale britannique, puis ont abandonné le véhicule piégé, que le chauffeur a quitté en courant avant que la bombe n'ex-plose. Tout indique que cet attentat est dû à l'Armés républicaine irlandaise (IRA), qui mêne depuis plusieurs semaines une campagne de désorganisation de la vie londonienne en multipliant les attentats, le plus souvent avec des engins de ible puissance, qui ont fait toutefois un mort et plusieurs blessés. La technique du détournement de taxi avait dájà été utilisée pour faire sauter un véhicule au centre de Londres, le 15 juin (le Monde du 17 juin).

M. Major se trouvait dans sa circonscription, à une centaine de kilomètres au nord de Londres, au moment de l'attentat. En janvier 1991, l'IRA eveit déjà attaqué le 10 Downing Street, mais cette fois-là au mortier, en provoquant d'importants dégâts matériels. — (AFP, Reuter, UPL)

ITALIE

M. Martelli demande la démission de la direction du Parti socialiste

M. Claudio Martelli, ministra de la justice et ancien «dauphin» du secrétaire du Parti socialiste (PSI), M. Bettino Craxi, a demandé, vendredi 30 octobre, la démission de toute la direction du parti. M. Martelli a souligné que le « point de force » qu'a longtemps constitué la présence de M. Craxi à la tête du parti «s'ast transformé en un problème ». « Nous ne cherchons pas de bouc émissaire, a-t-il ajouté devant les dirigeants du parti, nous ne voulons pas de bûcher, mais une prise de responsabilité sévère et collective. Nous devons tous nous présenter démissionnaires des la prochaine assemblée nationale socialiste», prévue le 20 novembre. Ce n'est, a dit M. Martelli, « qu'en nous mettant nous-mêmes en question que nous permettrons à ceux qui se sont éloignés de revenirs.

Invoquant «une rupture pour construire le futur», M. Martelli a estimé que, avec les partis tels qu'ils sont aujourd'hui, «la démocratie italienne est en train de couler». Lié depuis trente ans à la démocratie chrétienne, le PSI est aujourd'hui effaibli par le vague de scandales qui secoue le pays et par la remise en cause de l'ansemble de système politique. — (AFP.)

Il Nouvelle nomination à la tête de la direction nationale anti-Mafia. — Le procureur général de la République de Palerme, M. Bruno Siclari, âgé de soixante-sept ans, a été élu, vendredi 30 octobre, par le Conseil supérieur de la magistrature, à la tête de la direction nationale anti-Mafia (DNA), coordination juridico-policière destinée à unifier les enquêtes contre le crime organisé, conçue par le juge Giovanni Falcone, assassiné le 23 mai, et qui devait lui être confiée. — (AFP.)

LIBÉRIA

L'aéroport de Monrovia a été bombardé

Au seizième jour du siège de la capitale, les troupes du Front national patriotique du Libéria (FNPL) ont bombardé au mortier aéroport de Monrovia, vendredi 30 octobre, contraignant la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG), qui défend la ville, à le fermer provisoirement. Deux obus de mortier sont tombés aux abords immédiats de la piste de l'aéroport de James-Spriggs-Payne, à 5 kilomètres du centreville, au moment où atternissait un avion nigérian transportant des renforts de troupes pour l'ECO-MOG. Déjà coupée du reste du pays par voie terrestre. Monrovia. dont le port est soumis depuis mercredi au pilonnage des artilleurs du mouvement de M. Charles Taylor, semblait de plus en plus menacée par un blocus total. — (AFP, Reuter.)

TUNISH Divisions au sein de la Ligue des droits de l'homme

La Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), qui avait dû se e dissoudre » le 13 juin dernier, a ajourné sine die la réunion, prévue samedi 31 octobre, d'un congrès extraordinaire, destiné à préparer son retour dans la légalité. Le comité directeur sortant, profondément divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du pouvoir, a annoncé ce report après avoir constaté l'échec des discussions tendant à mettre ses statuts en conformité avec les dispositions de la loi sur les associations que le gouvernement avait feit adopter, au mois de mars dernier. Aucune formule de compromis n'a pu être trouvée entre les alles «dure» et «modérée» qui se partagent les quelque vingt-cinq sièges du comité directeur de la LTDH. - (Corresp.)

EN BREF

CANADA: démission du premier ministre de l'île du Prince-Edouard. – M. Joe Ghiz, premier ministre de l'île du Prince-Edouard – la plus petite des dix provinces canadiennes, située à l'est du pays, – a annoncé son intention de démissionner, vendredi 30 octobre, en invoquant des « raisons personnelles ». Au pouvoir depuis 1986 à Charlottetown, le chef du Parti libéral de cette province a précisé qu'il avait préfére attendre la fin de la campagne référendaire sur la réforme de la Constitution canadienne (qu'il approuvait) pour annoncer sa décision. Sa province a voté « oui» à 74 % le 26 octobre. M. Ghiz restera en poste jusqu'à ce que son parti lui désigne un successeur. – (AFP.)

CUBA: le dissident Sebastian Arcos condamné. — Le tribunal provincial de La Havane a condamné le dissident Sebastian Arcos, vice-président du Comité cubain pour les droits de l'homme (CCDH), à quatre ans et huit mois de prison pour « propagande ennemie », a annoncé, vendredi 30 octobre, l'agence cubaine Prensa latina. Selon l'agence, l'accusation a présenté plusieurs documents signés par Sebastian Arcos appelant au renversement du système cubain. Agé de soixante et un ans, M. Arcos, incarcéré le 15 janvier, a aussi été accusé d'avoir envoyé à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève et à des radios anti-castristes des «informations inexacter» sur de présumés cas d'assassinals, de disparitions et de mauvais traitements infligés à plusieurs personnes. — (AFP.)

neurs personnes. — (APP)

D SÉNÉGAL: Dakar privée d'eau et d'électricité. — La capitale sénégalaise est privée d'eau et de courant électrique, depuis mardi 27 octobre, à cause d'un mouvement de grève déclenché par le principal syndicat de la compagnie nationale d'électricité, qui réclame le départ du directeur général. Sept syndicalistes ont été arrêtés, vendredi, après la découverte du sabotage d'installations d'eau et d'électricité à Dakar. — (AFP, Reuter.)

SALVADOR : reprise de la démobilisation des anévilleres - Le

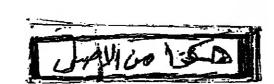
Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) a commencé, vendredi 30 octobre, à démobiliser un troisième contingent de 1 860 combattants, a annoncé la guérilla. Interrompue en raison de différends avec le gouvernement, la démobilisation complète des rebelles, surveillée par des observateurs des Nations unies, doit s'effectuer avant le 15 décembre. La guérilla avait, jusqu'à présent, démobilisé un peu plus de 3 000 hommes sur un total de 8 500 environ. – (AFP.)

n TOGO: les élections sont reportées. — Les élections législatives, qui devaient se dérouler le 31 octobre et le 14 novembre, et l'élection pour les 6 et 20 décembre, ont été reportées sine die, a indiqué vendredi 30 octobre le ministère de l'administration territoriale et de la sécurité. Selon les autorités, il est nécessaire de « remettre de l'ordre dans les listes électorales », de nombreuses « lacunes et défaillances » ayant été relevées dans les listes qui ont servi pour le référendum constitutionnel du 27 septembre. — (Reuter.)

la vente de sous-marias russes à l'Iran. — La marine américaine a dépêché le sous-marin d'attaque nucléaire USS Tropeka dans le Golfe en prévision de l'arrivée, le mois prochain, du premier sous-marin vendu à l'Iran par la Russie, ont indiqué vendredi 30 octobre des sources militaires à Washington. Selon le Washington Post, l'administration américaine a tenté d'empêcher Moscou de vendre des sous-marins à Téhéran en demandant, sans succès, à l'Arabie saoudite de dédommager la Russie L'Iran, indique le Post, aura accepté de payer 600 millioné dollars pour acquérir deux marins et aurait pris une o pour un troisième. — (AFP, Reconditaire de dépendent de la pour un troisième. — (AFP, Reconditaire de la presentation de la pour un troisième. — (AFP, Reconditaire de la presentation de la pour un troisième. — (AFP, Reconditaire de la presentation de la presentation

U Washington p'a pas pu empêcher

Le Mande L'ÉCO



Les centristes condamnent la tentation d'une relance par l'inflation

Le «contre-projet» social de MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, cofondateurs de l'associa-tion Demain la France, continue d'alimenter le débat au sein de l'opposition, notamment à propos de la politique monétaire. Invité vendredi 30 octobre sur TF i, M. Pasqua a renouvelé ses critiques à l'égard de la politique du «franc fort», prônée tant par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, que par les principaux diri-geants de l'opposition. Affirmant que « personne n'est pour le franc faible », le président du groupe RPR du Sénat a ajouté : « Nous demandons que l'on revienne à la réalité et à la vérité. (...) Va-t-on pouvoir maintenir cette société à deux vitesses, et proposer, dans la perspective d'un futur gouverne-ment, de continuer la même politique d'austérité et de stagnation éco-nomique?»

Répondant à ceux qui repro-chent à M. Séguin et à lui-même d'envisager une dévaluation du franc, M. Pasqua a observé : «Il n'y a pas un parti de la dévalua-tion, prêt à brader l'intérêt national, et d'autres, qui sont des gens

cela est grosesque. Dans de telles affaires, il ne doit pas y avoir de tabou. (...) La dévaluation n'est pas un objectif, mais un moyen à un certain moment de provoquer une certaine relance.»

Interrogé vendredi sur France Inter, M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, s'est dit «en désaccord» avec MM. Pasqua et Séguin lorsqu' a ils glissent vers la démagogie en faisant croire que l'inflation peut apporter quoi que ce soit» de positif à l'économie de la France. «La relance par l'inflation est dangereuse à terme. L'expé-rience de 1981 l'a confirmé», a affirmé pour sa part M. Edmond Alphandery, député centriste du Maine-et-Loire, dans un entretien accordé le même jour à la Tribune-Desfossés. Contrairement à M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF qui, dans Le Figaro du samedi 31 octobre, souligne que l'opposition e aurait assurément un mobiliste de curait assurément un problème de synthèse si les proposi-tions de MM. Séguin et Pasqua devalent devenir celles du RPR», M. Alphandéry affirme que cette « synthèse » entre les thèses des

Maastricht et celles des autres respoasables de l'opposition, a ne sera pas-aussi difficile à réaliser » qu'il y

Les deux élus centristes ont notamment déclaré partager les préoccupations sociales du projet de MM. Pasqua et Séguin. M. Bosson a assuré être « totalement d'accord» avec eux lorsqu' e ils rappel-lent qu'il y a un incendie social, que l'on ne peut pas arriver avec des mesures uniquement et totalement raisonnables et qu'il faut rouvrir une fenêtre d'espérance ». « Il faut une gestion sérieuse et lui danner une plus grande ampleur sociale, a-t-il ajouté. Il faut entraîner les gestionnaires de l'op-position vers une ouverture sociale plus grande.» «La priorité sociale est aujourd'hui reconnue par l'en-semble de l'opposition», a indiqué semble de l'opposition», a inaique M. Alphandéry, qui estime que « la première urgence » pour l'opposi-tion est de « porter remède au grand échec des socialistes qui àura été l'apparition de fractures sociales grandissantes et qui minent la cohéLe débat sur la cohabitation

«La grève du pouvoir est absurde», affirme M. Séguin

M. Philippe Séguin, député (RFR) des Vosges, cofondateur avec M. Charles Pasqua de l'association Demain la France, affirme, dans une tribune publice pur le Figuro Magu-zine du samedi 31 octobre, que, dans le cas où l'opposition remporterait les élections législatives, ail serait tout à fait opportun que le président de la République en tire les consèquences et ne peut l'y contraindre », M. Séguin estime que l'opposition doit «s'appréter d'ores et déjà à l'hypo-thèse de la cohabitation et se meure en mesure de la réussir pour la France». «La cohabitation n'est pas souhaitable», poussait le député des Vouges, mais «la grève du pouvoir est rde» car «ce type d'opération – les hommes étant ce qu'ils sont aurait ses «jaunes» et on ne peut refuser d'assumer des responsabilités sous présexte que le contexte n'est pas

Selon M. Séguin, «cela ne veut pas dire qu'il faut cohabiter à tout prix». «Il est clair, ajoute-t-il, que l'on ne doit accepter la responsabilité du gou-vernement que lorsqu'on a les moyens de gouverner.» En conséquence, a pour sortir de la nasse dans laquelle menacent de l'enfermer la conjonc-ture, les délais et la tactique présiden-

tielle, observe le député des Vosges, l'opposition n'a pas d'autre chaix que de dire au peuple ce qu'elle veut faire, où elle veut aller, et d'obtenir un mandat du peuple pour le faire. Qu'elle obtienne ce mandat, et alors elle sera sûre que personne, pas même

Dès lors, la cohabitation ne pose par « le problème des rapports entre le président et la future majorité, mais cehti des rapports du peuple et des nouveaux gouvernants». Cela impli-que «une analyse sans fard de la situation». «Il serait un peu court de tout mettre au débit des socialistes»,

☐ Les Français partagés sur la cohs-bitation selon la SOFRES. — Selon un sondage de la SOFRES publié dans le Figuro-Magazine du 31 octo-bre et réalisé les 23 et 24 octobre auprès de huit cents personnes, 46 % des Français souhaitent qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives M. Mitterrand continue d'exercer son mandat, tandis que 45 % demandent sa démission et que 9 % sont sans opinion. 35 % des personnes interrogées estiment que le RPR et l'UDF doivent refuser de gouverner tant que M. Mitterrand reste à l'Elysée, 49 % sont d'un avis avertit M. Séguin, qui ajoute : « C'est donc moins du réquisitoire d'une commission du bilan qu'on a besoin que d'un diagnostic.»

Quant au candidat de l'opposition à l'élection présidentielle, s'il souhaite «ne pas exercer lui-même directement le pouvoir gouvernemental, il devra ster à la tensation de s'affranchir des risques d'impopularité en prenant ses distances à son égard». « Tout au contraire, conclut M. Séguin, il devra s'attacher sans relâche, jour après jour, à expliquer et justifier ce qui se fait » et à « remettre cette action en Described by

Seion un sondage IPSOS publié par le Point (daté 31 octobre-6 novembre) et effectué du 23 au 26 octobre auprès de mille personnes, 44 % des Français pensent que M. Mitterrand demeurera à son poste, 34 % supposent qu'il provoquera une élection présidentielle anticipée et 22 % ne se prononcent pas. 45 % des personnes interrogées considérent que la nouvelle majorité RPR-UDF refusera de constituer un gouvernement, 32 % sont d'un avis contraire et 23 % sans

La préparation des élections législatives

Loiret: l'ancien maire d'Orléans sème le trouble

ORLÉANS

de notre correspondant

Après Ma Michèle Barzach, ancien ministre, qui a annoncé sa candidature, wavec le soutien de l'UDF», dans la première circonscription du Loiret, où elle affrontera M. Annick Courtat, maire (RPR) de la Ferté-Saint-Aubin et tivités locales, M. Jean-Pierre Sueur (PS), maire d'Orléans (le Monde du 21 octobre), M. Jean-Louis Bernard (UDF-radical), ancien maire de la ville, s'est déclaré candidat dans la troisième circonscription, détenue par un socialiste, M. Jean-Pierre Lapaire. Son suppléant sera M. Gérard Lambert (RPR), maire de Chécy.

Le Parti républicain a aussitôt fait connaître son étonnement devant « cette candidature sau-yage » et indiqué que « ni l'UDF ni le RPR n'ont accordé la moindre investiture à M. Bernard ». En effet, lors d'un récent vote, l'UDF a décidé de soutenir dans cette circonscription la candidature de M. Antoine Carré (UDF-PR), maire de Saint-Jean-le-Blanc et ancien parlementaire, par sept voix contre une à M. Bernard. Celui-ci a donc voulu prendre de vitesse M. Carré, qui ne s'était pas encore M. Carre, qui ne s'etait pas encore déclaré publiquement. Toutes ces manœuvres ne font que traduire les divisions au sein de l'UDF du Loi-ret, toujours mal remise du départ de M. Jacques Douffiagues, son ancieu «homme fort». L'arrivée de M= Barzach en terre orléanaise ne fait que les accentuer.

RÉGIS GUYOTAT

O Vaucluse: M. Yves Rouset-Rouard candidat. - M. Yves Rous-set-Rouard, producteur de cinéma, a reçu l'investiture de l'UDF pour être candidat aux élections législa-tives dans la deuxième circonscription du Vaucluse, dont le député sortant est M. André Borel (PS), qui se représente. M. Rousset-Rouard, qui exploite depuis trois ans un vignoble à Ménerbes (Vauduse), est membre du conseil pour l'aveair de la France, une commission d'experts créée par M. Giscard d'Estaing. u a été, de 1971 à 1976,

D Marne : mort accidentelle du D Marne: mort accidentelle du premier vice-président du conseil général. – Philippe Amelin, maire RPR de Montmirail et prêmier vice-président du conseil général de la Marne, est décédé vendredi 30 octobre dans un accident de la conseil premier de Chélonte de la conseil president de la conseil de la conseil president route entre Montmirail et Châlonssur-Marne, en heurtant de plein douet un camion au cours d'un

cherassement.

zawaé le 3 février 1926 à Anglure,
veau ecin, Philippe Amelin était
au cu de Montmirail depuis 1963
symptueiller général depuis 1964;
impuish du «non» à Maastricht, il
par la d présenté comme candidat
dent, Mt de l'opposition aux élecdes cou sénatoriales de
impliquére 1992 mais n'avait pas
Kyubin,

Au conseil régional de Rhône-Alpes

M. Millon (UDF-PR) s'appuie sur les écologistes pour faire adopter le schéma d'aménagement

Alpes a adopté, vendredi 30 octobre, son schéma d'aménagement, grâce aux voix de la droite et à celle des Verts et de Génération Ecologie. Le PS, qui, il y a une semaine, avait fait des offres de discussion aux écologistes, a choisi, finalement, de ne pas perticiper au vote.

LYON

de notre bureau régional

Les umes de mars dernier n'ont accordé que soixante-quatre sièges, sur les cent cinquante-sent que compte le conseil régional, à M. Millon, président de cette asser Pour que l'exécutif puisse faire edopter des rapports avec cette majorité très relative, il a suffi, jusqu'alors, de l'abstention du PS (25 membres) ou du FN (29 mem-

☐ Guyane : poursuite de la grève des crevettiers. — Les pêcheurs-crevettiers guyanais, en grève depuis le 12 octo-bre, poursuivent leur mouvement après l'échec des négociations en cours avec une mission interministé-rielle venue de Paris. Un meeting a rassemblé quelque trois cents personnes au port de Livarot, jeudi 29 octobre, tandis que les bateaux restaient à quai. Une séance de tra-vail consacrée à la pêche en Guyane doit avoir lieu mardi 3 novembre à Phôtel Matignon. Le président du conseil régional. M. Antoine Karam. secrétaire général du Parti socialiste guyanais, tevenu à Parti pour plai-der l'ensemble des dossiers locaux après la grève générale qui avait paralysé le département du 12 au 17 octobre, a estimé, vendredi, dans une déclaration à l'AFP, que la situation reste dans ce département « très explosive» : « N'importe quel incident peut dégénérer et menacer la paix civile, a-t-il déclaré. La crevette est pour la Guyane ce que la banane est à la Martinique et à la Guade est à la Marinique et à la chiade-loupe. [Les crevettiers veulent, eux-aussi, être protégés par les règle-ments de la Communauté euro-péenne.] Nous ne voulons pas être un peuple de fonctionnaires ou de gens qu'in nous aide à valoriser nos pro-mes réchesses.

D Polynésie: deux inculpés cuspri-sonnés en métropole. - Les autorités judiciaires devaient transférer à la orison de Fleury-Mérogis, le dimanche is novembre, les deux anciens collaborateurs du maire de Papeete, M. Jean Juventin, écroués Papete, M. Jean Juventin, écroués depuis le mois d'août en Polynésie fançaise après avoir été inculpés de corruption active et passive et trafic s'agit de M. Hiri Tetoe, un ancien devenu le chef de la police municipale de Papete, puis le directeur de M. Pierre Chanut, un ancien instituteur reconverti dans les milieux d'affaires et devenu l'un des proches d'affaires et devenu l'un des proches conseillers du maire. Tous deux appartiennent à la formation politi-

dature, connaisse un sort plus digne.
Il avait confié trois présidences de commission à des écologistes, dont celle de l'amétagement du territoire à un membre des Verts. En ouverture de session, il se déclarait « ouvert à tous les amendements, sauf ceux qui dénatureraient le

Cinquante ont été déposés et leurs négociations ont fait l'objet de longs débats byzantins. Le texte adopté, les responsables de Génération Ecologie (11 membres) et des Verts (10 membres) se sont déclarée (10 membres) se sont déclarés «satisfaits » d'avoir insuffié «un peu d'écologie » dans un document préparatoire à la signature du onzième contrat de plan Etat-Région. Ils ont surtout obtenu que certaines logiques de développement, comme el'accroissement des flux de circula-

Le conseil régional de Rhônellpes a adopté, vendredi que le schéma d'aménagement et de développement de Rhône-Alpes, « le du texte initial. M. Millon leur av de le grand dossier » de sa seconde manments structurants », soient gommées du texte initial. M. Millon leur avait ouvert la porte en estimant que «la croissance ne sera plus quantitative mais qualitative ».

Pour autant, ces élus ne souhai tent pas, aujourd'hui, s'engager plus avant avec l'exécutif et attendent des a traductions concrètes » dans les décisions budgétaires pour l'année 1993. Il y a une semaine, le ipe socialiste avait proposé de débats publics aux deux groupes écologistes. « Nos convergences paraissent plus importantes que nos expliqué M. Gérard Lindeperg, numéro deux du PS.

Dénonçant «le vide» du docu-ment, «l'absence de choix», et la rédaction « trop hâtise» de certains amendements, le groupe PS in a pas participé au vote.

RRUNO CAUSSÉ

La gauche après Maastricht

Le début sur l'Europe n'est pas terminé. Un mois après le réfé-rendum sur Maastricht, des tenants du coul» - MM. Claude Cheysson, député socialiste européan, et Piarra Moscovici, trésorier national du PS - et du enon» - MM. Charles Fitalman, chef de file des refondateurs communistes, Philippe Herzog, député communiste européen et président de l'association Confrontations, M- Dominique Voynet, porte-perole des Verts se sont retrouvés, jeudi 29 octobre à Paris, pour reprendre le dis-

« Malgré des choix différents face au référendum sur le traité de Maastricht, il y a un champ commun de motivation et de volonté», a rappelé M. Fiterman, avant de se féliciter de ce débat qui constitue, selon lui, «un cadre de combat pour le travail démocratique et social». Tous les participants se sont accordés pour récuser le persistance du clivage entre le camp des «non» et celui des couis au référendum et pour

mettre l'accent sur l'exigence d'une Europe plus sociale, même si des divergences subsistent. notamment sur l'union économique et la future monnaie unique. Pour M. Cheysson, «le lacune de l'Europe est qu'elle n'offre pas de perspectives d'emplois». L'ancien ministre a appelé les syndicets à monter en première ligne, car aujourd'hui, a-t-il dit, e la priorité des priorités est la lutte contre les exclusions ». A antandre les applaudissements, c'est cette question, à n'en pas douter, qui intéressait le plus le

Voynet, qui intervenant dernier, a manifesté quelques inquiétudes face aux interventions de ses colèques, qui montraient, selon elle, cune relative incapacité à trouver des solutions concrètes applicables rapidaments. Elle a constaté que la mobilisation a très vite cassé après le référendum et qu'eun mois après le couvercle est retombé sur la marmite».

, 18 18

-

\$,

A politique se prête aisément à l'exercice métorique de la transposition. N'est-elle pas, d'abord, un jeu, celui par excellence de la société? Elle est aussi une compétition qui appelle les métaphores sportives et militaires, ou, encore, une mise en scàne des apparences, qui renvoie au vocabulaire du théâtre, ou, enfin, une alchimie qui permet de combiner les contraires, d'exalter le partie d'un tout et d'en masquer une autre, une sciença de l'ac-

commodation, ce qui l'apparente

à la cuisine.

LIVRES POLITIQUES

Ordinairement, la politique ne sort pas à son aventage de cette dernière comparaison, qui, par réciprocité, dessert aussi l'art culinaire, mais la transposition, pour peu qu'elle soit esquissée par un fin dégustateur des deux pratiques, sait se révéler des plus sub-tiles. Philippe Alexandre, observateur attentif des affaires de la cité, le prouve dans le petit traité qu'il vient de publier sous le titre Mon livre de cuisine politique. C'est un ouvrage à déguster plus qu'à dévorer, car il se présente sous la forme d'un glossaire, dans lequel sont recensés et expliqués les divers rudiments de la discipline à travers les ustensiles, ingrédients, recettes et adresses qui sont

indispensables à son exercice. L'auteur ne prétend pas livrer un ouvrage encyclopédique sur la question ni analyser les recettes de la grande politique, déjà assez connues comme cela : il s'intéresse à ces patits secrets, ces tours de main, ce savoir tenu de l'expérience que, comme les chefs de cuisine, les chefs politiques, suffissemment exposés à la criti-Capendant par-devers eux. net qui ne s'investione de goureatisse dans son

sujet. Aussi le mémorialiste ne se vivons dans la République des contente-t-il pas de mettre son grain de sel dans la marmite : il adjoint des poirges de piment et des filets de vinaigre, tant il est vrai qu'on ne saurait entretenir de cuisine et de politique sans juger eurs métites et leurs tromperies.

Recettes de cuisine

Voici comment il décrit un classique de la cuisine politique : «La connivence se mitonne à petit feu, de longue main, à l'étouffée, loin des regard et des oreilles, et ne se révèle dans sa spiendeur qu'au moment de la servir. > Suit un exemple qui fera princer les dents des intéressés. L'auteur complète sa démonstration en précisant : «Le consensus est la variante de la connivence, mais noble, digne, examplaire : la connivence est politicienne, le consensus national, patriotique, présenté avec des drapeaux en garriture. »

Derrière cette description amus sée et caustique de la cuisine politique, perce la colère rentrée de Philippe Alexandre lorsqu'il ne s'accommode pas de la manière dont on lui sert les plets, ou lors-qu'il les trouve trop indigestes. En particulier, il ne godte guère dans le régime ce que l'on pourrait appeier le suprême de pouvoir. Dès le début de son traité, il manifeste son agacement devant l'abus de ce «principe de base de la politique mitterrandienne » que recouvre le beau terme d'amitié : «Les citoyens, écrit-il, sont pénétrés du principe de l'immunité absolue des amis du président de la République. » Il y a eu, ajoutet-il, le temps des copains et des coquins, ravec Mitterrand nous amis et des nantis». Plus loin, s'agissant des cabinets, il note que celui du président rest un véritable gouvernement de l'ombre, ayant autorité sur tous les ministres et le pouvoir de désigner les membres des divers autres cabinets », et que la « surhumaine immunité » du chef de l'Etat rejaillit sur cles ministres qui ont l'honneur, la chance et le privilège de le

Au-delà des infléchissements personnels donnés à la fonction. Philippe Alexandre met sur le compte de l'élection du président au suffrage universel « la toutepuissance d'un homme, sans équi valent dans le monde développés, et la non-responsabilité qu'elle engendre à ce niveau et qui se déploie à d'autres, puisque «les ministres ne sont que des commis à durée limitée, les députés d'obs curs laboureurs de terrain ». Bref, ce dont souffre la cuisine politique tient au régime qu'elle s'impose et à l'excès de révérence accordé au

On reste près des fourneaux e du pouvoir avec un autre livre de recettes, intitulé Comment devenir président de la République en quatre-vingt-dix minutes. Est-ce possible en si peu de temps, alors que des supposés professionnels y consacrent leur vie sans forcément réussir? Oui, estiment les auteurs, à condition de ne pas perdre de temps, précisément, et d'emprunter la bonne filière, celle qui correspond au profil-type dens leguel le candidat se reconnaît le mieux. On lui en propose six, plus ANDRÉ LAURENS

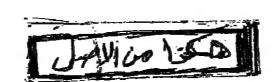
une solution de rattrapage fondée sur l'intuition, mais qui renvole aux cas précédents. A partir de là, la méthode s'uni-

lise comme un jeu de l'oie, suivant des itinéraires parsemés de voles sans issue, de retours en arrière. de déviations, de pièges. Une fois qu'il s'ast situé dans le cours de la stratégie censée lui convenir, le candidat n'a plus qu'à suivre son cheminement, sans s'embarrasser de caux consellés pour les autres cas de figure. Le simple lecteur, lui, gagnera à une lecture complète de la méthode, d'abord parce qu'il s'en amusera beaucoup, ensuite parce qu'il y découvrira une excellente satire de l'univers médiatico-politico-branché qui réduit la politique au jeu des apparences.

Las personneges mis en scène, qu'il s'agisse des candidats-types, des membres de leur entourage ou du génial publicitaire, ressemblent à d'authentiques, si l'on peut dire, personnalités publiques, leur langage est celui de la mode dominante («Nous allons surcommuniquer ton médiacharisme »). leurs démarches fondées uniquement sur la communication, c'està-dire sur l'impression produite. Ce sont les acteurs d'une politique où le recherche des effets importe plus que la défense d'une cause. Au bout du compte, ils font rire, comme en témoignent ce livre et, d'une manière générale, le succès du comique de dérision.

Mon livre de cuisine politi-que, de Philippe Alexandre. Grasset, 250 pages, 98 F.

Comment devenir président de la République en quatre-viagt dix minutes, de Jean-Paul Gourévitch, Michel-Antoine Burnier et Léon Marcadet. Plon, 246 pages, 89 F.



ILE-DE-FRANCE

Deux jours après leur « évacuation »

Une partie des Africains de Vincennes restent sans logement

Après l'opération d'e évacuation» de l'esplanade de Vincennes, jeudi 29 octobre, près de 550 Maliens et autres Africains immigrés ont accepté les hébergements provisoires qui leur étaient proposés. Il restait, samedi 31 octobre, un peu plus d'une centaine de personnes à reloger.

Trente-six heures après le départ forcé des Maliens de Vincennes, une centaine de personnes bivouaquaient encore, samedi matin, devant l'hôpital gériatrique Emile-Roux, à Limeil-Brévannes (Val-de-Marne). Ayant refusé d'être hébergées dans des salles communes qui reçoivent habituellement, pour l'hiver, les protégés de l'Armée du salut, elles ont préféré passer une deuxième nuit à grelotter autour des braseros. « Nous ne sommes pas des malades, expliquaient-clics, et nous ne voulons pas coucher ici. Donnez-nous des loge-

du «village africain» de l'esplanade de Vincennes, les fonctionnaires de la préfecture avaient évalué les per-sonnes à héberger à environ 300. A la fin de la journée du jeudi 29 octobre, les cars avaient en réa-lité emmené 683 hommes, femmes et enfants. Ayant eu vent de l'opération, certaines familles étaient-elles revenues depuis peu dans un camp que l'on croyait à demi vide?

> Nuit sur les trottoirs rne Lamarck

Heureusement, on avait prévu large : 620 lits étalent disponibles sur une douzaine de sites en Ile-de-France et en vingt-deux points de la capitale. Services hospitaliers vides, foyers, baraques de chantier, crèches, hôtels dits de préfecture attendaient les Africains, qui devaient y recevoir, en outre, un repas chaud. Environ 420 personnes ont immédiatement accepté leur nouvel abri pour l'hiver.

Mais plus de 200 autres, qui Faute d'avoir jamais pu faire le révaient sans doute d'un vrai loge-

ment, out eu la surprise de se voir proposer une précaire chambre d'hôtel, où il est interdit de cuisiner, ou une salle d'hôpital peu enga-geante. D'où une cascade de refus qui ont désarçonné les bonnes volontés administratives et même celles d'associations caritatives comme l'Armée du salut,

Ce fut le cas à Limeil-Brévannes où les cars ont déposé 130 per-sonnes, alors qu'on en attendait 75. Les fonctionnaires de la direction des affaires sociales venus sur place n'ont pu convaincre les récalcitrants d'accepter l'hospitalité de l'Assistance publique et, pour les per-sonnes en surnombre, le transfert vers quelques autres centres d'héber-

A Paris, autre surprise : une douzaine d'Africains ont du rester à la porte de la crèche de la rue Lamarck (dix-huitième arrondissement), qui avait accueilli 27 de leurs compatriotes en fonction des places disponibles. Après une nuit sur les trottoirs, les «exclus» ont été rejoints par d'autres familles ayant refusé les chambres d'hôtel retenues pour elles

donni dans des véhicules.

Dans la soirée du vendredi 30, un nouveau mini-campement d'environ 70 personnes s'était donc reconstitué rue Lamarck. Les services s'efforcaient de leur trouver un toit dans différents locaux de la capitale. En outre, une centaine d'Africains manifestaient dans la soirée devant le ministère des affaires sociales.

Ces hébergements de fortune ne sont en effet qu'une solution provisoire à un problème qui demeure entier : l'insuffisance de l'offre de logements sociaux face à une demande qui ne cesse de grossir, et cette pénurie-là n'est pas près d'être résorbée. M= Marie-Noëlle Lienemann, ministre chargé du logement en a convenu. La construction de 90 000 appartements à loyer modéré a été lancée cette année, mais il faudra deux ans pour qu'ils solent prêts à être habités. Les Africains de Vincennes devront encore patienter,

MARC AMBROISE-RENDU

Le projet de Grand Stade de Nanterre

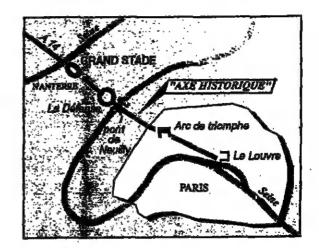
M. Charles Pasqua défend son «Parc de France»

M. Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, a présenté, vendredi 30 octobre, les concluaions d'une étude de faisabilité qui préconise la construction du Grand Stade à Nanterre.

Pour M. Charles Pasqua, les conclusions de l'étude de faisabilité commandée à la SEM 92, société qui dépend du corseil général des Hauts-de-Seine, ne laissent guère de place au doute. «Le Grand Stade peut et doit être fait à Nanterre», a-t-il mar-telé avec une certaine véhémence. Depuis l'attribution de la Coupe du monde de football 1998 à la France et la remise en question du choix de Melun-Sénart (Seine-et-Marne) comme site d'implantation du Grand

espace vert de 40 hectares, baptisé
«Parc de France», sous la forme
d'un cratère enfoui, dont seul dépas-serait le toit amovible et translucide.
Une flèche visible de Paris clôturerait
l'axe historique. La desserte de ce
«stade vert» serait facilitée par la
proximité de la future autoroute À 14
et de l'A 26, de la ligne de RER A,
ainsi one par un moyen de transport ainsi que par un moyen de transport sur quelques centaines de mètres, un VAL par exemple, qui relierait le site aux parkings de la Défense.

Pour attirer des investisseurs pri-vés, le site de Melun-Sénart ajoute à son éloignement de Paris le handicap de n'être conçu que pour des mani-festations sportives. Le projet de Nanterre privilégie la solution inverse : le sport y serait même réduit à la portion congrue. Avec ses



Une décision du Conseil d'Etat

Feu vert pour la construction du Centre de conférences international à Paris

Le Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 30 octobre, le caractère « d'intérêt général » du Centre de conférences international qui doit être construit quai Branly, dans le 7- arrondissement de Paris (le Monde du 23 octobre).

Introduite en 1983 dans le code d'a intérêt général», confirmée par le Conseil d'Etat, vendredi 30 octobre, 4 propos du dossier sur la construction du Centre de conférences international de Paris, autorise les pouvoirs publics à se substituer à une municipalité (ici, la Ville de Paris) pour modifier, con-tre l'avis des édiles, le plan d'occupation des sols (POS) de la commune, et ainsi permettre la délivrance du permis de construire. La haute juridiction estime, en effet, que l'édification de ce centre, qui « sera rattaché à l'exercice de fonctions de gouvernement dans l'ordre de la diplomatie et des relations internationales, présente un caractère d'intérêt national».

En outre, le Conseil d'Etat affirme « que, eu égard à l'amélio-ration qu'il doit apporter aux condi-

tions d'accueil et de travail des délégations étrangères, l'implantation d'un tel centre dans ce secteur de Paris est de nature à contribuer au renforcement du rayonnement diplomatique de la France et de la capitale». Il précise enfin : « Les avantages qui résultent de cette opé-ration l'emportent sur les sujétions qu'elle peut occasionner pour les riverains, sur les nuisances qu'elle pourrait engendrer à propos de l'enration. »

M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, obtient donc gain de cause. Il avait fait appel devant le Consoil d'Etat, après la décision, le 11 juillet 1992, du tribunal administratif d'annuler l'autorisation de construire le Cen-tre de conférences et son caractère d'« intérêt général». Rappelous que le projet de l'architecte Francis Soler, choisi par François Mitter-rand, se propose d'édifier en bor-dure de Seine, au pied de la tour Eiffel, trois écrins de verre communiquent entre eux. Répartis à l'intérieur et en sous-sol, une grande salle réservée aux congrès internationaux, des espaces polyvalents, des salons, des restaurants, et un centre de presse. Coût prévisionnel de l'opération : 2,75 milliards de

prévue pour 1995, est aujourd'hui annoncée pour 1998.

Le projet de l'architecte ne respectait pas le POS de la capitale : les édifices de verrre culminaient à 28 mètres alors que seuls 25 mètres étaient autorisés, et l'espace vert ne comptait que 2 500 mètres carrés, alors que les documents d'urba-nisme de la ville en imposaient 7 500. Contestation des élus municipaux. L'Etat décidait de passer outre et déclarait le projet d'« Intérêt général ». Disposition attaquée par une association de riverains à laquelle le tribunal administratif donnait raison.

Une immense sphère

Entre le mois de juillet (jugement du tribunal administratif) et le mois d'octobre (arrêt du Conseil d'Etat), M. Biasini z demandé à l'architecte de revoir sa copie pour la rendre conforme au POS de Paris. C'est chose faite. La hauteur des édifices ne dépassera pas 25,60 mètres, et l'un des écrins de verre deviendra une immense sphère. Avec les plantations envi-ronnantes, les fameux 7 500 mètres

Sur le fond, la décision du Conseil d'Etat est tempérée par les nouvelles études, puisque désor-mais le projet de l'architecte res-pecte les règlements d'urbanisme de la ville. Il n'a donc plus besoin de cette qualification « d'intérêt général» pour s'imposer. Sur la forme, elle permet à M. Biasini de peut se tourner vers la municipalité pour lui demander de signer un nermis de construire. Les édiles parisiens devraient

calmer le jeu. Ils out pour eux le fait d'avoir résisté aux pressions de l'Etat et obtenu le respect du POS de la capitale, mais après l'avis du Conseil d'Etat ils ae disposent plus de carte en main. Si l'affaire paraît réglée sur le plan architectural et urbanistique - même si ce n'est plus tout à fait le même projet que celui choisi par M. Mitterrand, - le financement est dans l'impasse. Le secrétaire d'Etat aux grands travaux est, en effet, toujours à la recherche d'éventuels acquéreurs, notamment pour l'hôtel Majestic de l'avenne Kléber.

Stade, la candidature de Nanterre se trouvait dans une situation para-doxale : celle d'un favori dont on ignorait presque tout.

Jeudi 29 octobre, après l'annonce par Me Bredin, ministre de la jeu-nesse et des sports, que le premier ministre se donnaît—jusqu'à la fin novembre pour trancher, M. Rou-quet, député-maire (PS) d'Aifortville (Seine-et-Marnè), profitait de la confusion pour déposer la candida-jure de sa commune «Le choix de ture de sa commune. «Le choix de Nanterre, rappelait-il, contredirait les Nanterre, rappelait-il, contredirait les engagements, par le gouvernement de Michel Rocard, en faveur d'un rééquilibrage de l'Île-de-France vers l'est.» À ce souci, M. Pasqua oppose deux mots: proximité et rentabilité. Le projet de Nanterre s'appuie délibérément sur les défauts de son concurrent de Sénart. Le site de la ville nouvelle est jugé trop éloigné de Paris. Le Grand Stade de Nanterre se situerait au hord de la Seine, au se situerait au bord de la Seine, au bout de l'aze historique qui commence au Louvre et passe par l'Etoile et la Grande Arche.

vible, le Grand Stade pourrait se transformer en salle de cinéma ou de concert, et, près de deux cents jours par an, en salon d'exposition sur

C'est sur cette polyvalence que se fonderait la rentabilité d'un investis-sement évalué à 2,5 milliards de francs. Selon l'étude de la SEM 92 les bénéfices dégages atteindraient les 150 millions de francs par an, qui, outre le remboursement des emprunts, permettraient d'attirer des partenaires privés pour participer, à hauteur de 250 millions, au capital de la société d'économie mixte concessionnaire du Grand Stade - où seraient réunis le conseil régional, le conseil général, l'EPAD et éventuelle ment l'Etat.

Ces arguments ont conduit M. Jean-Louis Chambon, délégué interministériel, à rendre au premier ministre un avis favorable à la candidature de Nanterre. Il reste à savoir s'ils suffiront à M. Bérégovoy pour désavouer, malgré l'opposition de nombreux socialistes, le choix de M. Rocard au profit d'un projet

JĒRÔME FENOGLIO

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 5901

HORIZONTALEMENT

I. II lui arriveit d'arracher des oignons pour vivre. Grand, il a presque disparu. — II. Retarde une chute présumée définitive. Bas de l'échelle. Nau-frage qui fait des « épaves ». — III. Un homme très fort le guérit d'un mai au

sement. - IV. Est perfois un pauvre pécheur. Mesure. - V. Séparent diffé-Guise. Faisons renaître. - VI. A l'étranger, Berceau de philosophes. Désigne un métal blanc. nale. - IX. Un spécia-

liste des voles et canaux. Utilisait la question avant de supplicier ses victimes. - X. Sa réputation ne tenait qu'à un fil. Scellait d'anziennes unions. - XI. Philosophe. Font apparaître un spectre. – XII. Permet de « saisir » bien des choses. Pronom. Fit un certain tra-vail. – XIII. Bon débarras | Gourmande. - XIV. On y trouve de nom-breuses pièces à louer. Galère. -XV. Symbole. S'effacent devant'is

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

III
IV
VIII
VIII
IX des bouquets avec ses fruits. Groupe de plantes. – Vill, Victoire impériale. Rassemblent quelques couvriers lorsqu'ile xIII sont curés dans une XIV ville. Station hivernale. – IX. Un spécia-

VERTICALEMENT

1. En ce domaine, on rencontre de nombreux e plats ». Un certain nombreux e plats ». Un certain temps. — 2. Conjonction. Est perfois offerts avec du jus et une olive. Produit le grusu. — 3. Bien cachées. Jameis premiers quand ils sont perfaits. — 4. Sont parfois gras. Femmes d'un beau e port ». — 5. Laisse tout dans le vegue. Ne manque pas de points noirs. Elle frait très misce et blan mulée. était très mince et blen roulée. -

 Un beron autrichien s'y rendit.
Dinge des mines. D'un auxiliaire. 7. Entreprises qui réclament des învestissements. Rentrer en pos-session d'un bien précieux. — 8. Est achevé par une balle. Est exécuté après un accueil favorable. Conjonction. — 9. Vue et non approuvés. Abréviation. Se rend en tous lieux. — 10. Animal. Pêtés partagés par de nombreuses personnes. Terme munical. Participe. - Disperait après quelques numéros. Pour lui, c'est toujours le lutte finale. – 12. Calmans dans l'eau. Sont arrivées par la bande. -13. On le goûte quand il est plein de sel. Il regrettera un jour d'avoir fait des boulettes. - 14. C'est bon pour attraper la peste. Fond de bouteille. - 15. Souvent deux sous la caisse. Apprécie ce qui va au

Solution du problème re 5900 Horizontalement

1. Tristesse. - II. Oô.Ci. III. Ministère. – IV. Orins. Loc (col). – V. Noé. Er. Tu. – VI. Erins. Ides. – VII. Réservées. – VIII. Mien. – IX. Exception. - X. Ré. Sel. XI. Bouss. Rée.

Verticalament

1. Timonerie. - 2. Irons. -3. Ioniens. Cru. - 4. Soin. Seméss. - 5. SSE. Rip. - 8. Rivets. - 7. Scel. Denier. - 8. Strottie. Old I. - 9. Ecusson.

GUY BROUTY

Il dissimulerait ses 80 000 places -conformes au cahier des charges imposé par la Fédération internatio-nale de football - au sein d'un mené par M. Pasqua. JEAN PERRIN DANS LA COLLECTION "RÉFÉRENCES" LAROUSSE UN NOUVEL OUVRAGE DE RÉFÉRENCE Larousse hoph I describe COMPLET, COMPACT! Larousse Comment dresser un arbre généalogique, où HISTOIRE trouver les sources d'informations utiles : bibliothèques, archives, LANGUE FRANÇAISE état civil... Autant de questions auxquelles répondent près de SCIENCES DE L'HOMME 20 spécialistes dans ce guide riche, clair et exhaustif. 372 pages, 75 F. ARTS ET LISTERATURE

COLLECTION" RÉFÉRENCES" LAROUSSE, UNE SÉRIEUSE RÉFÉRENCE.

Assassinat d'enfant ou jeu de rôle

Dans un arrêt rendu jeudi 29 octobre, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aixen-Provence a renvoyé devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes, le docteur Jean-Louis Turquin, un vétérinaire niçois de quarante-trois ans, qui est accusé de l'assassinat de son fils Charles-Edouard, huit ans, disparu, sans laisser de trace, depuis le 21 mars 1991.

de notre correspondant régional

Balzac était optimiste qui voyait la justice se saiair d'«un bout de fil qui passes et trouver le peloton lui permettant de «se promener dans la labyrinthe des consciences les plus ténébrauses». Dans le dossier Turquin, point de peloton, mais un échevesu des plus confus qu'une instruction judiciaire de traize mois est loin d'avoir permis de démêler

Cette curieuse affaire commence le 21 mars 1991. Il est 7 h 15. Le docteur Turquin appelle le commissariat central de Nice pour lui signa-Edouard, alors âgé de sept ans. La veille au soir. l'enfant s'est couché

U Le maire (RPR) de Villemomble,

inculpé de corruption, bénéficie d'un

non-lieu. - La chambre d'accusation

de la cour d'appel de Paris, présidée

par M. Guy Joly, a rendu, vendredi

30 octobre, un arrêt de non-lieu en

faveur de M. Robert Calmejane,

maire (RPR) de Villemomble et

sénateur de Seine-Saint-Denis, pour-

suivi pour corruption et recel d'abus

ciaux. M. Calmejane avait

EN BREF

vers 21 heures. Père et fils occupent des its jurneaux dans la mârne chambre. Le lendemain, quand le docteur Turquin se réveille, à 6 h 45, Cherles-Edouard s'est votatilisé et toutes les recharches effectuées, ultérieurement, pour le retrouver, resteront vaines.

Principal atout pour reconstruire le foyer

Fugue? Enlèvement? La police est perplexe. L'enfant n'a rien emporté : ni objet personnel ni même vêtements. Les jours pes-sent, aucune demande de rançon ne parvient au père. Rapidement, pourtant, les enquêteurs vont avoir la conviction que la dispartition de Charles Edouard est intirnement liée aux relations exacerbées qu'entretiennent les Turquin. Au terme d'une longue désagrégation du cou-ple, Michèle, l'épouse, elle-même vétérinaire, a quitté le domicile conjugal et entamé une procédure de divorce. Son mari, de son côté, a appris qu'elle l'avait trompé avec des marginaux et éprouve plus que des doutes sur la patemité de l'enfant. Etrange couple, en vérité, qui a suggéré d'amples réflexions aux

Homme e froid et autoritaires, le docteur Jean-Louis Turquin a un caractère « dominé par l'ambition sociale», elle-même «fondée sur le

payé par une société spécialisée dans

la collecte des ordures, la SEPUR.

qui avait passé un contrat de plu-

sieurs millions de francs avec la ville

D Relance de la coopération militaire

franco-chilienne. - A la suite d'une

visite de trois jours, à Santiago, du

secrétaire d'Etat français à la défense,

de Villemomble en 1988.

été inculpé le 15 avril pour avoir M. Jacques Mellick, la France et le

bénéficié d'un voyage en Thallande Chili sont convenus de relancer leurs

d'autruix. Son épouse, elle, pré-sente «une personnalité névrotique à composante narcissique » et vit « dans les fantasmes». Entre eux, un garçonnet timide, Charles-Edouard, dont le docteur Turquin se déclarera persuadé, un jour, qu'il est « un bâtard juif, fils d'un marchand de poisson».

Le perquet a d'abord ouvert une Information judiciaire pour enlève-ment. Mais un mois après la dispe-rition de Charles-Edouard, Michèle Turquin avise le juge d'instruction, M. François Boisseau, que son mari lui a avoué le crime de l'enfant. A l'instigution des policiers, le 6 mai. elle va enregistrer, à son insu, sa confession. Le docteur Turquin reconnaît qu'il a étranglé son fils avec une cravate, pendant son sommell, et qu'il a fait disparaître le corps près de Lucéram, une commune de l'arrière-pays niçois. Le 13 mai, le docteur Turquin est inculpé d'assassinat et écroué. Il restera neut mois en prison avent d'être remis en liberté sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

Selon ses explications, il se serait prété, avec son épouse, à una sorte de jeu de rôle. «Je lui ait cit ce qu'elle voulait entendre, soutient-il, dans l'espoir de la recon-quérir. » Jamais, par la suite, en

relations militaires interrompues sous

le régime du général Pinochet

(1973-1990). Le chef d'état-major des

armées, l'amiral Jacques Lanzade, et

le chef d'état-major de la marine,

l'amiral Alain Coatanea, se rendront

en 1993 au Chili et les deux pays

procéderont à des échanges d'élèves-

officiers. - (AFP.)

pouvoir de l'argent et la soumission dépit de quatre longues confronts ne changera de système de défense. Des recherches de grande envergure ont été effectuée la région de Lucéram. Elles sont restées infructueuses.

> Pour l'accusation, le docteur Turquin avait plusieurs mobiles. L'enfant était son principal atout pour reconstruire son foyer. Le divorce prononcé, il l'aurait perdu. D'où cette sorte d'ultimetum qu'il avait lancé à son épouse et qui expirait, précisément, le 20 mars à minuit. En outre, il ne pouvait admettre, lui, l'homme d'argent, que son héritage aille à Charles-Edouard, le «bâtard

L'avocat du docteur Turquin, Me Jacques Peyrat, de Nice, a cependant formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de renvoi de la cour d'appal d'Aix-en-Provence. I estime que son client a été «le vic time du jeu pervers de se femmes, qui l'aureit « fuit tomber dens un pièges. Les relations du couple, souligne-t-il, étant, selon les experts, «profondément viclées sur le plan sado-masochiste». Il rteste surtout la valour juridique de l'annagistrement sur cassette qui constitue l'unique preuve de la cu-pabilité présumée de Jean-Louis

GUY PORTE

ENVIRONNEMENT Avant le chargement de l'« Akatanki-Mara »

Les écologistes s'inquiètent de la résistance des conteneurs de phitonium à l'incendie

çais multiplie les déclarations cassurantes sur les conditions dans les-quelles le cargo japonais Akatsuki-Maru va rapatrier une tonne et demie de plutonium vers le Japon, les mouvements de défense de l'environnement manifestent sur les quais du port de Brest, où le navire fait relâche. Outre la quantité et la nature de la matière transportée, ce sont les lourds conteneurs dans lesquels le plutonium est embellé qui posent problème.

Les autorités de sûreté française ont engagé dès le début de l'été une contre-expertise sur les moyens de contre-experitse sur les moyens de prévention et d'intervention du bateau japonais contre un éventuel incendie. Le 19 octobre, une série de onze questions réclamant des explications complémentaires ont été envoyées par l'institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) aux Japonais. Cet institut a conclu, vendredi 30 octobre, date de l'arrivée de l'Akatsuki-Maru dans le port de Brest, qu'il n'y avait pes de problème pour ce transport.

Pourtant, bien des voix se font l'écho des difficultés que l'IPSN a rencontrées pour obtenir les informations nécessaires auprès des auto-rités japonaises. Les Japonais, rapporte la revue spécialisée américaine Nucleonics Week, out «résisté aux tentatives françaises d'inclure la phase transport maritime de l'opéra-tion, sous stricte responsabilité japo-naise, dans leur analyse globale de sûreté. De plus, les Français ne sont surene. De pius, les trançais ne sont pas certains que les Japonais ont pro-cédé aux analyses requises. Les docu-ments ont été fournis au compte-gouttes à l'IPSN écrits en japonais ou dans une langue qualifiée de mauvais anglais». Heureusement, sionte la reune antéajonte la revue américaine, e les Français connaissent beaucoup de réponses à leurs questions, car l'Akat-suki-Maru, ex-Pacific-Crane, n'est pas un inconnu pour eux».

Maigré cela, nombreux sont ceux toutefois qui doutent encore qu'un de ces conteneurs puisse longtemps résister au feu. Certes, disent-ils, des tests français ont montré qu'ils tenaient pendant une heure et demie à un feu de 1 000 degrés. Mais « audelà de cette durée, note l'IPSN, la température atteinte dépasserait les conditions permetiant de garantir la tenue des joints en viton». C'est la raison de l'inquiétude de certaines associations de défense, lesquelles, comme le Nuclear Control Institute, pronent la conduite d'essais, qui comme pour les tests d'immersion serzient menés jusqu'à ce que le conteneur làche. Ou au moins, ajou-tent-ils, pendant vings-trois heures à I 000 degrés, soit le température moyenne et la durée moyenne d'un incendie sur un navire.

POINT DE VUE

Pour la vérité

par Laurent Fabius

EVANT la tragédia du sang contaminé, je suis long-temps resté silencieux, ou

Par pudeur d'abord. Quelle parole peut valoir, quelle explica-tion peut être entendue, quand tant de familles souffrent, quand des vies sont brisées, quand tout raisonnement paraît froid ou même indécent?

Je me suis tu par stupeur ausai. J'ai été un des premiers responsables politiques français à me préoccuper personnellement des problèmes du sida. Lorsque j'ai eu à en connaître, à Metignon, j'ai agi pour lutter contre le mai aussi rapidement et fortement que je le pou-vais, quitte à choquer à l'époque. A cause de cela, la rumeur a même couru Paris que j'étais homosexuel i Et voilà que, quelques années après, certains m'ac-cusent - oui - d'avoir tué ou laissé tuer, on parle de Haute Cour, quand on n'est pas - dans quelques caricatures plus directes le souhait de m'expédier «haut et courts.

J'al témoigné devant le tribunal correctionnel de Paris. J'ai répondu sous serment aux questions qui m'étaient posées. Mais cala n'a pas suffi. J'ai donc décidé de m'exprimer à nouveau, ici, pour dire, même si c'est brièvement, les choses et les faits tels que je les ai vécus. Pour essayer de rendre plus menifeste la vérité. Pour permettre à tous objectivement de juger. Et à chacun, s'il le doit, d'être jugé.

L'essentiel des débats qui ont eu lieu jusqu'ici a porté sur le chauffage des lots de sang destinés aux hémophiles. Dans quelles conditions les lots contaminés ontils été écoulés? A qualle date ontile été stoppés et pourquoi si tardivement? Le tribunal de Paris vient de luger, et il a condemné. J'al précisé sous serment que le n'avais jamais, je dis bien jamais, été informé à l'époque de cette question. Personne d'ailleurs à l'audience ne l'a contesté. Je le confirme de toute ma force. On dira, je me suis dit moi-même cent fois depuis : comment, pourquoi, n'ai-je pas été informé? C'est que ce type de décision ne remonte pes auprès du premier ministre.

La question controversée des tests obligatoires

C'est en réalité tout le système d'expertise, tout le système francais de transfusion, tout le système des relations entre médecine, administration at politique, qui est en cause, à quoi s'ajoutent des responsabilités individuelles précises telles que les a établies le tribunal de Paris. En tout cas, et je le répète pour être parfaitement clair, je n'ai jamais eu à connaître du problème des hémophiles et du chauffage des lots contaminés, qui est le centre du drame. Qui croit le contraire se trompe. Qui prétend le contraire ment.

En revenche, j'ai été saisi de la question des tests de dépistage du side. Fallait-II ou non rendre obligatoires ces tests ? On a peine à le croire aujourd'hui, mais la question à l'époque était controversée. N'allait-on pas montrer du doigt des groupes à risque ? Quels tests fallait-il retenir ? Pouveit-on financièrement prendre cette décision ? Devait-on la prendre alors que d'autres fléaux étaient jugés infiniment plus graves (cancer, maladies cardiaques, accidents de la route), qui ne bénéficialent pas d'efforts budgétaires compara-bles ? Les médies s'étaient saisis ausai de ce problème, J'ai écané toutes cas objections, toutes, et j'ai pris la décision qu'il fallait - je la revendique - dans des délais qui ont placé la France parmi les pre-

miers pays à l'avoir fait. Catta décision, annoncée à l'Assemblée nationale le 19 juin 1985, appliquée dans tous les centres de transfusion entre quinze jours et un mais et demi plus tard, suscita des réactions. Les uns approuvèrent. Les autres s'étonnèrent de la rapidité et la contestèrent. Un des plus éminents chercheurs sur le sida prit la plume pour me reprocher véhémentement d'avoir décidé que toute personne soumise au dépistage et qui se révéle-rait séropositive serait informée de son état. Une traduction significative de ces réactions fut donnée

par le journaliste François-Henri de Videu m'interrogeant le 4 septem bra 1985 à «L'heure de Vérité», soit quelques semeines plus tard et précisant : «La question que les Français se posent : est-ce que c'est un travail de premier ministre et d'un ministre de le senté dans ca pays de finalement prandre la tête de la bataille contra la sida, qui fait cent quatre-vingts morts en France, alors que l'Infarctus fait cinquante mille morts ?»

PER STATE SELLS

Market St. Co.

pris - term state of the state

C THE STREET

au ...

SECTION AND DESCRIPTION OF THE PERSON OF THE

mart ... V

hand district the fi

g 1:55

\$ 10 To 12

b 220

15 20

(c) (+ ·

1

Part of 1-

The same of the

7.2

On:

Character and the

the farmer are

MARKET TO AN ART.

philips if you to the tree to the

Tenence Street

marks made to the second

And of the barriers of the con-

THE STREET !

t inter:

Sing 1

fatorics.

Mais aujourd'hui, les connaissances ayant évolué, la séropositivité étant reconnue par tous comme annoncant le sida. l'affaire des produits contaminés ayant jeté le doute sur l'ensemble de la lutte contre le side, l'indemnisation n'ayant été décidée que très tantivement, le douleur et la passion se melant, celui qu'on accusait d'avoir agi trop vite est accusé d'avoir agi trop lentement.

La responsabilité sur le plan moral

me concerne. Ils expliquent que je sols en paix avec me conscience d'homme, mals lis ne me font pas sentir avec moins de douleur le calvaire des victimes et la peine déchirante des familles, devant lesquelles à nouveau je m'incline. Combien de fois, nuit et jour, je vois et revols les visages des adultes et des enfants, ces visages creusés, obsédents, et qui devraient aussi bouleverser tous les médecins, tous les scientifiques, tous les journalistes et les administrateurs, tous les responsables publics qui auraient pu dire non, qui suraient dû, s'ils avaient au. S'ils avaient su.

C'est la question de la respon bilité qui est posée. Sur le plan moral, j'el dit ce que j'en pensals. Sur le plan juridique, je veux aussi Cour, réclamée le plus souvent pour des raisons de basse politique, n'est évidemment pas la procédure qu'il faut. D'abord, parce que la Haute Cour ne peut juger les ministres ou anciens ministres que si leur responsabilité pénale, personnelle et directe est établie. Dans le ces présent, faudrait-il considérer que les ministres savalent qu'il s'agissait de lots contaminés, savaient ou'ils donneraient la mort et auraient décidé de donner? C'est monstrueux I Ensuite, perce que la Haute Cour est un tribunel politique, composé le plus souvent à la proportionnelle des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat, et qu'il est impossible de faire dépen-dre la culpabilité ou l'innocence des opinions politiques et de la majorité du moment.

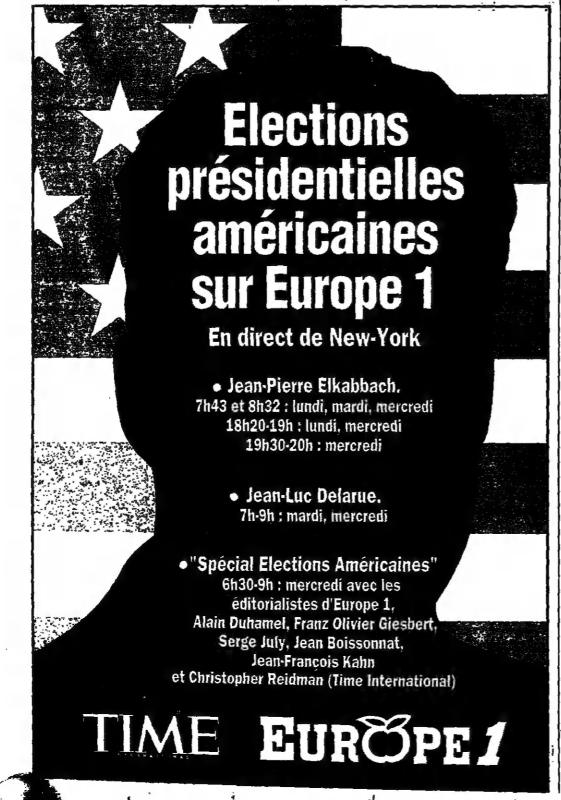
C'est pourquoi je souhaite, pour que chacun reçoive justice et que na sa développe pas le sentiment destructeur que les politiques sont à l'abri des lois, c'est pourquoi je souhaite que, sous réserve des cas de haute trahison, les ministres puissent être poursuivis et, le cas échéant, jugés dans des conditions ordinalres. Comme les autres citoyens. Je ne demande aucum privilège de juridiction. Je le

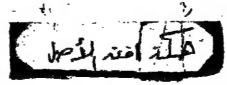
Je n'ignore pas que cala exige una réforme partielle de notre pas comme une échappatoire. Mais au contraire pour que la vérité de chacun apparaisse. Et que cela devienne désormais la règle.

Enfin, sechant les délais que cela impose, je souhaite que, sans attendre, il puisse être statué objectivement sur notre action, aux anciens ministres et à moimême. C'est pourquoi je suis prêt - ce qui n'exclut en rien d'autres procédures - à répondre très rapidement de mon action devant un jury d'honneur, composé de personnalités indépendantes que pourraient désigner, s'is-l'accep-tent, le président du Sénat et le président de l'Assemblée natio-

Je suis entré ai politique pour servir mon pays. Un drame temble survint alors que j'étais premier ministre. Il est normal que chacun rende des comptes. Je ne conçois pas de politique sans honneur.

➤ Premier ministre de 1984 à 1986, Laurent Fablus est pre-mier secrétaire du PS.





Tr .estousapile

an, a biss was

erica

american market and the second

MARKET AND LONG TO

engina a general

L'Institut Mérieux a exporté des produits anti-hémophiliques non chauffés jusqu'en novembre 1985

Au cours des années 80, l'Insti-tut Mérieux a exporté dans plu-sieurs pays européens (Allemagne de l'Ouest, Italie, Portugal et Grèce), dans des pays du Maghreb et du Proche-Orient ainsi qu'en Argentine environ 55 millions d'unités de facteur VIII anti-hémo-philique. Ces exportations étaient d'unités de tacteur VIII anti-hémo-philique. Ces exportations étaient légales, le facteur VIII préparé par la firme française (1) ayant été autorisé à l'exportation dès le 6 février 1978 par le ministère de la santé au titre de l'article L. 603 du code de le senté multipur d'un du code de la santé publique (2). Les flacons de facteur VIII étaient Les tracons de facteur VIII éparent préparés essentiellement à partir de lots de plasma collectés aux Etats-Unis par la firme Plasma Alliance, agréée par la FDA (Food and Drug Administration). Initialement, ces volumes de plasma n'étaient destinés qu'à la fabrication du vaccin antirabique. Mais afin de tires

Jusqu'en novembre 1985, avec l'accord tacite du ministère de la santé, l'Institut Mérieux a commercialisé dans plusieurs pays – parmi lesqueis l'Italie et la Grèce – du facteur VIII non chauffé préparé à partir de lots de plasma collectés notamment aux Etats-Unis. Ce nouveau rebondissement dans l'affaire du sang contaminé démontre une nouvelle fois à quel point les structures sanitaires trançaises furent défectueuses entre 1983 et 1986.

Au cours des années 80, l'Institut Mérieux de chauffage permettaient « probablement » de prévenir toute transmission de virus, l'Institut Mérieux décida de lancer an programme décide de lancer an programme decide de lancer apoint, le plus vite possible, sa propre technique de chauffage.

Une fois cette technique acquise,

Une fois cette technique acquise, le facteur VIII chanfié de Mérieux fit l'objet d'une expertise clinique menée par les professeurs Marie-Josée Larrieu (par ailleurs membre du Comité national de l'hémophilie) et Bernard Labrune (hôpital de Bicètre), dont les conclusions furent rendues le 4 novembre 1985. Cette étude, qui avait porté sur neuf malades hémophiles, conclusit qu'il était possible d'utiliser in vivo ce facteur VIII chanfié.

Newf mille flacous -

Unis par la firme Plasma Alliance, agréée par la FDA (Food and Drug Administration). Initialement, ces volumes de plasma n'étaient destinés qu'à la fabrication du vaccin antirabique. Mais afin de tirer parti au maximum d'une matière première aussi riche en composés essentiels il fut très vite décidé d'en extraire également de l'albumine et du facteur VIII.

Fin 1984, comme tous les autres fabricants de produits dérivés du sang, les dirigeants de l'Institut d'en extraire de plasmaphérèse agréés par les autorités compétentes du pays concerné (FDA par exemple pour

les Etats-Unis) et qui appliquent la législation en vigueur. Actuellement, les œutorités recommandent de plus que chaque unité de plasma soit reconnue négative en anticorps anti-LAV avant utilisation.»

LAV avant unisation. »

Le 7 janvier 1986, M. Alain Mérieux adressa an ministère de la santé une demande d'autorisation à l'exportation pour le facteur VIII chauffé. Elle lui fut accordée le 6 février 1986 par la direction de la pharmacie et du médicament, dirigée par le professeur Jacques Dansouman.

Au total, en 1985, l'Institut Mérieux a exporté 4,6 millions d'unités de facteur VIII, dont 3,2 millions d'unités (corvespondant à ueuf mille flacons) de facteur VIII non chauffé et non testé pour le virus du sida. Cette activité a représenté, en 1985, 0,8 % du chiffre d'affaires de l'Institut Mérieux.

A aucun moment, disent les diri-geants de l'Institut Mérieux, ils geants de l'Institut Mérieux, ils n'ont été avertis par les autorités ministérielles du risque de conta-mination. De leur côté, ils n'ont pes tenu compte de l'arrêté minis-tériel du 23 juillet 1985 (qui préci-sait, non pas que les produits non chauffés étaient interdits, mais, chauffés étaient interdits, mais, simplement, qu'ils ne scraient plus remboursés à compter du le octobre 1985). Surtout, ils n'ont pas procédé à un dépistage systématique du virus du sida dans les lots de plasma qu'ils importaient des Etais-Unis, alors que le gouvernement français avait, dès le 1= août 1985, décidé d'imposer ce dépistage systématique dans les dons de sang.

Ces faits mettent à nouveau en hunière de très graves dysfonction-nements à différents niveaux industriels et médicaux, adminis-tratifs et politiques. Ils témoignent aussi indirectement de la position

toute particulière de l'Institut Mérieux dans le système transfu-sionnel français. Autorisé à produire et à exporter, mais interdit de collecte sur le territoire natio-nal, l'Institut Mérieux a été en quelque sorte « oublié » par les pouvoirs publics.

Sans minimiser la responsabilité de l'institut dans cette affaire, ces faits conduisent à s'interroger une nouvelle fois sur le rôle joué, en 1985, par le Laboratoire national de la santé, la direction de la phar-macie et du médicament, la direc-tion de la santé et le tion générale de la santé et le ministère de la santé. Comment comprendre qu'à aucun moment, comprendre qu'a aucun moment, alors que des mesures préventives étaient prises pour les némophiles français, nul responsable administratif ou médical ne se soit inquiêté de l'origine, de l'existence et du devenir des facteurs VIII non chauffés de l'Incient Mésieur? chauffés de l'Institut Mérieux?

Il est extrêmement difficile aujourd'hui de mesurer les consé-quences sanitaires de cette affaire. M. Alain Mérieux nous a assuré qu'à ce jour aucune notification de contamination d'un hémophile par l'intermédiaire du facteur VIII non chauffé Mérieux ne lui avait été faite. On peut cependant s'interro-ger sur la fiabilité de ces informa-tions, étant donné le faible niveau du système de pharmaco-vigilance de plusieurs des pays dans lesquels le facteur VIII Mérieux était

J.-Y. N. et F. N.

(1) Anjourd'hui passée sous le contrôle de Rhône-Poulenc.

(2) Cet article précise que « tout médi-cament préparé à l'awarce en vue de l'ex-portation et présenté sous une forme utili-gable en transformation, notamment sous forme de spécialité pharmaceutique, doit être autorisé au préalable par le ministre de la santé».

Humeurs de fumeurs

Suite de la première page Pourtant, M. Arsène n'en démord pas : « Lundi, il y aura les verts, il y aura les blezs, mais sans moi!» Farouche opposant à la législation antitabac, il n'apposera a aucune afficheue » sur les murs de son commerce. « Nous sommes des exploitants privés, nous ne sommes pas gérès par l'État, ajoute-t-il très remonté. Et puis on n'est pas là pour parquer les gens. »

Même son de cloche sur le Vieux-Port de la cité phocéenne, où un jeune restaurateur lance, péremptoire : « Y'a plus de loi à Marseille. » Et sa compagne de renchérir: a On ne peut plus faire l'amour à cause du sida, on ne peut plus boire d'alcool à cause de la cirrhose, et maintenant on ne peut plus fumer!» Ils laisseront quand même « la petite salle du haut », qu'ils n'utilisent pas faute de per-soanel, aux non-fumeurs éventuels. A deux pas de là, le directeu d'une agence immobilière prédit que « la fumée va devenir un cata-lyseur de l'agressivité, un exutoire », et il se moque des contrôles à venis: « Ce sera comme le déni d'adultère, le policier lèvera le nez et fera : « Hum, ça sent la cigarette ici», vous imaginez le tableau!»

> Annaler le décret

Pendant que les uns maugréent, d'autres militent. Lancé par un groupe d'étudiants en droit de Montpellier, un clan des détracteurs s'est organisé. Les jeunes juristes, épaulés par la confédéra-tion syndicale sus-citée et un avo-cat patenté, ont formulé, deux mois après sa paration an Journal officiel, une requête en annulation du décret auprès du Conseil d'Etat. M. Jean-Luc Bourdiec, vingt-deux ans, membre actif du Collectif pour la défense du droit et des libertés, est «irrité par le côté tatil-ton des réglementations». « On a vraiment l'impression que l'Etat joue à la dinette, poursuit-il, qu'il s'adresse à des mineurs » L'argumentaire juridique, à l'étude à la section du contentieux, est d'une subtilité confondante. Il épingle notamment l'éventualité d'un vice d'incompétence, défend le carac-tère privatif des lieux de travail, qui ne seraient donc pas visés par le décret, dénonce une atteinte au principe d'égalité concernant les

Moins calée mais tout aussi sceptique, la patronne du bar-tabac le Balto, un troquet à terrasse planté sur un flanc de la gare Saint-Charles, raconte avec son accent chantant que, ces derniers temps, « les installateurs d'extracteurs sont tous arrivés en courant». Même si elle ne se voit pas « demander au client aui vient d'acheter un paquet de cigarettes d'aller fumer dehors », elle va sui-vre à la lettre les consignes de l'Union des cafés, hôtels et restaurants des Bouches-du-Rhône: « Les panneaux, c'est obligatoire, pour la reste, on attend. » Non-fumeuse élevée dans une famille de gros fumeurs, elle regrette que « les gens ne sachent pas se gouverner tout seuls» et soupconne même en riant le gouvernement d'avoir promulgué la loi « pour que les gens fument plus, parce que c'est interdit ». « C'est renversant à la base », cosomente un vieux philosophe accoudé au comptoir.

> « Un antre mur de Berlin»

Chez les cafetiers, sur toutes les lèvres, un maître mot : la « convi-vialité ». La profession redoute plus que tout les conflits au sein de la clientèle. « L'administration centrale nous a fait des tas de déclarations rassurantes », confie M= Martine Croharé, responsable juridique de la Confédération syndicale. Cela n'empêche pas la psychose de gagner du terrain. Vendredi 16 octobre, sun vrai cafetier, en pricot de corps », est monté au cabi-net du ministre de la santé pour se renseigner. On l'a gentiment ren-voyé sur l'ingénieur sanitaire de la direction départementale des

Dans un petit salon de coiffure jaune et blanc du quartier Montparnasse, à Paris, un commerçant

affaires sanitaires et sociales.

non-fumeurs sont déjà passés à l'attaque. A la Défense, dans une multinationale perchée aux 19- et 20º étages de la tour « Aurore ». après quarante ans de maison, une employée à dix-huit mois de la retraite déclare la guerre à son voisin fumeur. « Une personne sur cent qui pose problème, ca reste raison-nable », dit une salariée non fumeuse. « Moi je suis prête à ralentir ma consommation . lance une autre. « On est d'abord prêt à diminuer pour ses poumons, après pour son porte-monnaie, et ensuite pour les collègues », rigole à nou-veau la première.

Au 18º palier, la standardiste d'une entreprise de transports déclare sèchement : « On n'a rien prevu. On fait ce qu'on veut dans notre société.» Au 17, en revanche, «on va changer la dispo-sition des bureaux et installer une pièce pour les fumeurs ». Au-dessous, sur les quatre étages occupés par une grande société, « ce n'est pas un problème. D'autant que le ministre du travail revient sur sa position ». Première nouvelle. «Si, si, on vient de recevoir une circulaire qui dit que l'aménagement d'espaces fumeurs est une simple possibilité. » Un conseiller technique que « la séparation physique des locaux n'est en aucun cas obligatoire ». C'est, semble-t-il, plus l'esprit que la loi qu'il s'agit d'appliquer : assurer la protection des non-fumeurs, et aménager, « sauj impossibilité », des tabagies.

De l'autre côté du quartier d'affaires, chez Saint-Gobain, dans un grand hall d'accueil tout de marbre et de lumière feutrée, un petit barbu et un grand blond marchent d'un pas pressé. Le premier, ciga-rette à la main, se prend à tousser. «Lundi, faut arrêter tout ça», sermonne le second. La direction a hien fait les choses. Les quelque I 200 salariés ont été sondés, et deux notes internes leur ont été envoyées, qui détaillent tous les lieux interdits et stipulent que « le médecin du travail se tient à [leur] disposition » pour de plus amples informations.

> « Formation oxygène »

Prévoyants, inquiets, ou curieux, quelque soixante chefs d'établisse ment scolaire de l'académie des vés, jeudi 22 octobre, dans le «bâtiment scientifique» flambant neuf du vienz lycée Thiers, pour suivre une journée d'information la «Formation oxygène» soutenue par le Comité national de lutte contre le tabagisme (CNCT) émane de la mission académique de formation des personnels enseignants (MAFPEN), «C'est déjà dur de les empêcher de sumer dans les couloirs, je me demande comment on va faire pour leur interdire la cigarette dans la cour », se demande une femme proviseur. « El moi j'ai un parc de 7 hectares, comment je fais?», questionne une autre. « Un jour c'est le sida, le lendemain la Somalie, et maintenant le tabac!», ajoute un chef d'établissement. Tous appliqueront la loi, avec les moyens du bord.

Officiellement chargés de verbaliser les contrevenants, les policiers aussi s'interrogent. Dans un commissariat du premier arrondissement de Marseille, l'agent de permanence a'est pas au courant. Un sympathique gaillard en civil vient à sa rescousse. « Dans mon bureau, je ne fumerai plus, c'est tout. C'est la loi », concède-t-il avec un geste d'imprissance et un geste d'imprissance et un geste du se d'impuissance et un regard qui se voudrait sincère. Mais, «à moins de rentrer dans les bars et de constater l'infraction », il ne voit pas très bien comment il pourra la faire respecter, cette loi.

Des zincs de Marseille aux tours de la Défense, le texte flotte, partition changeante selon les interprètes. Les uns s'alarment et voient déjà des brigades d'uniformes enfoncer les portes des bistrots, des collègues venimeux porter plainte, des patrons licencier du personnel, des prisonniers s'entretuer. Les autres respirent et rêvent d'un monde meilleur, la fumée hors la loi leur donne enfin des droits. Or d'ici deux mois, quand les conver-sations sur le tabac seront taries, groenon ose la comparaison : «On sations sur le tabac seront taries, a fait tomber le mur de Berlin, c'est c'est du deuxième volet de la loi

> LAURENCE FOLLÉA Lire également en page 10

Un entretien avec M. Alain Mérieux

«Si rien ne change, les risques de notre métier ne seront plus supportables»

a Pourquoi votre société s'est-elle lancée dans la fabrication industriale du facteur anti-hémophilique VIII alors qu'elle est, pour l'essentiel, connue à l'échelon montial pour le production d'alou-

- Au début des années 80, nous avons developpe et commercialisé une gammaglobuline hyperimmune contre la rage. Ce produit, complémentaire de notre vaccin rage, était, et demeure, l'une des substances phares, à l'écheion mondial, de notre institut. Il était pour nous impensable de jeter, après production de ces sammablobulines, la matière pre-mière noble qui les accompagne. Nous avons des lors demandé aux autorités smitaires françaises de pou-voir extraire, à partir des plasmas utilisés, les autres produits issus du fractionnement sanguin, au premier rang desquels le facteur anti-hemo-philique VIII. C'est ainsi que nous avons été amenés à développer en petite quantité et à commercialiser ce l'ajoute que ce médicament ne cor-

Chronologie

L'hypothèse d'un risque avéré de contamination par le virus du sida à partir de l'usage des produits antihémophiques a commencé à être formulée au cours de l'année 1984. En février 1985, une équipe internationale public dans l'hebdomadaire médical The Lancet une étude démontrant que la technique de chauffage est de nature à inactiver le virus du sida dans les produits. Le 23 juillet, un arrêté ministériel annonce qu'à compter du 1= octobre 1985 les produits non chauffés ne seront plus remboursés. Et, parallèlement, un autre arrêté institue le dépistage obligatoire de l'infection per le virus du sida dans les dons de sang à compter du 1° août 1985. Durant toute cette période, le ministère de la santé ne retirere pas le visa accordé à l'Institut Mérieux qui autorisalt l'exportation de produits non chauffés. Cette exportation ne cessera qu'à la fin du mois de novembre de la même



n environnement français, répondant à des visas pharmaceutiques des lines. Ce facteur VIII a toujours été exporté puisque, depuis 1976, issus de matières premières importes; produits qui devarent qui doinent le la conséquence de l'action visant à nous exclure, dans ce domaine, du paysage tou n'est pas durable.

- Que s'est-il passé en 1985? - Nous nous sommes intéressés, sans que personne ne nous y incite ou ne nous y contraigne, aux procédés d'inactivation virale par chanfinge des produits antihémophiliques des l'hiver 1984. Notre souci visait alors avant tout l'inactivation virale dans son ensemble. Tout a brutalement évolué après l'article de The Lancet, en février 1985, qui donnait les bases techniques du chauffage de ces produits. Nous avons inmédiatement développé la technique de chauffage, sans avoir recours à une quelconque aide extérieure. Je précise qu'il n'y avast pas, à cette époque, de véritable échange sur les technologies de chauffage, pas plus en France qu'au plan international. Durant toute cette période, d'un point de vue officiel, nous n'avons eu ancum contact, aucume demande d'aucun alors avant tout l'inactivation virale contact, ancune demande d'aucun ordre des autorités sanitaires, fran-

caises ou étrangères. » Dès que pous avons su, expérimentation clinique à l'appui, que l'on pouvait substituer aux produits rimentation clinique à l'appui, que l'on pouvait substituer aux produits non chanflés (qui offizient alors une satisfaction thérapeutique) des produits chauffés qui fournissaient un agnus», la décision a été poise de développer ces produits. Dès la fin du mois de novembre 1985, nous suits de novembre 1985, nous de l'en deux mois, quand les conversation et Montpellier, parmasse, a l'aris, un commerçant sations sur le tabac seront taries, calmét (a fait tomber le mur de Berlin, c'est du deuxième volet de la loi pas pour en reconstruire un autre. » Sochaux, 12; 13. Le Havre, Lyon, Nimes et Lille, 11; 17. Valenciennes développer ces produits. Dès la fin du mois de novembre 1985, nous du mois de novembre 1985, nous l'époque nous n'avons et l'in-lelligence des funeurs. Certaines clientes autont la loi avec elles, et qu'à l'époque nous n'avons et l'in-lelligence des funeurs. Certaines clientes autont la loi avec elles, et elles ne se géneront plus...» Des

 En France, le dépistage sys-imatique du virus du sida chez tématique du virus du sida chez les donneurs de sang a été mis en place dès le 1" août 1985. Une talle décision a-t-elle, de près ou de loin, concerné les matières premières que vous importiez? Les pouvoirs publics, à l'origine de la mise en place du dépistage, s'étalent-ils intéressés à cette question?

- Nullement. Il faut dire que nous sommes, avec notre activité indus-trielle dans ce secteur, dans une situation qui n'est pas saine. Nous sommes une société française, dans un environnement français, répondes fins thérapentiques. Cette situa-tion n'est pas durable.

- Oue voulez-vous dire? - Nous faisons, dans le fractionnement comme dans les vaccins, un métier à hautes responsabilités et nous ne pouvons travailler que dans une atmosphère de transparence, dans une véritable clarié, avec notamment une concertation permanent avec nos autorités de tatelle, en particulier scientifiques. S'il y a un domaine où je réclame un Etat fort, c'est ici, au niveau de nos auto-

fort, c'est ici, au inveau de nos auto-rités de tintelle et tout particulière-ment au niveau du Laboratoire national de la santé. Depuis des années, j'ai remis sur ce point de très nombreux documents à de très nom-breux ministres de la santé. Sans suc-cès jusqu'à une date récente. Si rien ne change, les risques de notre métier ne seront plus supportables.

- Peut-on dire que vous ne vous êtes pas senti concerné par les décisions de dépistage systématique du virus du sida dans les produits sanguins utilisés à des fins thérapeutiques?

- Je reconnais qu'en 1985, sur les

avons arrêté la distribution des produits non chauffés et commercialisé non produits chauffés. Nous l'avons fait sans attendre la rectification de visa officiellement demandée en janvier et obtenue le 6 février 1986. Nous avons là pris le risque que tre part, de contacts directs avec les médecins prescripteurs de nos produits qui ont toujours été vendus sous notre nom. Mon espoir aujourd'hui est que nos matières premières n'étaient pas à l'époque contaminées par le virus du sida. Dois-je ajouter que je n'avais pas, à cette époque, la notion du véritable risque? En fait, je pense qu'à travers le monde, tous les professionnels du fractionnement sanguin out pris les mêmes décisions à quelques semaines près.

» Aujourd'hui, notre métier ne peut plus être exercé qu'en partena-riat total avec les autorités sanitaires nationales et internationales. Pour ce qui est du fractionnement et de la transfusion sanguine française, la scule solution est de créer une agence du sang et une industrie du fractionnement qui devront être très étroite-ment contrôlées par l'Etat.»

> Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

SPORTS FOOTBALL : le championnat de France de première division. - Le

Paris-SG a concédé sa première. défaite de la saison, contre Nîmes, au Parc des Princes, par 3 buts à 2, lors de la treizième journée du championnat de France, vendredi 30 octobre. Nantes, battu jeudi à Saint-Etienne, par 1 à 0, demeure toujours seul leader du classement. Les autres résultats : *Caen b.

Monaco, i-0; *Lille et Lyon, i-1; *Valenciennes et Auxerre, 3-3; *Toulouse b. Le Havre 1-0; *Metz et Toulon, 0-0; *Sochaux et Mar-seille, 2-2; *Strasbourg b. Lens. 4-1; *Montpellier b. Bordeaux, 2-0. Le classement : 1. Nantes,

20 pts; 2. Paris-SG, 19; 3. Auxente et Marseille, 17; 5. Monaco, 16; 6. Saint-Etienne et Montpellier,

Les non-fumeurs à l'abri

Le décret d'application de la loi Evin l'Espagne a proclamé dès 1988 « le droft du 10 janvier 1991 contre le tabagisme entre en vigueur dimanche 1= novembre. La loi française s'attaque ainsi à un nouveau problème de santé publique, le tabagisme passif, en cholsissant de s'aligner aur les législations plus répressives de ses voisins européens : la consommation de tabec figure depuis septembre au rang des causes officielles de décès » en Grande-Bretagne; les cafés et restaurants belges réservent depuis le 1" mai 1991 au moins un tiers de leur espace aux non-fumeurs; bre » sont diffusés depuis le 26 octobre

des non-fumeurs à être protégés ».

En France, au nom du droit des indiv dus à disposer d'eux-mêmes, la législation antitabec suscite de vivas critiques. Liberté individuelle contre mesure de prévention collective, la polémique en rappelle une autre, celle décienchée en jullet dernier par l'adoption du permis

sur les antennes nationales par le Comité national contre le tabagisme. La Fédération nationale de l'Industrie hôtelière vient de demander au gouvernement un délai de grace d'eau moins une année ou deux» pour la mise en œuvre du décret.

Maigré les pressions des industriels du secteur, la loi a été votée. L'offensive va se poursuivre : le prix du tabac augmentera de 15 % en avril prochain et de nouvelles limitations de la publicité des marques de cigarettes, qui vise avant tout les jeunes, seront tenties.

Les nouvelles règles, secteur par secteur

 Dans les bureaux et les entreprises

Dans les entreprises, les bureaux, les administrations, les ateliers, les ines, le décret ne s'applique que dans les endroits couverts et fermés.

Un document édité par le minis-tère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, éclaire les dispositions réglementaires. Dans les locaux «affectés à l'ensemble des salaries» tels que les halls d'accueil, les salles de réunion, salles de sport, les bibliothèques, les cafétérias, les cantines, les infirmeries et les couloirs, l'interdiction de fumer est la règle, sauf dans les espaces spécialement aménagés par l'employeur pour les fumeurs.

Ces «l'umoirs» répondent à des débit minimal de 7 litres par seconde et par occupant en cas de ventilation mécanique ou par conduit; 7 mètres cubes par occu-pant en cas de ventilation par des pant en cas de ventation par des ouvertures sur l'extérieur. Ils n'ont pas de caractère obligatoire, mais un employeur ne peut pas, pour autant, décider unilatéralement d'interdire la cigarette dans son entreprise sans avoir auparavant étudié le dossier, et de façon concertée.

Le décret indique que « l'em-ployeur établit, après consultation du médecin du travail, du comité d'hy-giène de sécurité et des conditions de travail, ou, à défaut, des délégués du personnel (...), un plan d'aménage-ment des emocres qui nement être le ment des espaces qui peuvent être, le cas échéant, spécialement réservés aux fumeurs». Ce plan doit être actualisé deux fois par an, en consultation avec les mêmes ins tances, et les zones fumeurs et non-fumeurs doivent être impérativement signalées « de façon appa-rente». Les aménagements, pris en application d'une loi de sante publique, n'ont pas à figurer au réglement

La mise à disposition d'empiacements firmeurs peut être écartée pour « impossibilité » d'ordre techni-que (isoler les fumeurs dans une eque (soler les infierts dans due salle de réunion par exemple), ou économique (une petite entreprise face à un investissement trop lourd). Dans les bureaux individuels, l'inter-diction de fumer ne s'applique pas. L'a usage collectif a commence, selon le Conseil d'Etat (avis du 29 octobre 1986), là où travaillent habituellement « deux ou plusieurs salariés. »
Ainsi, dans les espaces de travail
partagés, la règle est la protection
des non-fumeurs. Si la ventilation
n'y suffit pas, l'employeur est tenu de prévoir d'autres mesures « d'orga-nisation ou d'aménagement » approuvées par le personnel

· Dans les bars et les restaurants

Dans les débits de boissons, les nouvelles dispositions imposant la

l'habitude est parfois déjà prise. Un seul changement : les salles non-fu-meurs deviennent la règle, les salles fumeurs l'exception.

Dans tous les lieux publics, fermés et couverts, où l'on consomme den-rées alimentaires et boissons, monter des cloisons n'est en aucun cas obli-gatoire. La surface de répartition gatoire. La surface de répartition entre les zones fumeurs et non-fumeurs et non-fumeurs et non-fumeurs et laissée à la discrétion du patron et elle peut varier à son gré. En revanche, sous une forme ou une autre, la signalisation s'impose. Un éléphant bleu pour les non-fumeurs : la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers, discothèques (CFHRCD) a pris l'imitative d'éditer autocollants, affichettes, plaques, chevalets, pin's et «totems» pour ses adhérents. Dans les emplacements fumeurs -

qui risquent d'occuper la plus grande place dans les bars – les normes de ventilation doivent être conformes au décret. Ces normes sont les mêmes que celles imposées sur les lieux de travail et elles étaient déjà en vigueur dans la res-tauration collective et les restauranta. Certains professionnels dénon-cent cependant leur insuffisance et conseillent, pour sauver un véritable confort à la clientèle des non-fumeurs, d'en doubler le volume légal (14 litres par seconde et par occu-

 Dans les collèges, lycées et universités

Dans les établissements scolaires

et universitaires, l'application de la loi devrait poser quelques problèmes fort délicats. « Théoriquement, il est déjà interdit de fivner dans les éta-blissements scolaires, notamment dans les salles de cours, rappelle M. Jouannet, chargé des problèmes de santé scolaire au cabinet du ministre de l'éducation nationale et ministre de l'éducation nanonale et de la culture. Mais cette interdiction n'est pas appliquée. » Dans les écoles, les collèges et les lycées, à partir du l'« novembre, il est aussi interdit de fumer dans les espaces non couverts, les cours de récréation notamment. Paradoxalement, il faut aussi songer à mettre à disposition des fumeurs, enseignants et... élèves de plus de enseignants et... élèves de plus de seize ans, des salies spécialement aménagées. Le pourra-t-on dans des établissements qui, pour la plupart, souffrent d'un manque important de

Même écueil dans les universités où chaque établissement doit pren-dre les mesures qui lui paraissent le mieux adaptées à la protection des non-fumeurs. Comme dans les lycées, des salles qui ne sont pas utilisées pour l'enseignement, le tra-vail et les réunions, peuvent être mises à la disposition des usagers fumeurs.

En revanche, dans les universités, s'il apparaît relativement simple, d'appliquer la législation pour les personnels et les enseignants, il sera sans doute plus difficile d'édicter des règles précises pour les étudiants. Les amphithéâtres enfumés devraient bientôt faire partie du passé, mais il sera pour le moins

compliqué de proscrire toute ciga-rette à l'intérieur des locaux non destinés à l'enseignement dans l'en-ceinte des universités. Le ministère de l'éducation nationale et de la culture devrait publier prochaine-ment une circulaire d'application du décret. Adressée aux recteurs et aux chefs d'établissement, elle devrait chefs d'établissement, elle devrait mettre l'accent sur la prévention et

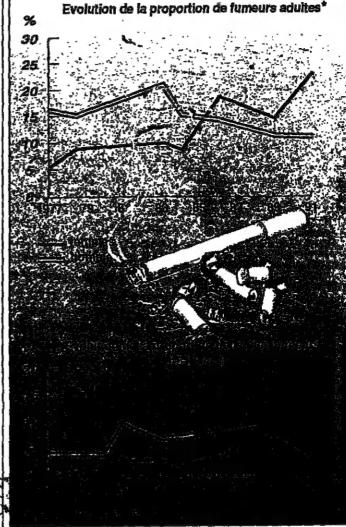
Dans les trains et les

La SNCF a devancé la légis La SNCF a devance in seguration antitabac. Depuis le 1º janvier 1991, l'interdiction de fumer est totale dans tous les trains de banlieus. Le 1º juillet 1992, de nouvelles mesures ont été prises : les bars des trains grandes lignes sont devenus non-fumeurs, dans les TGV, deux voitures aont réservées aux fuments - une en aont réservées aux fumeurs - une en première classe et me en seconde -, et dans les trains classiques de jour, 30 % des places assisce. Il est inter-dit de fumer dans les couloirs et sur les plates-formes qui séparent les wagons, à une exception près, dans les trains de nuit, où la fumée est autorisée sur une plate-forme par

Au 1° novembre, les hails des quelque 2 300 ganes de France n'accepteront plus les consommateurs de tabac, et aucan aménagement à leur intention n'est prévu. Des «bacs à sable» vont être installés en guise de cendriers devant les portes d'eutrées. On ne fumera plus non plus sur les quais, y compris dans le métro et le RER, sauf s'ils sont à découvert. Dans les halls des attoposités of est, égaletnent prié de laisser aon mégot à l'entrée. La société Aémoorte de à l'entrée. La société Aéroports de Paris va cependant installer des espaces fumeurs dans les sailes d'embarquement.

Air Inter, qui réservait déjà les deux tiers de ses sièges aux non-fu-meurs, a définitivement interdit la meurs, a définitivement interdit la cigarette sur ses vols le 1 mars 1990. Air France dispose dans ses appareits de zópes fumeurs et non-fumeurs qui sont modulées en fonction de la demande des passagers. Les moyen-courriers bénéficient depuis mars 1989 d'un régime particulier, avec un vol non-fumeur par jour sur Genève, Londres et Milan, et la compagnie étudie la possibilité d'instaurer, au 1 janvier 1993, des vols entièrement non-fumeurs pour tous les trajets «inférieurs, égaux, ou légèrement supérieurs à deux heures».

Le Canada, pays en pointe en la matière (l'usage du tabac doit être interdit sur tous ses vols internationaux le 1º juillet 1993), est à l'origine, avec l'Australie, d'une résolution de l'assemblée générale de l'Organisation de l'avvation civile internationale (OACI), adoptée jeudi 8 octobre à Montréal, qui vise à inciter les Etats membres de l'Organisation inciter les Etats membres de l'Orga-nisation des Nations unies à œuvrer pour l'interdiction de fumer sur tous les long-courriers à partir du 1º juil-let 1996.



La dangereuse fumée d'autrui

« A vingt-cinq ans, l'espérance de vie d'un très gros fumeur est dimi-nuée de huit ans par rapport à celle d'un fumeur», a déclaré M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, mardi 27 octobre, lors de la présentation du budget de son minis-tère à l'Assemblée nationale.

Le tabagisme provoque chaque année environ 450 000 décès prématurés dans les pays de la Communauté européenne, dont au moins 54 000 en France.

Les effets de la consommation de tabac sur l'organisme des fumeurs sont connus. La famée de cigarette contribue à l'installation de pathologies infecticuses (tuber-culose respiratoire). Elle est à l'origine directe ou indirecte de nombreuses lésions cancéreuses (poumon, trachée, bronches, cavité buccale, pharynx, esophage, pan-créas, larynx, col de l'utéras, ves-sie, rein), de maladies cardio-vasrires et de troubles respiratoires. Les fumeurs n'en sont pourtant pas les seules victimes. L'usage du tabac par la femme enceinte est hautement dangereux pour l'enfant qu'elle porte, la fumée d'autrui peut faire courir des risques à l'en-

En érigeant la protection des non-fumeurs au rang de principe législatif, la loi Evin et son décret d'application se fondent sur un nouveau problème de santé publique : le tabagisme passif. Après avoir suscité une vive polémique. les risques encourus par les non-fumeurs contraints d'inhaler les volutes du voisin font à prés l'objet d'un consensus quasi géné-ral chez les scientifiques.

Présenté le 11 avril 1989 lors d'un séminaire organisé à Venise, un document de synthèse de l'en-semble des recherches effectuées sur la question depuis les an-nées 80 conclusit à une augmentation de près de 40 % du risque de cancer du poumon chez les nonfumeurs exposés à la fumée par rapport aux non-fumeurs qui ne le

L'air respiré par le fumeur passif - adulte ou enfant, au travail ou en famille - est en effet chargé, d'une part, des substances exhalées par le fumeur actif, et, d'autre part de celles qui s'échappent « naturellement» par l'extremité des ciga-rettes (le cône de pyrolyse). Ces dernières sont de loin les plus nocives. Elles contiennent au moins six produits toxiques considérés comme cancérigènes pour l'espèce humaine.

Apparition de la cataracte

Dernière découverte en date : l'influence de la consommation de tabac sur l'apparition de la cataracte, et notamment la cataracte présénile (avant cinquante ans). Après le docteur François Deschâtres, ophtalmologiste à Limoges (1), une équipe de chercheurs américains vient d'affirmer, dans le Journal of American Asso-ciation (JAMA) du 30 septembre, qu'elle dispose des « preuves per-metiant de désigner le tabagisme comme facteur de risque de la cataracte(2) » et conclut ainsi : «Aujourd'hui, il est èvident que la liste des maux liés au tabac s'allonge, avec l'adjonction de la cataracte, première cause mondiale de cécité. » La notion de « santé publique», parfois diffuse dans l'opinion, prend ici tout son sens.

(1) Société d'ophtalmologie de Paris, 19 octobre 1990; revoe profes Coup d'eil, avril-mai 1991.

(2) Est-ce que la famée vois monte aux peux? Sheila West, Physician's Health Study, Dana Center for Preventive Ophthalmology, The Johns Hopkins Hospital, Baltimore, Md, in Journal of American Association (JAMA) du 30 septembre 1992 (édition franțaise).

Dossier réalisé par LAURENCE FOLLÉA

Qui va faire appliquer les sanctions?

Les sanctions pénales envisagées par le décret distinguent deux caté-gories de contrevenants. D'un côté, coux qui fument en dehors des espaces qui leur sont éventuelle-ment réservés ; de l'autre, les employeurs qui ne mettent pas leur entreprise en conformité. Pour les premiers, des amendes de troi-sième classe sont prévues, qui s'échelonnent entre 600 et 1 300 F. Les seconds sont passibles de contraventions de cinquième classe, qui varient entre 3 000 et

Le décret ne dit pas qui est chargé d'appliquer les sanctions.
Contrairement à ce qu'indiquait le
ministère du travail, la constatation des infractions n'incombe pas sculement aux « officiers de police judiciaire» - dont le grade minimum est inspecteur - mais aussi, et surtout, aux simples agents de police. Au ministère de l'intérieur, on confirme la compétence des policiers, « chargés de faire respec-ter la loi. » Aucune consigne parti-

au même titre que la police natio-nale. Dans les trains, la tâche revient aux contrôleurs. La viola-tion de l'interdiction de fumer, classée dans les «infractions de 135 F. Or à la SNCF comme à la

aéroports et tous les lieux publics visés par le décret, un non-fumeur importuné peut en principe s'adresser au commissariat le plus proche. Or, pour établir une contravention, l'agent doit obliga-toirement constater l'infraction.

comportement», est passible d'une amende qui varie de 200 F en cas de paiement immédiat à 320 F dans les quatre mois qui suivent, et au-delà, relàve du Trésor public. Dans le métro parisien, tous les agents de la RATP assermentés peuvent appliquer les sanctions. Les contraventions démarrent à RATP, on précise qu'avant de sor-tir son carnet à souches, l'agent demandera systématiquement au fumeur d'éteindre sa cigarette.

Dans les bars, les restaurants, les

protection des non-fumeurs sont culière n'a pour l'instant été don-sens doute plus difficiles à mettre en née. Dans les gares, la police des œuvre que dans les restaurants, où chemins de fer et ses agents asser-Avant son arrivée, le fumeur hors la loi aura eu tout le temps d'écra-

Etats-Unis : le calumet de la guerre

NEW-YORK

de notre correspondant

« J'étais tranquillement sur la quai du métro, en train de révasser, quand deux fiics me sont tombés dessus, me demandant mes papiers, d'où je venais, où j'allais, depuis combien de temps j'étais à New-York et si je savais lire et écrire. Abasourdi, je leur ai demandé s'ils recherchaient quelqu'un, je leur ai assuré que ja n'avais tué personne dans l'heure qui précédait. Pour toute réponse, ils ont désigné du doigt ma cigarette qui achevait de se consumer. Je fumais, par mégarde, dans une enceinte ouverte au public! En totale infraction avec la législation antitabac applicable à l'intérieur de la ville de New-York depuis avril 1988. Prix de mon ignorance : 50 dollars (300 F environ) et un sentiment de culpabilité qui, depuis deux mois que je suis dans cette ville, ne fait que s'aggraver.

Présumé coupable, ca jeune cadre new-vorkals a simplen tort de figurer dans le camp des

perdu la guarre que se livrent depuis des années aux Etats-Unis fumeurs et adversaires de la nicotine, ces demiers invoquant eux aussi, à juste titre, le respect de l'individu et le droit à la senté. Un argument qui se double d'incidences économiques : le Congrès américain évalue à 60 milliards de dollars le coût de l'usage immodéré du tabac dans l'économie

Chaque année, 400 000 Américains meurant prématurément de maladies liées au tabac, et un million d'entre eux décident de se passer de l'herbe de Nicot. Le nombre des fumeurs est tombé à moins de 25 % de la population alors qu'il etteignait 42 % en 1955. Pour l'heure, l'Etat fédéral a seulement prononcé une interdiction de fumer à bord des avions pour tout trajet inférieur à quetre neures at demie. Tous les autres domaines sont laissés à l'appréciation des Etats et des municipalités.

Dens la vie de tous les jours, le furneur new-yorkais, par example,

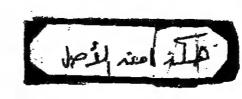
dre cigarette à l'intérieur des bâtiments appartenent à l'État. La seule solution consiste à aller fumer sur le trottoir, un remède vivement conseillé pour les clients des salles de spectacles. En dépit de la création possible de «fumoirs» à l'intérieur des entreprises employant plus de quinze personnes, la réglementation autorise tout employé à transformer du jour au lendemain son espace prosionnel en «zone non-fumeur».

Naturellement, fumer est strictement interdit dans les halls de gere et d'hôtel, les quais de train ou de métro, à l'intérieur des voitures dans les espaces qui ne sont pas réservés, dans les ascenseurs, les salles de classe et de conférences, les magasins, les locaux à usage médical, les sales d'attente et les toilettes publiques. Si les bars n'ont pas encore pratiqué l'apartheid, les restaurants de plus de cinquante couverts et les cafétérias doivent posséder une zone

Les plus farouches adversaires

sont naturellement les fabricants de cigarettes qui, tel M. Matthew Winokur, l'un des responsables de Philip Morris, s'inturge contre eles travers d'un pays où l'on empiète constamment sur la liberté individuelle en voulent légiférer le com-portement des individus ». Et de citer le cas de ces sociétés qui, préoccupées par le coût des assurances-santé consenties à leur parsonnel, vont jusqu'à traquer le fumeur à son domicile. Une ieune fermme de l'Etat d'Indiena a du poursuivre en justice la société Ford Meter Box Company, qui l'avait licanciée en 1989 après avoir constaté la présence de nicotine dans ses urines. Me Janica Bone a gagné son procès mais plus de 6 000 emreprises, essentiellement des PME, refusent d'embaucher des furneurs. Une discrimination que ces derniers percoivent comme le demier avatar de la tyrannie que leur impose

la règle mejoritaire. SERGE MARTI



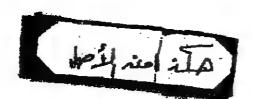
景景 100 %.45

2m 3.1

Sec. 1

21.5

M.



Le Monde

HEURES LOCALES

Anniversaire à Clermont-Ferrand

Il y a un an, le maire, M. Roger Quilliot, démissionnait. Aujourd'hui, la ville tente de se mobiliser sur le front de l'emploi, avec le soutien actif de l'Etat

CLERMONT-FERRAND

At Man State of Co. 4 :3512:20 E

42 8 310 FEB. 18 Aus is mix of pres

1 2 4 2 2 Stell Miles

Charles on the

17 April - - 12 April 18 April 18

euse fume

0.14 (1.1

1.00

400

 $(q_{j+1}^{(p_{j+1})},q_{j+1}^{(p_{j+1})},q_{j+1}^{(p_{j+1})})$

11 3 222

ITU

de notre envoyée spéciale

EPUIS le temps qu'il le fréquente, l'alture du maire de Clermont-Ferrand a fini par se confondre avec l'atmosphère de son hôtel de ville, sans lon, un brin austère, « l'ai délibérément dix-sept ans une flat 500, par sans doute, mais aussi par une sorte de refus et d'élégance que j'affiche avec ma casquette de manin-mineur», écrit, dans son dernier essai, M. Il Quilliot (1). Premier magistrat socialiste de la préfecture du Puy-de-Dôme depuis près de vingt ans, sénateur, ancien ministre du logement dans le gouvernement Mauroy, il se décrit comme un l'discret, économe, d'un optimisme prudent, prûnant un sens de l'Étet

primant un sans de l'Etet

Et, pourtant, c'est cet homme-là qui déciencha, en octobre 1991, ane véritable tempête en abandonnant son mandat municipal. Dans la presse, son geste ent un retentissement bien supétieur à ce qu'il en attendait, reconnaît-il. Le maire nourrit d'ailleurs peu de goût pour la communication. Alors ? a J'avais le sentiment de me trouver face à un mur, se souvient-il. Au cours de la dernière décennie, Michelin, Pentreprise la plus importante de la région, a supprimé onze mille emplois. Notre situation était comparable à celle qu'a connue la Lorraine; pourtant je n'obtenais aucune réponse de la part du gouvernement. à Aujourd'hui, M. Quilliot n'a toujours pas fini de s'emporter contre les énarques des administrations parisiennes, a plus soucieux de leur propre promotion que

Une cité moins noire que ses pierres

Interpellé de la sorte, celui-ci ne pouvait faire moins que de permetire à la préfecture du Puy-de-Dôme de bénéficier de la vague de « localisations en région », selon la nouvelle terminologie. Entre deux cent cinquante et trois cents salariés du Canfre d'études du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF) et de l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et forêts (ENGREF) devraient venir, en 1993, renforcer le pôle agroalimentaire de l'agglomération. En outre, l'extension de l'Institut national de la recherche agronomique avance rapidement, assurent les services de la préfecture, et devrait se traduire d'Ici quelques mois par soixante-dix emplois de plus que les six cents actuels.

S'il n'a pas suffi à compenser les restructu-rations de la « Manufacture», comme l'appel-lent toujours les Clermontois, le cri du cœur de leur maire a au moins été écouté. Après de leur maire à au moins de écoule. Apres avoir été reça par plusieurs ministres et par le président de la République en personne, M. Quilliot a répris sa démission somaines plus tard. C'était il y un an. Depuis, les indicateurs ne et toujours pas au beau fixe, et, pourtant, les acteurs du développement local ne semblent pas atteints

par la déprime.

Du préfet de région, M. Philippe Massoni, aux chefs d'entreprise de Réustir, un club qui rassemble quatre cents responsables économiques locaux, chacun entonne le même couplet. Située au pied du Puy-de-Dôme, toute proche du parc des volcans d'Auvergne et de ses lacs, la ville bénéficie d'une qualité de vie et d'un un la la lament exceptionnels. Elle cent suesi compter sur su population résulté. peut aussi compter sur sa population réputée laborieuse et sur une tradition industrielle forte : ce secteur fait encore travailler 27 % des actifs, une proportion supérieure à la moyenne nationale.

L'enseignement supérieur et la recherche y sont bien implantés avec universités, des écoles d'ingénieurs et commerce.



an croire ces milieux professionnels, il semble que Clermont-Ferrand, surnommée la ville noire I cause de ses édifices en pierre volcanique, ne le soit pas tant que cela. A leurs yeux, le norm d'éclat de M. Quilliot n'a pes représenté la meilleure offensive publici-taire du moment, c'est un suphémisme. « Les ont entrepris une culturelle. Il faut annualle et combattre mythe du passé béni», assure le préfet. Il est vani que l'agglomération ne connaît pas un taux de chômage plus important qu'ailleurs, mais elle le doit en bonne partie aux anciens salariés de Michelin, mis en préretraite par la arace de cinq plans sociaux successifs 1983. La catégorie des inactifs est, en effet, en pleine expansion. Les jeunes diplômés quittent eux | l'Anvergne, faute |

La cote d'aiarme n'a pas été atteinte l'automne dernier. Dès 1990 se mettait en place une mission développement industriel, à l'initiative de M. Michel Charasse (PS), alors ministre budget et conseiller général du Puy-de-Dôme. Chargée à la fois de promouvoir l'agglomération, voire le département - son action de prospection internationale est relayée par un cabinet privé - et d'aider les entreprises auvergnates à se renforcer, son rôle premier est forcément la création d'emplois, il tout prix. Composé d'une équipe de trois fonctionnaires dirigée par W André-Horel, a commando », comme l'appelle ce sous-préfet, constitue une structure originale an plan national.

Et à l'échelon local, car la mission Horel a

département, la région les quatre chambres commerce locales, mais au moins les mobiliser le mêmes objectifs. Un résultat non négligeab l'Auvergne, qui l'Illiphisteurs hommes forts, l'acont M. Valéry Ghand d'Estaing (UDF) le président la La méfiance traditionnelle le pays e, qu'évoque M. Quilliot, compte peut-être plus, ici, que les divergences politiques. Une donnée locale qui explique le partie le retard de l'alle comme l'intercommunalité le sein le l'agglomération. sein in l'agglomération ... il il il l'auto-route Clermont-Bordeaux.

Michelin a tourné la juice

Rappeler que l'histoire de la ville se confond depuis de l'aute du numéro un le l'avenir. S'impliquant d'un côté, dernier désengage de l'autre en vendant son parc de logements sociaux. Aucun étu local ne permet plus de parier sur le intentions de la multinationale. « En encouragement la reconversion de l'applemère. sur intentions. la multinationale, « En encourageant la reconversion de l'agglomèration, Michelin — bien qu'il a tourné page, estime M. Horel. Il n'est pas sur que les Clermontois aient — accompli — même démarche. » Pour preuve, le reproche fait à su mission. Celle-ci » — obtenu quelques résultats, mui elle n'a pas réussi k faire venir une entreprise — depois. Un mi michelin en somme.

résume-t-il aujourd'hui... Pourtant, le ville dispose d'une manceuvre, car malgré un endettement modéré, municipalité a opté pour l'un le manceuvre, car d'imposition les plus bas il grandes Will de France.

Il m plus que moins question de bâtir un d'expositions, un grand auditorium, une maison du théâtre. Des desseins ment suspendus à l'aboutissement mégociations sur la création d'une communauté de lesquels M. Quilliot s'étend pas. Pour comprendre cette réserve, peut-être faut-il se référer à livre, « Un appula maire me le lesquels de la livre, « Un le maire maire me le lesquels de la livre de la lesquels de la lesquel simple maire me peut avenue avenue projets d'urbanisme sans déclencher la spéculation (...), y affirmo t-il. Le « parler vrai » est moitre dans de la configure dans le configure de la configure utopique dans in vie publique une dans les relations prirées. » C'est pontant l'impres-sion inverse qu'il a mand de donner l'an der-

MARTINE VALO

au moins permis, si ce n'est de faire travailler (1) Le 1 mer la balançoire. I ensemble la le fond, septembre 1992, 234 pages, 110 F.

L'Ile-de-France et les autres

METTRE un terme à l'op-position stérile serl'Ile-de-France et in runn de l'Hexagone, ce revient réquièrement dans les prohommes politiques. Manage rame décisration principe d'effets. It is le mespouvoirs publics - plus ferme, les memdu Groupe d'études m pour l'Europe In a d'Ile-de-France. u groupe, composé 🌬 d'entreprise, d'élus, M représentants de Marie II de responsa-Maria d'enseignerecherche, wu un depuis La à l'initiative de Edith Cresson, ministre 300 Million péennes, pour préparer le grand marché européen,

Un an après son tion, ce GEM vient de formuler cinquante-daux propositions concrètes pour and mar l'accuell aim unueprises at des cadres étrangers, pour renforcer 🖦 tines it pour anice un handicaps 📥 🖷 région capitim afin se M dieser tours aux régions M Londres, Francfort ou même Berlin, mac lesquelles en compétition. M. Carrieri Sautter, préfet de la région d'Ile-de-France, a qualifié ces propositions de e provocations stimulantes qui pourraient in reprises ie prochein prochein

Le GEM Ile-de-France prémile dans ce rapport d'étape un certain nombre d'informations qui un vont régional et la DATAR. Ainsi rappelé a «l'Ilede-France n'a pas - croissance anormale, mais autres régions françaises ». Il souligne un « la province ... pas l'ile-de-France, mais que de 🖿 population, apporte près de 41 % au budget de l'Etat et im reçoit moins de

Autre idée (en pièces par ce rapport : il auffiralt 🏬 brider le développement de l'lle-de-France pour que l'économie des mire régions se développe. En fait, l'évolution du marché des bureaux et de l'emploi on, il a m entre le développement de et m région, et du pavs, Les du rapport an concluent ou'll faut aujourd'hui admettre que # !'lle-de-France ».

Cimetières en jachère

La Ville de Paris souhaite éviter que le Père-Lachaise, l'un des endroits les plus fréquentés de la capitale, ne se transforme en ume friche funéraire

ÉLOTSE et Abelard, les aments médiévanx qui reposent au Pere-Lachaise, m retourneront-ils dans le petit temple gothique qui leur sert m tombe? Depuis quelques jours, sur les chemins pavés et montueux de la vénérable nécropole, cahote le dernier : des vénicules électriques. Minicars Peugeot dix places, minibus « parisiens » engins | quatre places, type parcours de golf, transportent les vieilles personnes qui n'ont plus assez de jambes pour aller fleurir de chrysenthèmes leurs chers disparus. Rema d'une livrée immaculée, non polluants, silencieux, ces véhicules mus par des batteries consti-

Passé le jour des morts, certains engins resteront I demeure, au tières dont les plus vastes se trou-

moins pour une année-test. S'ils n'annoncent pas ils témoignent tout même qu'une légère mi innova-trice souffie sur les cimetières de la capitale. Il était temps.

Assurer une dernière demeure aux Parisiens n'est pas une mince affaire. Le service qui s'en charge a les dimensions d'une entreprise de bonne taille. Il faut and pour entretenir les quelque 100 L. Concessions du muni-cipal. Le préfet Haussmann, toujours mégalomane, aurait voulu jadis les réunir sur un seul site, campagnard mais grandiose, relié au centre per une ligne ferroviaire

La réalité est plus modeste et tuent une bonne surprise pour les beaucoup plus compliquée. Les visiteurs de la Toussaint. nées une vingtaine dime-

vent en bantieue. Le plus moderne eux har de 1929, mais plupart archicenteasires. Certes, a place ne asset pas sur ces 420 hectares réservés à l'ultime repos, mais la lourde machine du service des cimetières a beaucoup et parfois mal vieilli. Son rattachement à la chrecton des parts di jar-dins hui a valu d'être réveillé par la Jacqueline Nebout (UDF-Rad.), adjointe de Jacques

State La nécropole qui pose le plus de problèmes est l'illustrissime Père-Lachaise qui accuse ses 188 ans de bons et loyaux services. S'il fut son temps, avec ses 5 000 arbres, le premier cimetière paysager de France, il glisse aujourd'hui vers le musée de plein im

Un musée fort puisqu'il reçoit, estime-t-on, entre un et deux millions de visiteurs par an. Parmi

ceux-ci quelques noctambules indésirables: volcurs, psychopathes, adeptes de mana noires, profanatears on simples management Il a failu les repousser en équipant les murs de détecteurs à infrarouges et en multipliant les rondes musclées.

Restent les pèlerins, parfois 🚞 agités, qui viennent vénérer quelque fantôme. Names celui du spinu Alim Kardec. Depuis peu celui du rocker Jim Morrisson, d'overdose, mais symbole de liberté pour 🕍 cohortes 📗 jeunes venant des quatre coins du monde et qui inscrivent leur hommage sur les tombes voisines. Alt point que l'on avege à déplacer celle du chanteur vers la périphérie du cimetière et à Tune grille.

MARC AMBROISE-RENDU

LES ENTREPRISES DE "RENNES ATALANTE"

SE DEVELOPPENT

Par exeraple, TLV (400 perquatrière bantueur en extension de son implantation actuelle. It accueillera le centre de support à la clientèle d'analyser et estimuler les des services de messagerie et d'échan-ju de manife informatisées, le nouveau centre de supervision du réseau destiné 900 Mileson 40 Care Mileson 100 Transpac - 1

de doubler l'effectif de 🔤 ceatre de pour ce type d'activités. et développement illi systèmes in communication, en particelier par la gestion électronique documents et le network management.

La morosité ne touche par le Les jeunes enireprises and prennent Sur la technopole leur essor, LOG'IN s.a, créée en District, entreprises less vient voir son logiciel "CADENCE" homologué par 🖩 groupe PSA 🚃 l'analyse 🔳 🖹 simulation 🕮 thex. 🍱 logiciel a pour management somes) entreprend d'utilisation a sa puissance de modélisation. Il permet aux directions

Organisation, et Fabrication

production and améliorer. Alliance Onzlité Logiciel, d'ingénierie en 1988 par un industriel 🔳 un enseignaul - 📗 🚃 🚃 de SUPELEC, a été certifiée ISO 9001 développement logiciels. AQL, première PME de logiciels à Ce label, rejoint bătiment de 1 200 m² qui lui permettra petit nombre a all'illa cartifiées

RENNES ATALANTE

14 1

1111

160

A 16

500 -

999

ET L

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Une usine de récupération du plastique 🖟 Bègles

T RADITIONNELLEMENT, I'cotreprise Soulier récupérait les vieux papiers et sur site de Bègles, en banlieue bordelaise. Denuis quelques semaines, après mm rachat par la société Onyx (groupe Générale Im eaux), elle récupère lus la diclia di mandelle commerciaux produits rayon m 100 kilomètres.

Ces constitués constitués l'essentiel par im matériaux d'emballage : carton, bois et surtout plastique, toujours plus difficile recycler. Outre 🔤 1 🜃 1 6 🜃 de papier-carton collectées chaque mois III revendues à III II recyclage, l'usine Soulier broie aujourd'hui palettes II bois, revendues pour la fabrication de panneaux I particules jusqu'à Oricans (les clous, enlevés par aimant, er revendus III III II tonne). Elle « avale » aussi les caisses 🚾 plastique, qui 📖 broyées III expédiées will une usine M recyclage Nantes. L'industriel pale 150 francs pour livrer une de de «banals» la Soulier, qui m charge du tri, m lieu de 190 francs pour la mise en décharge.

BRETAGNE

Etudier et protéger les mun de la rade de Brest

de pollution de la rade. Un budget de 70 millions doit permettre, en quatre années, de tester des mesures pour épurer les mus. Un comité scientifique présidé M. Michel Glemarec, professeur l'Université, 🔳 🔤 experts internationaux, il l'océanographe Lucien Laubier, participent a mun opéra-

Si la rade n'est and directement menacée, en revanche des « alertes biologiques » font craindre une baisse du stock de coquilles Saint-Jacques. Une substance toxique contenue dans im peintures dont on revêt la coque des bateaux se trouve il l'eau I im doses qui peuvent être la la pour les jeunes coquillages. La marine nationale a décidé in tester im peintures moins nocives pour l'environne-

Par ailleurs. In deux bassins wede l'Auine et de l'Elorn intégrés dans ce programme 🖿 💳 études porteront et la récupération des pesticides. Concilier pêche, défense nationale, réparation navale, agriculture et tourisme, tel l'enjeu pour que entrade, où evolué en juillet 1992 les est taines de bateaux anciens, remaid de eaux plus

RHONE-ALPES

Coopération ville-police ■ Grenoble

L'ETAT | ville de Grenoble vont « coproduire la sécurité ». assure le préfet " l'isère, M. Gadbin. Les deux parties signé. début octobre, un local de sécurité qui prévoit, mun le renfordes effectifs de la police nationale, le transfert d'une partie de ses missions à police municipale. Celle-ci prendra en charge la sécurité aux entrées aux sorties des primaires 🔳 la gestion du service objets trouvés. Le deux polices doivent, par ailleurs, coordonner leurs actions.

Le prévoit aussi d'associer, la missions spécifiques de sécurité, d'autres « acteurs », notamment la d'économie mixte in transports en commun de l'agglomération greno-bloise (SEMITAG), l'Office public HLM (OPALE) I l'Union départementale des mutuelles 🕍 l'Isère (UDMI). Ces organismes recruteront, par des contrats emploi-solidarité (CES), des chômeurs de longue durée qui pourront occuper des postes d'agents d'accompagnement les transports un commun, ou participer des opérations de sécurité complément la police natiodans certains quartiers = sensibles . ia cité. D'autres CES. mis 🛮 🖿 disposition du 🖂 missariat pour effectuer les tales administratives mainsi permettre fonctionnaires d'aller sur le

Les collectivités et la crise de l'immobilier

Des sociétés d'économie mixte sont en difficulté pour s'être lancées dans des projets mal calculés ou trop ambitieux

ARCE qu'elles interviennent in immi de h chaîne immobilière aménageur, voire constructeur, logements sociaux - et parce que imme activité génère de musica fiscales, in collectivités lumin unu concernées par la crise 🛅 l'immobilier. Propriétaires de biens immobiliers d'une importance parfois insoupconnée, alla neuvent en mun la amenées Il valoriser leur patrimoine, parfois 12-1 | miles 12actifs La cadre d'une gestion plus serrée III leurs finances. Pour autant, peut-on vraiment dire l'immobilier III III m difficulté i

A la Fédération nationale sociétés d'économie mixte (FNSEM), qui représente les 1 200 SEM françaises, qu'elles aient www vocation immobilière (construction e gestion is logeaidés), d'aménagement-équipement 📖 🖷 service-tourisme, le des SEM Immobilières sont « collèes » 📭 des programmes lancès un manual de la vague ul aujourd'hul lourds il porter», indique M. Michel Leroy, 💵 délégué général. D'où de alla de financières dans I b d'entre elles, peut-être 10 %. Le responsable de la Fédération toutefois vite propos : le logement dépend étroitecrédits publics ; les SEM agissent toujours me fonction du projet politique de municipalité, cela 🔤 le long terme. Enlin. 📟 aléas conjonctureis compensés par un patrimoine 🚾 🔳 activités de gestion plus régulières.

d'aménagement, qu'il s'agisse de ZAC plantées par I commune ou de SEM spécialisées, heure 📶 I ia prudence. On raientit rythmes, on limite risques... « La plupart des élus 🔤 ===ris qu'il n'appartenait === aux communes de prendre des risques de

promoteur, explique M. Inter-Mantot, délégué général de la Fondation pour la aestion des villes. En revanche, elles america depuis toujours les risques d'aménagement en partant des terrains.» CIM étant, et même en raisonnant sur vingt-cinq ou land ans. certaines land the poussé l'audace assez loin. Massy II III grands projets par exemple. Compter défaillances privés, qui se se gonsiennes ainsi venues au secours certains promoteurs ou mar-

Deux cents communes «à l'étroit »

"S'il y a des dérapages, ce n'est pour des puridiques, mais a cause d'erreurs d'analyse linancière», indique M. III-Manus Mus cela e changer, prédit-il. Une question de culture. willes multiplie les interventions e le thème du management, les questions d'urbanisme ayant un peu perdu 💹 leur actualité. « Les responsables réfléchissent sur l'avenir plus qu'ils n'agissent sur le présent », conclut M. Mantot. Les élus, leur côté, se dotent bien maîtriser leurs relations SEM = associations. * La communauté urbaine de Lyon a mis en place 🖿 service de gestion externe à la direction des finances unu trois charges de mission», explique M. François Mouterve, in consultant Price Waterhouse.

La question de la gestion du patrimoine immobilier plus délicate. Selon le ... de l'intérieur, deux cents communes sont wà l'étroit», une vingtaine en l'all all all (dont une milli en milli avec des aménagements touristiques). Pour ces dernières, mais aussi pour loutes les autres, soucieuses de bien

periode mains land qui commence, 🕍 arbitrages 🕷 patrimoine sont-ils imaginables? Le cabinet Price Wan the cite It as d'une ville de province de 50 000 habitant qui a muin l'an passé pour 20 millions de francs de biens patrimoniaux. Des propriétés bana-lisées, bien sûr : logements, la manble terrains. Sa situation n'était un désastreuse, simplement plus tendue qu'auparavant », explique M. François Mouterve. Rien voir, donc, avec le cas de Marseille qui vient de céder des parkings.

« Des réflexions engagées dans 🚃 certain nombre 🚅 🚃 munes de la région parisienne, pré cise M. Robert Mantot, mais elles ne sont pas très armées. Le sacrosaint principe 🖝 🗷 domanialité publique constitue un premier front; il faudra bien un jour revenir des-En distinguant bien [616acrvice public des autres, 🖷 🔤 «bijoux 🖆 famille» im biens moins intéres-Le second obstacle mentalités : les esprits, actifs, and revieut brader le catrimoine...

Enfin im patrimoine en encure très peu et même to peu identifié. Un bilan lexplorer, eu songé, depuis and au man certain nombre de conseils immobi-Tara désireux au développer leur branche expertise. On whether tefois que la collectivités constituent un segment de aussi fructueux que grandes entreprises, les administrations ou les institutionnels. A qu'il ne s'agisse d'évaluer des fonciers une optique plus ponctuelle m développement économique. L'expertise IIII patrimoine I III myrai-THE OWNER OF THE PARTY.

HÉLÈNE GIRAUD > Renseignements : 42-89-70-00.

BLOC-NOTES

AGENDA

D Nort de la l'Amitoria, qui regroupe des représentants des public et privé, et préside M. Richard Sintès, sec es généra de Levallois-Perret (Hauts-du Bene) organise sa deuxème «Nati de la décentralisation», mardi 3 novembre, rapports and entraprises

45-55-31-64 C Culture et décentralisation. —
Pour les élus locaux, il semble que
la culture fasse partie des chapitres
importants de la décentralisation.
Le Conseil économique et social de
la région lie-de-france, la rede anrationale des communes pour la culture et l'Association des directsurs régionaux in affaires ruit and ruit d'organiser, ensemble, deux darri-journées de rencontres, intituées « Culture et décentralisation, la bite de la contralisation. un bilan pour des propositions». Elles auront lieu au Daniell économique et social, à Paris, mardi 3 et mercredi novembre.

▶ Renseignements au (16-1), 77-57-21-33.

☐ Ressources humaines. - <Faut-8 appliquer la gastion prévisionnelle des ressources humaines aux collectivités locales?» Le titre du colleque, organisé par le Forum pour la gestion des villes, montre que carte association s'efforce toujours de privilégier les contacts entre les entreprises et les administrations municipales. Ce colloque a lieu au palais du Sénat, jeudi 5 novembre. ➤ Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.

 Pouvoirs politiques et entreprises. – La chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris poursuit se série d'entredens rans poinsur, sa sene a emereoris sur les perspectives de l'évolution ecclo-économique en France. La prochaine conference-débat a comme thème : « Europe, Etats, régions, la nouvelle erchitecture des pouvoire et l'entreprise», Elle aura lieu le jeudi 5 novembre à la CCI de Paris. montagnards d'Europe», à Mende, du jeudi 5 au dirnanche 8 novembre. sera sous la présidence de M. Jean-François Poncet (RDE), président de la commission des affaires économiques est du plan du Sénat. Elle est organisée en association avec, notamment, la communautés européennes et la

▶ Renseignements au (18-1) 86-49-66-66.

CRMATION

Economie de la construction. -La faculté de sciences économiques et de gestion de Paris-Seint-Maur, une una companione de la companione de l s supérioures spécialisées initiulé : économie de le construction et des activités immobilières. Cette formation s'acresse au futur ou à l'actuel personnel d'entreprises publiques et privées, liées aux professions de Immobilier. Les candidats, titulaires d'une maîtrise, doivent se rer avant le 15 novembre. ▶ Renseignements : Secrétariet troisième cycle, Mª Fontan. 58, avenue Didier, 84210 La Varenne-Saint-Hillaire.

EXTES

 Régime indemnitaire des personnels sociaus. - Le Journel officiel a publié, jeudi 1º et vendredi 2 octobre, deux décrets et un arrêté tituant de nouveeux régimes Indemnitaires pour les agents de la filière médico-sociale de la fonction publique territoriale. Ces trole textes complètent les 37 décrets indicisires parus nécemment (le Monde daté 6-7 septembre). Selon le secrétarist d'Etat aux collectivités locales, la prime mensuelle d'une assistante sociale en début de camère a établit enre 580 et 1 100 francs.

Cimetières Paris au service de la France

en jachère

Que ce soit per l'originalité de leur architecture ou pu la personnalité de leur occupant, un véritable gotha international, huit mille tombes méritent d'être conservées. C'est pourquoi, m 1962, André Malraux we bien faire en classant la moitié du cimetière man site historique | pittoresque. breuses sépultures ont même été inscrites individuellement I l'inventaire des bistoriques . Depuis lors, impossible d'y toucher l'autorisation du ministère de

Tous ces des concessions à perpétuité et. théoriquement, in descendants des «grands hommes» devraient entretenir. Mais la consolante fiction 陆 🗏 perpétuité 📰 résiste 🎮 🛦 l'épreuve du temps. Chaque année gardiens l'abandon d'environ trois mill sépultures. Selon la loi elles devraient être démolies, reversées dans III domaine public - ----vivin concessionnaires. On entend d'ici 🔛 clameurs d'indignation 💵 souléverait politique.

Réhabiliter - monuments

Comment gérer le Père-Lachaise? Une commission d'architecture funéraire, - 1984, examine plus A l'aide d'une pincée de millions, prélevée le budget municipal parfois celui du ministère de 🗎 culture, vingt the later et abandonnées um bil restaurées. Par exemple le manuel abritant Héloise Abélard, tombes iumelles censées contenir cendres in Millett et the La Fontaine. Mais milliers d'autres

e délitent doucement. L'idée, La la révolutionnaire, mi de la marille de la mar-après avoir effacé les inscriptions lisibles. Mas ... obligeant 🔚 repreneurs soit 🛚 📥 conserver telles quelles, soit I 🔚 reconstruire I l'identique. Y pris a végétation le minusel d'une parure a romantique ». Le cahier des charges innovation rédigé.

Reste I le faire accepter par le

ministère 🖿 🖿 culture et 📂 le conseil 🔳 Paris. Puis 🛭 trouver 🛲 actients». (1) On va, en transposer aux monuments funéraires Père-Lachaise le système de réhabilitation-réaffectation appliqué succès aux églises. faisant partie du patrimoine français. châteaux autres il III- bistori-

Un nouveau « carré des pauvres»

Le service des cimetières de avait aussi besoin d'être humanisé. Chaque année, dans un coin de l'immense nécropole située sur la commune i quelques centaines de clochards, de suicidés et d'indigents, pour la plupart non identifiés, en l'on num de la capitale. Depuis l'an dernier, ces morts reçoivent enfin mu sépulture décente. Chacum m déposé dans un myrm préfabriqué, 🖿 béton, spécialement équipé 🔳 ventilé, pour que, dans les six ans, comme le veut la loi, il soit réutilisable. Mille cinq caveaux cinq ans disposés dans une sorte de jardin qui sera la version XXII siècle 📺 carré 📥

Autre rattrapage bien Ville va entreprendre l'édifica tion intra-muros de trois funérariums. Ces de la d'inspiration anglo-saxonne existent rea en différentes villes de France. Ils reçoivent 🖿 défunts 🖬 leurs familles qui penvent ainsi, dans un salon convenable, perpétuer e contume 📰 la veillée mortuaire. Le premier funérarium offrant un laboratoire de préparation corps, une douzaine de in a une salle de culte, ouvrira en 1994 🛮 🎎 du cimetière 👛 Batignolles Paris. Puis reve équipés 🗎 Père-Lachaise. 🛊 l'est. 📷 🗷 arrondissements in a fi

Paris ne vent pur devenir un musée. 🔤 nécropoles ne 🕩 💵 📧 on olus.

MARC AMBROISE-RENDU

au Pète-Lachaise vaut, est un emplace-ment entre 20 000 F et 38 000 F.

par Jean Tibéri

OUS de prendre «riches» donner «pauvres», les gouvernements socialistes, «cours dernières années, ont socialistes, cours dernières années, ont multiplié : taxes recentralisé les procédures, acquis de la décentralisation dont ils s'enorqueillissaient. De plus, ils décidé ranimer vieux antagonismes éculés Paris-banlieue» Paris-province», an la la la du pays tout entier est plus jamais

Le politique particulièrement néfaste pour Paris et l'Ile-de-France. C'est prefus opposé à la région et aux départements de décider de leur schéma d'aménagement. C'est l'imposition d'obli-gations particulièrement lourdes pour les communes, en matière et immobilière. C'est la taxation autoritaire qui permet prélever plus de le mai de francs par an à l'autorité du gouvern de C'est mitin la poudre aux yeux de la « péréquation » qui surtaxe les villes Mul gérées, sous couvert d'aider certaines communes à résoudre des problemes dont

Tentière responsabilité. Qu'il s'agisse du contrôle de l'immigration.

La sécurité, de la politique du logement, de l'écité de la formation.

Des politique sociale, l'objectif apouvernement d'en immigration la charge in l'entière des la charge in l'entière de l'entière de la charge in l'entière de la politique du logement, de l'éclimation de l'entière de la politique du logement, de l'éclimation de la formation de l'entière de la politique du logement, de l'éclimation de l'entière de la politique du logement de l'entière de la politique du logement de l'entière de la politique de la formation de l'éclimation de l'entière de la level de locaux pour tenter de masquer ses propres carences. In 1992, 1,25 milliard de francs ont été ponctionnés sous ces divers prétextes sur le budget de la Ville de Paris, soit 18 du produit des impôts locaux. Il s'agit tà d'un « hold-up l'iscal » d'une ampleur inégalée.

Une stratégie régionale

Fine à caute offensive, l'aute a de faire from Et la capitale l'a fait en accord avec les collectivités qui l'environnent. L'agression du gouvernement a renforcé la solidarité au l'Île-de-France. Ainsi, face au projets sonuarité i lie-de-France. Ainsi, lace projets technocratiques d'un pouvoir voulant imposer se schéma directeur», la région départements d'opposition de manière concertée un contre-projet et obligé le gouvernement à reculer sur ses objectifs les plus inacceptables. Lors débat sur la péréquation régionale de la les la région par le le la région mai l'ensemble collectivités la région mai l'ensemble propriété de la région mai l'ensemble de la région etalement constitué in front in uni. In pièges que nous i un régime finissant, il importe que nous tirions in enseignements in importe pour édifier in l'avenir art ave sa région d'ampays.

qui font clairement le limitrophes : « schéma d'aménagement de la communes Paris, grandes opérations Bercy-Tolbiac, Citroen-Cévennes, porte d'Aubervilliers,

En matière de transports, Paris a fait le choix d'une stratégie régio (appui apporté projets Eole Météor, option pour des «gares-bis» du

TGV la proche bantieue la llégeant le trafic des gares parisiennes). Mais il faut aller au-delà et forger les outils d'une coopération avec la région et les départements d'Ile-de-France, problèmes d'intérêt commun que sont la gestion de l'eau et l'assainissement, les déchets, la qualité de l'air m les problèmes d'environnement. Sur les sujets, la girrots d'équipes qualifiées cortant dans le sedant des la collection de l'environnement. Ville dispose d'équipes qualifiées opérant dans le cadre des formules de coopération l'ensemble du régional.

Des délocalisations báciées

Cette coopération doit concerner questions prioritaires la vie quotidienne franciliens: p sociaux, l'avenir l' quartier en l'alle la formation le périscolaires, reprofessionnelle. Comme le périscolaires, reprofessionnelle. Comme le chapter de la comme Jacques Chirac en exergue de la Charte d'aménagement de Paris, la Third Paris avolontiers de la création d'une institution ressort régional susceptible de mandar des actions-pitotes dans ces l'arrives les ressources de la péréqua-tion régionale l'arrives la taxe sur le bureaux, aujourd'hui prélevées l'arrives arbitrairement pur l'Etat, avaient été mises à la disposition des élus. C'est un dossier qui reste ouvert et que nous devrons demain 🛂 avec générosité 🛮 réalisme.

Paris me désire pas croître, mais stabiliser sa popula-tion et ses emplois en « affinant » ses fonctions de capipause dans sa croissance, tant il est nécessaire de ren-forcer les rilles « à une heure de Paris », de minus armer en métropoles régionales et de lutter contre la désertification en régions rurales et de lutter contre la

La capitale de la France est au service du pays tout entier. Est exige es sa part une grande ambition mais implique and le partage. C'est pourquoi nous opposons aux décisions gouvernementales, qui, contrai-proclamées, accumulent à Paris en l'équipements, administra-nouvelles qui vocation en province.

Le pouvoir relate n'est qualifié pour nous lecons, lui qui comme jamais les grandes culturelles et les grands travaux sur notre territoire et la laissé dépérir le monde rural. Ce ne sont pas des « délocalisations » bédées et socialement inacceptables qui peuvent racheter cette gigan-tesque er u ni tenir lieu politique responsable ment du territoire.

▶ Jean Tibéri est député RPR et premier adjoint au maire de Paris.

HEURES LOCALES

Les illusions perdues d'Orlyval

Un an après son lancement, le métro automatique n'a pas tenu sus promesses. Le trafic ne décolle pas et les quatre millions de voyageurs annoncés au départ ne sont pas au rendez-vous

EUX qui ne croyaient pas hier à la liaison automatique de Matra entre l'aére, que de Matra entre l'aére, que de Matra entre l'aére, qui n'était alors en dit RER à Antony sont aujourd'hui automatique, qui n'était alors en automatique, qui n'étai pitié pour son échec commercial. Pourquoi n'y a-t-il conducteur sur voitures d'Orlyval? qu'il s'ennulerait. Un an après son lancement, haut de gamme n'a pas su seruire la clientèle et la fréquentation n'est au rendez-vous. au rendez-vous.

FCRMATION

The same of the sa

A STATE OF THE STA

The same of the same $\frac{2\pi (\pi/2 + \pi)}{2\pi (\pi/2 + \pi)} = \frac{2\pi/3}{(-\pi)}$

1 (1 (1) 1 (1)

Production of the fact

Region Course

TEXTES

The Second Printers

SWALLTON, BUILD

engineers and a second

Market Steel St. Commence $\underline{\operatorname{MM}}(M, \mathcal{P}_{M, P_{M, \mathcal{P}_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_{M, P_M, P_{M, P_M}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}}$ STORE TO SERVICE A SERVICE OF SERVICE ASSESSMENT OF SERVICE ASSESS

 $\xi(\xi)(qt-q_0x)=(\varphi x)(q_0$

2.022.286 PF 5 LF F

la Franc

100

- 1

The State of the S 23 (1984)

j.jle

The state of the s

Commercial Section 1.5 Attended Sheet

annonçait 4,2 millions de ovoyageurs par an, ils sont aujourd'hui entre 1,5 et 1,8 million sur une base annuelle. Anéanties par co décalage, les finances sont au plus mal pour un équipement dont le prix de revient est de 1,750 milliard de francs (y compris les frais financiers). La société qui gère Orlyval est incapable de faire face à ses échéauces, et les réunions se succèdent entre les actionnaires (1) et les banquiers pour échapper au dépôt de bilan.

La concession privée a fait long feu, et les actionnaires ont les yeux tournés vers la RATP. Ceux qui s'enorgueillissaient hier d'équilibrer un système de transports publics en lie-de-France sans aucune subvention déchanté. Décidé grande pompe I l'époque et la cohabitation, le sytème avait valeur de symbole. En avril 1988, le jour de la signature de concession de la desserte de l'aéroport à la société Orlyval, M. Jacques Douffiagues, alors ministre des transports du gouvernement Chirac, chantait louanges la formule : Il s'agit, Il faut conscience.

importante transports collectifs de la resultation de la resultation de la resultation de la privée, nous allons résoudre un problème qui n'avait jamais conau solution, faisons qu'il mur centime micontribuable.» La concession privée a fait long

contre la SNCF

le la la technologie de l'intra n'a pas tenti ses procommerciales. En 1986, le syndiet des (macrorts parisiens (STP), l'autorité assail des transports lle-de-France, avait lace a appel via ant amener le 20 % le en commun par la le voiture, de Paris vers l'aéroport d'Orly. Deux candidats avaient répondu présent : Matra, avec son mêtro automatique une liaison partir du RER I avec un débranchement la ligne C direction d'Orly sans supture Marie Danie de la téchnologie C direction d'Orly sans rupture de Eharge. Le premier avait dans son tour de table Air Inter, la Lyonnaise des eaux, la RATP et un pool de banquiers avec comme cher de file Indosuez ; le second était défendu par Cofiroute et Spie Batismolies

Les promoteurs du projet Oriyval avaient déployé des trésors de per-suasion pour emporter la partie contre le projet de la SNCF. Le

avant le 6 novembre 1992

2, rue des Longs-Prés 92100 Boulogne-Billencourt

Tel.: (1) 47-61-92-48 Télécopie : (1) -17-61-92-17 parisienne pour exporter
automatique, qui n'était alors en
aervice qu'à Lill Quoi de plus
symbolique en effet que d'offrir
le VAL l
la porte de l'aérogare, comme le
soulignait le
ports? De son côté, d'Air
ln de l'époque, M. Pierre Eeisen,
ne entendre parler de la
SNCF, dont l'TGV lui
marché. I prévisions
de trafic avaient de quoi emporter
l'adhésion des plus récalcitrants.
L'Institut national de recherche sur
les transports et leur sécurité
(INRETS) annonçait un trafic
mirobolant de plus de millions par an, soit le
double des prévisions de projet
la SNCF.

Aujourd'hni, tout monde s'in-

la SNCF.

Aujourd'ani, tout monde s'interroge in qui qui conduire un tel décalage. Erreur de monde et au prévisi irréalistes, rupture de charge, prix maisses, rupture de charge, prix maisses de l'INRETS, en mai 1987, donnaient (hors maisses de l'INRETS, en mai 1987, donnaient (hors maisses de l'INRETS, en mai 1987, donnaient (hors maisses de voyageurs pour Orlyval. Ces chiffres, qui ne me compte illiparamètres, comme l'effet temps garanti, ir un groupe de travail composé mara, la RATP l'INRETS.

Matra, la RATP TINRETS.

Le plus di 4 illigio plus di 4 illigio per la snite allait i le servere des mines et avait fait l'objet d'une contre expertise de la part des banquiers. En octobre 1987, l'avir rendu par le groupe d'experts du STP sur l'évaluation du trafic, pour le choix du candidat, permet de mieux comprendre, a posteriori, sur erreurs il prévisions.

posteriori, con erreura de prévisions.

Les experts avaient souligné à l'époque les difficuités à faire prévisions de trafic pour une clientèle aérienne de les critères de choix sont subjectifs et qualitatifs, qu'il s'agisee du morque du produit » sont est le marque du produit » sont éléntents difficilement quantifiables, notaient-ils. Même si le billet combiné Oriyval offire une place en première sur le RER B, il n'est pas dit que l'homme d'affaires soit séduit par un voyage debout aux heures de pointe.

Selon les experts du STP, la

Selon les experts du STP, la détermination du promoteur était essentielle pour la réussite du pjet, et « la prévision de trafic résultait en grande partie d'un foi des candidats ». En ce concerne
Otlyval, « le soucl aff é de promouvoir un système perfectionné «
de prouver ses qualités ne peut que
faire la part belle « risque, même
raisonnablement calculé, et « l'exploration du court terme », notaientils, en opposant cette « titud» à la
prudence « la SNCF.

«L'influence de la correspondance Antony et celle de conditions d'ac-cès routier à Orty, qui seraient stabi-un service

I'A semblent, en avoir sous-estimées », remarquaient-ils.

L'a considérations in conduits à la prévisions d'Orlyval : L'ensemble valeurs possibles pour la traje : L'ensemble valeurs pour d'une fourchette 2,9/4,7 millions, comme propre kar : A l'ensemble : L'ensemble

Les soulignaient III.
l'intérêt du projet SNCF et de ses
en visageables en
matière nagem régional.
L région IIe-de-France, qui n'est
représentée du Syndicat
transports préférait

système un échec resentissant. » Il s'agit là meffet d'an abanda maguri de loute la mesure n'a ma les hypothèses de départ fournies par Main Transport III l'industriel i défend.

Le temps passé ll Antony, pour la correspondance, result se reduire la une minute. Cette hypothèse suppose en réalité que le changement se fasse dans les meilleures condiquai quai, un VAL synchronisation parfaite avec les arrivées et départs du RER et des clients en ession de leur billet. Il est bien

notoriété. 📭 attendait 💷 000 mmu «annexes», motivés pour une bonne um par la curiosité.
Enfin, beaucoup font remarquer
le d'Orlyval s'est eu peu
cibles proje!
en exploitation,
connaissaient l'existence
hoison, signale M. Gressier, directeur transports transports La signalétique orby laisse à désirer, si su insuffijuger des potentialités d'Oriysal. » I r prix élevé. Il francs, n'a plus encouragé la clientèle. En juillet, la mai la Orlyval a baissé sensible anjourd'aui in en tarif plein et 30 la RATP. actionnaire 3,3 % exploitant technique du projet

RATP VAL Service (2),

a-t-elle pour m
lérer son décollage? Beaucoup esti
signalétique n'a la hauteur. « La RATP a fait le

convinue ser fait — avielle la hauteus. « La KAIr a jau us maximum, les frais, le qu'elle croyait devoir faire, explique M. Stablo, directeur général adjoint en le l'exploitation. Nous le réalisé des l'ensemble l'ensemble l'ensemble l'ensemble première datte et l'exploitation première datte et l'exploitation première datte et l'ensemble le capacité première datte et l'ensemble le capacité première datte et l'ensemble le capacité première datte et l'ensemble l'ense

Tout le monde trompé •

Aujourd'hui, Main Transport refuse i figurer i banc i a Chacun a tendance i i fact explique in fact explique Aujourd'hui, Mairi Transport d'euphorie, les banquiers tour-naient des grands groupes I recherche de projets, l'optimisme
di rigueur. Aujourd'hui, on a
perdu di jours.
Resta la question majeure

LARONCHE

(1) Air Inter (26,7 %), banques (34,7 %). Lyonnaise in eaux (18 %), — Matra Trans-— (17,3 % MALE (3,3 %).

REPÈRES

LORRAINE

L'OMS s'installe **A** Nancy

EN application de la charte européenne l'environnement et la santé, l'Organisation mondiale la la santé (OMS) l'el dotée de trois divisions IIII l'espace communaudivisions l'espace communau-taire : Bithoven (Pays-Bas), let à Nancy. La localisation et à Nancy. La localisation Lorraine à lé encouragée l'existence d'un Centre le recherche l'eau, créé en l'entre le recherche l'eau, créé en l'entre l'auglomération. M. Gaillard (UDF-PR), adjoint au maire de Nancy, all ligne l'espace d'inogination créatrice force d'imagination créatrice en collectivités locales, leur permet d'exister désormais le scène

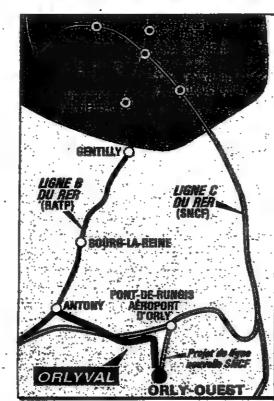
Les fonctionnaires == l'OMS Les fonctionnaires l'OMS
Nancy étudieront la coopération technique en matière génie sanitaire, d'approvisionne eau, gestion division, dirigée par l'épidémiologiste Philippe Harteman, intervenue pour la population Sarajevo sur d'approvisionnement.

PAS-DE-CALAIS Guerre in livre à Lille

DEUX la la distribu-tion de livres s'affrontent désor-Lille. Le Furet du Nord, numéro un dans la région, et la FNAC, qui a ouvert, ser la la contra la cont 23 octobre, un nouveau magasin.
depuis treize le
FNAC reales partage les Les Les contigues sur le les deviennent aujourd'hui concurrents. La FNAC reprend le le la Grand-Place, 6 500 m² de surface e vente et en retrouvant wocation il libraire.

Face à cette concurrence renouvelée, responsables du Furet mu entrepris travaux d'extension mur porter la surface de 4 500 m² B 000 m2. Echange de bons procédés : la librairie ■ décidé de les l'arrivée et image Chacun des se Man reconnaît que la rence sera vive. Le Furet, présent dans onze villes — Nord-Pas-de-Calais, couvre 40 — ma parts II du livre — la région. Il entend poursulvre — extension avec prudence, dans la régimitrophes Nord, r compris Belgique.

Ce supplément a été réalisé Cans, Claude Francillon et de nos correspondente (Lille), Bernard Maillard (Nancy) et Gabriel Simon (Brest).



solution. Contrairement de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme le la région d'Île-de-France. Il le projet de SNCF, plutôt le de gamme, compte le d'une desserte du RER C es satisfaisante, n'a

Aujourd'hui, im observateurs sont pour promoteurs
d'Oriyval. Avec un peu de un enfant de douze ans n'aurait pas pris décision.
M. Alexandre Couvelaire, président
la la nationale de

rare que ces conditions soient réunies (voir ci-dessous). Dans 90 % des cas il s'écoule de l'ordre de deux à trois minutes entre l'arrivée d'un VAL et le départ d'un RER (et vice-versa), selon les chiffres de la RATP. Enfin une partie des clients in le gare d'Antony.

L'offre en modes collectifs de transport, en en en de stationnement était supposée rer à son niveau actuel (1987). Or un nouveau service de bus privé Gletbus), reliant Orly au sud-est, compte aujourd'hui 300 000 voyageurs par an. De son côté Aéroports de Paris a accru de 30 %, par rapport à 1987, le nombre de ma places de parking.

Dans le cadre du Programme Colloque international DECENTRALISATION FRANÇAISE ET L'EUROPE Le Monde Avec le concours de REGION ALSACE DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN **17 ET 18 NOVEMBRE 1992** VILLE DE PALAIS DES CONGRES UNIVERSITE R. SCHUMAN DE STRASBOURG Et avec le sourien de La Décentralisation en France et dans la Communauté CREDIT LOCAL DE FRANCE CAISSE DES DÉPOTS Premier bilan de l'intégration des AIR INTER collectivités territoriales dans l'espace européen Les effets III in la code l'Acte Reuseignements et Inscriptions unique et de 👚 🕕 la sur les

institutions locace

finalité fédérale ?

A ers une Europe décentralisée à

Passagers solitaires

des frontières incertaines commencent aux guichets d'une station de métro. Pasteur, per exemple. Pour atteindre son jet, il en
coûte 42 F pour un aller simple. A
Denfert-Rochereau, direction la
ligne B du RER, jusqu'à Antony,
point de départ, sur le quel voisin,
de la rame d'Orlyvel. «Pour prandre l'avion, prenez le métro»,
répète la publiché placardée sur
les murs des stations de la régie.

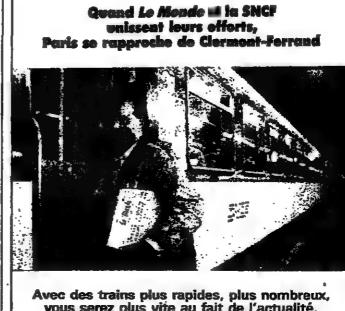
L'usager consciencieux.

L'usager, consciencieux, a obtempéré, ma à la consciencieux, son chemin l' Une flèche indique : « Oriyous. » A par un parneau,

Arrivé à Antony, rupture de charge. La d'Orlyval est juste en Seulement deux Angleis attendent le départ, arviron toutes les sept minutes. Pour l'ambiance, des postes de télévison, identiques à ceux placés le haif de l'aéroport, indiquent l'heure du vol vers New-York, Miami, Aiger, Tel-Aviv ou Douals. Un peu de rêve sur ce

Avec Orlyval, l'annue du bout du monde et l'apprél des frontières incertaires comminutes jusqu'aux terminaux Ouest et Sud d'Orly.

Au départ de l'aéroport, le voyage inverse n'est pas aisé. Il faut savoir que la ligne existe. Enfin, à la porte F d'Orly-Ouest, voici l'escalier qui conduit à la rame. Ce jour-là, le voyageur est asul à se diriger vers Antony où l'attend un couloir et deux escaliers méraniques mi le conduil'attend un couloir et deux escaliers mécaniques qui le conduiront, avec ses begages, sur le
quai du RER. Retour à Denfert-Rochareau dans un magon où il est
impossible de s'asseoir. Les
valum telées au pied dimen le
va-et-vient des usagers de benlieue. Si le Val faisait le plein, ca
qui im loin d'être le plein, ca
bitation aux imme de pointe illebitation aux de pointe interest d'être omicie entre ceux qui viennent d'au-delà des mers et caux qui utilisent quotidierme-ment ce transport perisien. De la station Pastaur à l'aérogare : environ quarante minutes. Rapide, maigré l'ettente de plus en plus longue occasionnée par les remes du métro. Dans le réseau dense ressé par la régie, le Val apparaît, faute d'une bonne signalisation, comme part. Son mill élevé, 🔳 ses promoteurs devraient expliquer ce que signifie pour une cheures to pointe » (42 F au lieu de 30 F)? «Heures de pointe » sur le RER, sans aucun doute, mais sur le ligne d'Orlyval?



vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Désormais, vous trouverez le Muyu soir même de sa parution en vente 🛦 :

NEVERS, MOULINS, VICHY et CLERMONT-FERRAND.

Le Monde

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Une nuit de rêve : III h. 1 pour la route ;

aveugle: 22 h. AMÂNDIERS DE PARIS (43-68-42-17), Voix lointaines : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71), L'Amour : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARCANE (43-38-19-70).

20 h 17 h. ARTISTIC - ATHÉVAINS

(48-06-36-02). L'Eloge 🚃 la folie : 💵 h ATALANTE (48-06-11-90).

rouge at noir: 17 ii et iii ii 30.
ATELIER (46-06-49-24).
L'Antichambre; 21 h.
ATHENEE-LOUIS JOUVET coeur des 11 h, dim. 16 h, Le Marin perdu en mer : 21 h. BATEAU-THEATRE LA MARE III

DIABLE-RIVE GAUCHE (40-48-90-72). Giacomo : III h III. 21 h, dim. 17 h, 27 A. CHM. 17 A.

BATEAU-THEATRE OURAGAN
(40-51-84-53). III Misenthrope et l'Auvergnet: III h III dim. 17 h.

BERRY-ZEBRE (43-67-51-55). Eh

Joel : 19 h. Pied-de-poule 21 h.Dim. Les Champêtres joie

11 (42-96-60-24). Le Jalousie : 3 h = 21 h, dim. 15 h 30. BOUFFONS-THÉATRE DU CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique 📟 Boscop : 🔤 h. Qui 🚃

CARTOUCHERIE-THEATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Le Nuk, Lucia de guerre de la serie LU h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE-THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie & Aulis: 19 h 30, 13 h.Dim. Agemennon: 13h. Les Choéphores: 13h.

Les Euménides : 13h. CARTQUCHERIE-THÉATRE DE LA

Marteaux : 21 h, dkm. 16 h 30. CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Lecoq plume les stars : 21 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et te scrur... ; 21 h, dim. 15 h 30. CINQ DIAMANTS (46-80-61-31). t'embrasse pour là vis : 20 h 30, dim.

CAUMARTIN (47-42-43-41). Manage music-heli :

21 h COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse oridente : 21 h, dim. 10 h 30. Voltaire-Rousseau : III h et 21 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). La Comtesse d'Escarbagnes ; George Dendin : 14 h. Bel masqué ; 20 h 30.Dim. Caliguis ; 20h30. Anti-

gons : 14h. DAUNOU (42-61-69-14). Le Carall II Forange: 21 h, dim. 16 h DECHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Direction Critorium: 21 h 30, dim. 17 h LU.

THE AMERICAN (48-06-10-26), In Trans de ma triche : 21 h, dim. 15 h 30. : 18 h = 21 h. [42-82-35-00].

Yvonne, princesse Bourgogne:
III 10, dim. 16 h,
ESPACE JEMMAPPES (46-34-01-58). Trattoir chagrin : MI h 30. ESPACE MANAGE (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 11 h. Feu la mère illi madame : 20 h, dim. 18 h. La

ESPACE PROCRÉART (42-87-47-51). de la 10 h.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (47-00-67-37). FONTAINE (48-74-74-40). Le

GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Confidences - clari-: 20 h 45, dm. 15 h, GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04). Un : 17 h GRAND EDGAR (43-35-32-31). Lamy and Co : III h et 20 h 15. Une fille

nous: 22 h. GUICHET MONTANNALIS eat Tescaler: 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL
(42-46-79-79). Solo: 17 h et 20 h EBERTOT (43-87-23-23). L'Ecole 🖦 HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice La Legon : LA BRUYERE (48-74-76-99). 🕶 : 17 h 🛍 21 h. dìm. 🖼 h

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11), Lit: LE FUNAMBULE THEATRE-RESTAU RANT (42-23-88-83). 20 h 30.

20 h 30. LE TRIANON (42-09-93-44), Augusta Chambre-3-air au pays pirenhea: 14 h 30, Dany Dan : 20 h 30, LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Total noir. Le Petit Prince : 11 h 21 h 30. Théâtre rouge li : h 15. I Tchékhov : 20 h.

MADELEINE (42-65-07-09). Long Voyage *** inst: 18 h ** h 30, dm. 15 h. dm. 15 h. MARAIS (42-78-03-53). L'Ezgle temmes . 21 h.
MARIE STUART (45-08-17-80). RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉATRE)

Savage Love (anglais-français) : 21 h 15.0km. Requiem IIII a Heavy-weight (en anglais) : 17h, 20h30. MARIGNY (42-56-04-41), Suite royale : 17 h 2 21 h 15 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Les
Palmes M. 20 h 30, dim.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Machine & Notion: 18 h 30, METAMORPHOSIS (42-61-33-70), Marchand de rêves: 21 h, dam. 15 h, MICHEL (42-65-35-02), Las Aviances:

21 h. M(CHODIÈRE (47-42-95-22). La Piana l'oreille : 17 h == 20 h 30, dim. 16 h. MOGADOR (48-78-04-04). Las Base fonds: II h III 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74).

LILI et II III Excentique: 18 h 30 et 21 h 15.

MONTPARMASSE (PETIT) (43-22-77-30), Ul Traversée : 21 h, MUSEE DES TAIT ET MÉTIERS (40-27-22-20). spectacle : MI h III Militia (M. silence :

20 h 30, 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-62-76). Les Jumeaux: 18 h et 21 h, dim. 15 h.

148-74-42-52). Les J.

M. Rilay: 20 h 45, dim. 16 h.

447-42-25-49). Gay

PALAIS DES CONGRÈS (40-68-07-55). Popeck: 1 h 30, dim.

SALLE) (42-02-27-17), C'est qui voyezi : Ti h III PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). 21 h, 15 h. le mariée : 14 h 30 m 18 h 30. L. du du : 18 h 31. La Désilkasion : 21 h 30. Petite este. Les

Lettres portugaises : 14 h 30 et III h 30. 10 1 30.

P O C H E - M O N T P A R N A S E (45-48-92-97). 11 1 1. Les Emigrés : 21 h, dim. 15 h. 15 h. Les Emigrés : 21 h, dim. 15 h. 15 h. P O R T E SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

(4248-40-32), KNORK: 17 Net 20 Nes, dim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrel: 17 h m 21 h, dim. 15 h 30. RANELAGH (42-88-64-44). Jeux de masques: 18 h 30, mm 14 h 30. Trekking: 20 h 30, dim. 17 h. Hospitacie: 22 h. POSEANLTHÉATRE: 142-71-30-20

22 h.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20).
Comédiens roy: h 30. L'Illusion
comique: 21 h. 30.Dim. Les
Jacques le fataliste: 18h30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). aspirine pour deux : 17 h 30 m 20 h 45, dim. 15 h. SALLE SRASILIA (48-07-20-17).

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Une et l'Autre : 17 h D et 20 h 30, dim, 15 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Prends garde à toi : 20 h 30. Parrick Bosso : 22 h. THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02).

THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02).

THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02).

THEATRE D'EDGAR (43-22-11-02). THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). THEATRE JACQUES-COURIVAUD 45-41-10-08]. L'Aichimiste : 20 h 15,

dim. 17 h. THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-87-89). Arène à d'une l'amma insomniaque : IU h. Une histoire de l'ori : 22 h. Belle de Mai. La Belliq Alphrède : 11 h, dim. 17 h.
THEATRE DE 11 (42-08-83-33). I d'encre : 22 h, dim. III h III

THEATRE MALET AVIOLE GALA-BRU (42-23-15-85). La Propies : 20 h IIT Tropique du Cancer : 22 h, THÉATRE MONTORGUEIL (42-36-38-56), Beirut : 20 h THEATRE THE THE DE LA COL-20 h 30. Oh, les beaux jours! : 16 h

■ 21 h. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'En-THÉATRE DE NESLE (48-34-61-04). Dérives : 18 h. Y a mai faire : THEATRE DE TIMES (48-74-25-37). Chez moi, La Claude : 18 h 30 m THEATRE BILLIA MARGIT

(45-31-10-96). La Value des torésdors : 20 h 30, au 17 h. THEATRE DU TAMBULUG ROYAL (48-06-72-34), Dracula Show : #0 # 30. THEATRE DU TITME (43-55-10-88). Les Oiseaux : III h III. TOURTOUR (48-87-82-48). Hier II venir? : II H 30. TREMPLIN-THEATRE DES THOSE FRÉRÉS (42-54-91-00). L'Embarcadère : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

menthe ou t'es = 17 h 30 = 20 h 45, dim. 15 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). The à la

RÉGION PARISIENNE

(48-31-11-45). Lágendes is : 20 h ... : 20 h (64-88-69-11). En 20 h CRÉTEIL (MAISON DES ARTS)

GENNEVILLIERS (THÉATRE)
(47-93-26-30). Doctor Faustus
lights angleis): h
IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE III
IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE III
IVRY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(46-24-03-83). ouvrir lest
III mer : Uh
RIUMES (ABR-SEN CIEL TUÉATRE)

15 (45-32-91-68).

8EETHOVEN (A., v.l.): UGC Triompha,

(45-74-93-50 36-65-70-76); Gau
(47-07-55-88): Gaumont 14
(36-65-75-14): Montparnos,

(36-65-70-42); Grand Pavois,

(45-60-79-00). Amphitryon ; le Nuit cirque : 21 h. TAVERNY (SALLE UTIL FÉTES) (30-40-50-70). Capriccio : 21 h. VINCENNES (THEATRE DANIEL-SO-10) (43-74-73-74).Dim. : ou le langousse ;

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE **TULLIE DE CHAILLOT**

SAMEDI oire permanente du cinéme : Séen

du la primere du crième : Sânce du la prique E. Reyneud, 14 in j. in la la primere (1952, v.o. s.t.f.), Vsevolod Poudovkine, 18 h 30 ; Pâques sanglantes (1960, v.o. st.f.), de Guseppe Santis, 21 h. DIMANCHE

Histoire permanente du cinéme : Séance du théâtre optique E. Reynaud, 14 h 30 ; l'implacable (1951, v.o. s.t.f.), de Robert Panish, 18 h 30 ; Traquenard (1962, v.o. s.t.f.), de Hiroshi Teshiga-hara, 21 h,

PALAME DE TRUTTO (47-04-24-24) SAMEDI

SAMETR
Rétrospective Satyajit Ray:
Tagore (1961, v.o. anglaise - traduction simultanée), de Satyajit Ray,
16 h 30; la Meison et la Monde (1984,
v.o. s.t.f.), de Satyajit Ray, 18 h 30; la
Forteresae d'or (1974, v.o. s.t. anglais traduction simultanée), de Satyajit Ray,
21 h.

DIMANCHE Dimanche.

Rétrospective Seryejit Ray : le Lliche et l. (1965, v.o. s.t. englats - traduction simultanée), de Satyajit Ray, 16 h 30 ; Un ermami du peuple (1989, v.o. s.t. f.), III Satyajit Ray, 18 h 30 ; III Royaume IIII v.o. s.t. anglais - traduction simultanée), de Satyajit Ray, 21 h.

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Le Cinéma :: Gran Casino (1946, v.o. s.t.f.), de Luis :: 14 h 30 ; Rio Escondido (1947, v.o. s.t.f.), d'Emilio Fernandez, 17 h 30 ; Angel de Fuego (1992, v.o. s.t.f.), de Dans Rotberg, 20 h 30.

DIMANCHE Le Chéma : le Grand (1949, v.o. s.t.f.), de Luis Bunuel, 14 h 30 ; El Imperio de la fortune (1987, v.o. s.t.f.), d'Arturo Ripstein, 17 h 30 ; Vamonos con Pancho Villa (1935, v.o. s.t.f.), de Fernando de Fuentes, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustach Forum des Halles (40-76-62-00)

SAMEDI SAMEDI
La Rue : Rue de la comédie : les Enfants
du paradis (1943-1945) de Marcel
Carré, 14 h 30 ; Rue de la comédie : les
Enfants du paradis (1943-1945) de Mercel Carré, 16 h 30 ; Rue des mauvais
garçons : les Jeunes du squere SeintLambert (1962) de Françoise Dumayet
et J.-P. Cherier, Dans les rues (1933) de Victor Trivas, 18 h 30 ; Rue du pistolet : Paris perdus (1982) de Bernard Maligre, Charade (1963, v.o.) de Stanley Donen,

DIMANCHE Le Rue : Rue des écoles : le Ballon rouge (1956) d'Albert Lamorisse, Un gosse de la Butte (1963) de M. Delbez, 14 h 30 ; Rug de l'écorchesie : Céleri 14 h 30 ; Ruo de l'écorcherie : Céleri rémoulade (1990) de Jean-Pierre Biaz-cotti, les Clowns de Dieu (1988) de Jean-Schmidt, 16 h 30 ; Rue des filles du cal-vaire : Mirage (1937) de Pierre Boyer, Faubourg Montmartre (1931) de Ray-mond Bernard, 18 h 30 ; Rue du tampa perdu : la Goutte-d'Or insolite (1990) de Pierre Antia et Brumo Lamest, Que las-once (1978) Lotfi

20 h 30. LES EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucare, 8- (45-44-57-34). HLMR 3 (*) (A., v.o.) : Images d'alleurs, 5- (45-87-18-09) : George V. 8-(45-62-41-46 36-65-70-74) ; Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.): Emp Pamea-siens, 14 (43-20-32-20); Grand 15 (45-54-46-86). 10 (43-21-41-01).

ANTIGOME Fr.-AL):

8-40-0019. 3- (42-71-52-36);

ANTIGOME Fr.-AL):

8-40-21-41-01).

8-40-21-41-01).

(43-37-57-47). L'ARCHITECTURE DU CHAOS (SIL Paramount Opéra, (47-42-56-31 36-85-70-18); (47-42-56-31

(45-22-47-90).

DANCING (A., v.o.) : V. ■ (45-62-41-46 36-65-70-74). V, (45-62-41-46-38-63-70-74).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.a.): Forum Orient Express. 1= (42-33-42-26-36-65-70-67); UGC Retende, 6-(45-74-94-94-36-65-70-73); UGC Triomphe. III (45-74-93-50-76); Pavois, 15-(45-54-46-85); v.f.: UGC Opéra, 9-(45-74-95-40-38-65-70-44).

BATMAN, LE DÉFI (A., v.o.): 14- (45-32-91-68).

(45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-(45-32-81-68). BEIGNETS DE TOMATES VILLE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1e (42-33-42-28 36-65-70-67); Cinoches, (46-33-10-82); Trotonde, (45-74-94 36-65-70-73); UGC Biar-ritz, 8- (45-62-20-40 38-65-70-81); UGC Opéra, (45-74-96-40 38-65-70-41)

36-65-70-44].

LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.o.):
Forum Harizon, 1- (45-08-57-57
36-65-70-83); U. Odéon, 6(42-25-10-30 38-65-70-72); I. . . .

Gambetta, 36-65-71-44). BOB RQBERTS (A., v.o.) : Ciné Besu-bours. 3- (42-71-52-36) ; Lucernaire, E-(45-44-57-34).

(A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-46 38-65-70-74) ; v.f. : 2- (42-38-83-93 36-85-70-23).

Trois Luxembourg, 36-85-70-43).

LA CITÉ DE LA JOIE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1- [40-26-12-12]; 14

Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8
George V, Marignan-V, Marign

mont Les Halles, 1" (40-26-12-12); 14
Juillet Oddon, 6: (43-25-59-83); Geumont Marignan-Concorde, 8:
(43-59-92-82); George V,
(45-62-41-46 36-65-70-74); Sept Pernessiens, 14: (43-20-32-20); UGC Mallot, 17: (40-68-00-16 36-65-70-61);
v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93
36-65-70-23); Opéra, 10
47-42-56-31 38-65-70-19); UGC Lyon
Bastille, 12: (43-43-01-59
36-65-70-84);
[ax Feavestte bis), 13: (47-07-55-88);
Les Montpernoe, 14: [38-85-70-42);
Mistral, 14: (36-65-70-41); Gaumont
Convention, 15: (48-28-42-27); Frum
Clichy, 18: (45-22-47-94); Le Gembetta, 20: (46-36-10-96 36-65-71-44),
DEUCATESSEN Fr.);
[43-54-72-71]; Cinoches, 6:
(48-33-10-82); Saint-Lambert, 15:
(45-32-91).

LE DERNIER DES MOHICANS (A.,
v.o.); Forum Orient Express, 1:
(42-33-42-26 38-65-70-67); George V.
8: (46-82-41-46 36-65-70-74); v.f.:

8- (46-82-41-46 36-65-70-74) ; V.f. : DES SOURIS ET DES HOMMES (A.,

DES SOURIS ET DES HOMMES (A., v.o.): Forum Orient Express, 1e (42-33-42-26 36-65-70-67); UGC Odéon, & (42-25-10-30 36-65-70-72); UGC Biarritz, & (45-62-20-40 36-65-70-81); Escurial, 13-(47-07-28-04); v.f.: UGC Montparts 6 (45-74-94-94 36-65-70-14); UGC Opéra, (45-74-95-40 38-65-70-44) 38-66-70-44 DOUBLE IN DE VÉRONIQUE (Fr.-

DOUBLE DE VÉROMOUE (Fr.-Pol., v.o.) : Epée Bois, 5(43-37-87-47) : Logos
Louis-Jouvet 5- (43-54-42-34).
LES ENFANTS VOLÉS (fr., v.o.) : Impériel, 2- (47-42-72-52) ; Geumont Heutefeuille, (45-33-79-38) : La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; La Pagode, 7 EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.,

L'ESPRIT DE CAIN (*) (A., v.l.) : Para-mount Opéra, 9 (47-42-58-31 38-65-70-18). ET LA VIE CONTINUE Granian, v.o.) :

Utopie, II (43-26-84-85); Les Trois Bal-9 (45-81-10-80); 14 IIII 11* (43-57-90-81). FAIS COMME TOII (A., v.o.) 1 UGC Triomphe, 3* (45-74-83-80) 38.85-70-76) 36-65-70-76).

HOOK (A., v.f.) 1 Cinoches, [46-33-10-82); Grand Finiois, 15-(45-54-46-85); Seint-Lambert, 16-HORIZONS LOINTAINS (A., v.o.)

George V, 8° (45-62-41-46 36-65-70-74). IMPITOYABLE (A., v.o.): Gaumont Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82); Escurial, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-40); Grand Pavols, (45-54-46-85).

IN THE SOUP (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77 36-85-70-43): Elysées Lincoln, (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14-43-20-32-20 INDOCHINE (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).

J F MAITHUMPHT APPARTEMENT

(43-20-12-06).

JEUX III (A., v.o.):
Horizon, 1- (45-08-57-57
36-65-70-83); Gaumont Opéra.
(47-42-80-33); (142-25-10-30 36-65-70-72);
Pagode, 7- (47-05-12-15); G.
Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82);
UGC Normandie, 8- (45-63-16-16
38-65-70-82); 14- Julier Beaugrand
15- (45-75-79-79); v.f.: Rax, (42-36-83-93 36-65-70-23); UGC

Montparnasse, # (45-74-94-94

Montparmasse, (48-74-84-94
36-85-70-14); Opéra, (47-42-55-31 36-86-70-18); Lyon
8 as tille, 12° (43-43-01-59
36-85-70-84); Gobalins, 13°
(45-61-94-95-38-85-70-45); Mistral, 14° (36-65-70-41); Montparmasse, 14°
(43-20-12-08); UGC Convention, 15°
(45-74-93-40-38-65-70-47); Pathé
Wapter fl. (45-22-47-94); Lu
betta, 20° (46-36-10-98-38-65-71-44).
1. (45-44-57-34); Lu
(45-44-57-34); Lu
(45-44-57-34); Lu
(45-44-57-34); UGC Champs-Eysées, 3° (45-62-70-47); Bretagne, 8° (38-65-70-44); UGC Champs-Eysées, 3° (45-62-20-40-38-65-70-88); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40-36-65-70-44); UGC
(45-81-94-95-38-65-70-45); Aldam, 14° (36-65-75-14); 14°
Reaugranelle, III (45-75-79-79); Pathé
Clichy, 18° (46-22-47-94); La Gambetta, 20° (48-36-10-96-36-65-71-44).
LABYRINTHE DES PARSILONS (Esp., LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : La Beaubourg. 3-(42-71-52-36) ; La dei Ursuinee.

(43-26-19-09), LÉOLO (**) (Cen.) | Utopia, (43-26-84-85). (46-43-41-63).

LUX-MDOURG, 6- (46-33-97-77 36-85-70-43); L'Entrepôt, 14-(46-43-41-63).

LUNA PARK (russe, v.o.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26 ipress,

LUNES DE FIEL (*) (Fr., v.o.): Forum
Express, 1 - (42-33-42-28
38-85-70-67); Opéra, 2 - (47-42-80-33); L. Danton,
(42-25-10-30 38-85-70-68);
A bassade, 8 - (43-59-18-08
38-85-75-08); Normandie, U. (45-59-18-68); R. (43-59-18-08); (45-83-16-16 38-85-70-82); Geumont Grand I [[(45-80-77-00); v.f. 1 Gaumont Alésia, 14-(38-85-75-14); Montparnasse, 14-(43-20-12-06); [[Wapler II, [[(45-22-47-84).

MACAD, MEPRILL ET PARELLE POR., v.o.) : 1444 42-78-47-86).

CONTRE NINJA , v.f.) : Pftz, 18 George Control (**) (A., v.o.) : UGC Normandia, 8 (45-63-16-16-36-65-70-82) : Payonicum (45-64-46-85) ; v.f. : Payonicum (2004), 9 (47-42-56-31-36-55-70-42).

**MAX II JEREMIE (Fr.) : Gaurnont Lee Halles, 1° (40-28-12-12) ; Rex, 2° (42-36-83-93-36-65-70-23) ; UGC Damton, II (42-25-10-30-36-85-70-88) ; Gaurnont Marignan-Concords, 8° (43-87-35-43-36-65-71-88) ; UGC Starritz, 8° (43-87-35-88) ; UGC Starritz, 8° (43-87-35-87-88) ; UGC Starritz, 8° (43-87-35-88) ; UGC S (47-07-55-68) ; Gaumont Pameese, 14-(43-35-30-40) ; Mistral, 14-

(36-65-70-41); moniparmasta, 14-(43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Label 17-(40-68-00-18-38-65-70-61); Facility, The (45-22-47-94). chy, The (45-22-47-94).

1492, CHRISTOPHE COLOMB (A., v.o.):

14 Juillet Odéon, 6
43-25-69-93); Geumont

6- (48-33-79-38); round Chempe-Ely
8- (47-20-78-23); Max

Pan (48-24-88-82); 14 Juillet

Rec., 19- (43-57-90-81); v.f.: Forum

Horizon, 1
45-08-57-57

36-65-70-83); Geumont Opéra, F.

47-42-60-33); Rext, 2- (42-36-83-93

36-65-70-23); Bretagne, 6-

(47-42-80-33); Rex, 2º (42-35-83-93 36-65-70-23); Bretagne, 6º (36-65-70-37); 8• (43-59-19-08 36-65-75-08); Ambessade, 8• (43-59-19-08 36-65-75-08); Français, 9• (47-70-33-88); Les Nation, 12• (43-43-04-87 36-65-71-33); LL (43-43-04-87 38-65-71-33); L. L. Sastille, 12° (43-43-01-36-5-70-84); Lalia, 13° (45-80-77-00); Lex bis), 13° (47-07-55-88); Lalia, 13° (43-20-12-06); Loovendon, 15° (48-28-42-27); L. L. [7° (40-68-00-16 38-65-70-61); L. [85-22-47-84]; L. [85-22-Wepler, (45-22-47-84); Le (48-36-10-96 36-65-71-44). LE MIRAGE (Fr.): Europa Parméon (ex-5- (43-54-15-04); Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Parnassiens, 14- 20). MORTELLE JEUNESSE (Fr.) L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36); images d'ailleurs, 1- (45-87-18-09).

d'alleurs, l. (45-87-18-09).
LES NUITS FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont
1- (40-28-12-12) : Gaumont
Opére, 2- (47-42-80-33) : 14
Compare (43-25-59-83) : 14
Compare (43-25-59-83) : 14
Compare (43-25-59-83) : 14
Compare (43-35-79-38) : 15
Compare (43-59-04-67) : 14
Compare (43-65-76-14) : 14
Compare (43-35-30-40) : 14
Compare (43-35-30-40) : 14
Compare (43-35-76-14) : 14
Compare (43-35-76-14) : 14
Compare (43-35-76-79-79) : Compare (43-65-76-79-79) : Compare 14 (30-65-76-14); 14 | Beaugrandle, 15 (45-76-79-79); common [(48-28-42-27) | W. I. | (48-22-47-84). OBSESSION FATALE (*) (A., v.o.) 1 George V, [45-82-41-46] 36-65-70-74).

OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-38); Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet.

(43-54-42-34).

(48-33-10-82).

LA PLAGE DES ENFANTS PERDUS (Mer., v.o.) : imagm d'ailleurs, ■ (45-87-18-09); L'Entrepôt, 14-(45-43-41-83); L'Entrepôt, 14-(46-43-41-63). PROSPERO'S BOOKS (Brit. Hol., v.o.) i Ciné Beaubourg, 142-71-52-36) i Denfert, 14-

RETOUR HOWARDS END (Brit., v.o.): Howards END (Brit.,

SAILOR ET LULA (7) (Brit.; v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) | Studio Galande, 5- (43-54-72-71). FAIBLES (Fr.) : Ciné Beaubourg (42-71-52-36) ; U (45-74-94-94-36-65-70-14) ; (45-74-94-94-36-65-70-14) ; (42-25-10-30-36-65-70-72) ; (42-25-10-30 36-65-70-72):
Geumont Marignan-Concorde,
(43-59-92-82); UGC Biarnitz,
(45-62-20-40 36-65-70-81); Paramount Opéra, (47-42-56-31 36-65-70-18); UGC Bestille,
(43-43-01-59 36-65-70-84); UGC Gobelina, 13" (45-61-94-95 36-65-70-45); Miramar, 14-(36-65-70-39); Mistral, 14-(36-85-70-41); Convention,
15' (48-28-42-27); Pathé Wepler II, IIII

LE SILENCE DES AGNEAUX (") (A. (48-32-81-68).

Alguilles (Esp., v.c.) : Triompha, (45-74-93-50 36-66-70-76) ; Pavols, THE LONG DAY (Brit., v.o.):
Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34); Sept Pernassions, 14- (43-20-32-20).
THE PLAYER (A., v.o.): Studio des Untellines, 5- (43-26-19-09).
THE TRUTH (A., v.o.): Sept Properties (Brit.): Sept Properties (Brit

v.o.) : Espace Saint-Michel, (44-07-20-49); Elyaées Lincoln, (43-59-36-14); Sept Parmasalens, 14-(43-20-32-20).

(43-2032-207. THELMA ET IIII (A., v.o.): Ciné Seaubourg, 3• (42-71-52-36); Cinoches, 6• (46-33-10-82). TONG TANA (danois, v.o.): Le Saint-Saile G. de Besure-gard, III (42-22-87-23). TOUS LES III DU MONDE (Fr.): 14 Pernesse, 8- (43-28-58-00).

2 17 22 17

153

24

7 7

\$. 1

5

163

B.

Go 5 Seance:

€9.

TRUST ME (A., v.o.) : 14 Pernasse, 6- (43-26-58-00).

UN COEUR EN HIVER (Fr.): Forum
Horizon, 1" (45-08-7-57
36-58-70-83); UGC Danton, 8(42-25-10-30 36-65-70-68); UGC
M=1 8- (45-74-94-94
36-65-70-14); Saint-Lazare-Pasquier, 8(43-87-35-43 -1-1-88); UGC
Intz, 8- (45-62 38-65-70-81);
Pethé Français, 9- (47-70-33-88); UGC
Gobelins, 13- (45-61-94-95
31 (45-65-79-79).

UN ETÉ SANS HISTORES (Fr.): Epéc
de Bois, 5- (443-37-57-47).

UN 10UVETEAU PARMI
HOME (tazaldo, v.f.): 14 Julier Per-

se: (43-26-58-00) UNE VIE INDÉPENDANTE Fr.-114664 v.o.) : Beaubourg, (42-71-52-36); (43-26-19-68).

(Fr.-Sov., v.o.) : Lucemeire, 6-(45-44-57-34), VAN GOGH (Fr.) : Studio im Ursulines, in (43-26-19-09). VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Saint-André-des-Arts), (43-26-48-18). LE ZÈBRE (Fr.) : Montparnos, 14-(36-65-70-42) ; 15-

(45-64-46-85) LES SÉANCES SPÉCIALES ALPHA BRAVO (A., v.f.) | Cinexe, | 1 (42-09-34-00) M h.
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES

ATTACHE-MON (Esp., v.d.) : [43-54-72-71) 20 h 20. BLUE VELVET (*) (A., v.o.): Ciné Besu-bourg, 3- (42-71-52-36) O h O5. BRAZIL (Brit., v.o.): Gelende, 1-(43-54-72-71) 16 h. LE COBAYE (A., v.o.) : Few Pevols, 15- (45-54-46-85) 18 h. LES COMMITMENTS (riendale, v.o.) : Le Berry 11 (43-57-51-55) 16 h 30.

TO THOSE TABLE (A., v.f.) : Sandarbor, VP ME 1741-40 19 h. LES DIABLES (**) (Brit., v.c.) : Accetons, 5- (48-33-88-86) 19 h 55.
DIVA (Fr.) | Studio (43-54-72-71) 18 h. EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 148-33-10-82) O h 10. EXCALIBUR (A., v.o.) | 15- (45-32-91-68) 21 h. (45-32-91-68) 18 n LE FESTIN NU (*) (Brit., v.o.): Le Champo - Espaca Jacques Tati, 5-(43-54-51-80) II h 50. LES GORILLES DE MONTAGNE (A.): La Maria 19 (40-05-80-00) 20 h. HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bestille, 11-(43-07-48-60) 0 h. HAROLD ET MAUDE (A., v.c.) : Lember, | 45-32-91-68) 21 h. | HENRY, PORTRAIT OF SERIAL KILLER (") (A., v.o.) | | 3- (42-71-52-36) 0 h HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS

II L. Kong, v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) LES LUMIÈRES DE LA VIE) : La Géode, 19- (40-05-80-00) 21 h.

MARY POPPINS (A., v.f.): Cinoches,
6- (46-33-10-82); Saint-Lambert, 15In 40.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand
Pavols, III (45-54-46-85) 0 h 30.

LES MILLE ET LINE NUTTS (it., v.o.):
Accatone, 5- (48-33-86-86) 17 I 40.

NÉ DES ÉTOILES): La

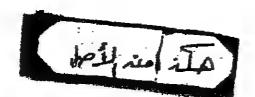
(40-05-80-00).

LA PTITE ARNAQUEUSE (A., v.f.):
Saint-Lambert, 15- (46-32-91-88) 19 h.
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.): Grand Pavols, III (45-54-46-85)
0 h 30: Saint-Lambert, 15(46-32-91-88) 21 h.
POINT BREAK (*) (A., v.o.): Grand Geode, 19- (40-05-80-00) 21 h.

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (46-54-46-85) 22 h.

1.0





Deux disparitions

Le peintre Joan Mitchell

La puissance de la couleur

Dans un récent entretien accordé
Philippe Dagen (le Monde daté
2-3 août 1992), Joan Mitchell
échapper remarque qui,
résumer, aidera doute à situer
son œuvre : « Aujourd'hui, il y a de
moins le pelntres, il n'y a
plus des «artises» qui travaillent
avec de objets... Je suis d'un autre
siècle, sans doute, du temps où l'on
que c'était que peindre. Personne m sait plus, et personne ne sait
regarder la peinture... »
Ainsi s'exprimait

Ainsi s'exprimait Mitchell, avec des accents bien trempés. Un des plus importants pein Virant habitait en France depuis 1955, et dans. le village de Vétheuil (Val-d'Oise) depuis 1969. En 1982, le Musée d'art moderne de la ville de Paris, relayé par plusieurs grands musées américains, lui a consacré une rétrospective. Elle a reçu, en 1989, le Grand Prix national de peinture et, en 1991, celui de la Ville de Paris.

Née le 12 février 1926 à Chicago.

Section 1

parties of the same

CAS STANCE

; 3*-- •

3.2--

Sente Sente

21 -12

evi j

100000



d'un groupe d'artistes qui se réunis-sent autour de l'écrivain Georges Duthuit, elle poursuit son œuvre en refusant énergiquement l'art qui la situait tantôt vers un impression-nisme, was un expressionnisme

bien intégrée au milien new-yorkais, elle commence à exposer régulièrement. La Stable Gallery, et participe à quelques regrouper ants devenus historiques, comme ca organisé par Sydney lains et Leo Casielli, en 1951, aux montre le la jeune avant-sarde américaine.

En 1955, elle quitte les Etats-Unit, sans pour autant cesser d'y exposer, pour la France et s'installe. Paris, pour la France et s'installe. Paris, le délaisse pour Vétheuil en la Grande Vallée et plus récemment River, Lille (pur la une exposition des tableaux.

Marisse Musée de l'Hermitage à Leningrad), il fant bien parler de paysagisme. I thèmes, comme Chard (Accord), en préciser mesure, le d'expression.

Le philosophe Louis Marin

Une œuvre • traversière •

Le philosophe et historien Louis Marin est mort jeudi 29 octobra à Paris. Il était an de minum et un an (le Monde du 31 octobrej.

phrase - Pascal : «Les miles per phrase Pascal: «Les na pas d'y ètre estimé. Mais quand on doit y demeurer un peu de temps, on s'en soucie. L'an de faut-il...». Cette phrase figure la préface qui ouvre, en manière de frontispice, i dernier livre qu'il publié de son vivant sous le beau in de Lectures traversières. Elle résume assez bien la façon modestie qui était la sienne, aussi que la mesure, la juste mesure avec laquelle il usait de l'attention que lui accordaient ses contemporains. «Pas de souci de reconnais—point d'inquiétude l'égitime. An moins il court terme. Seul comptait il l'estime portaient ses pairs, dont Seel comptait in l'estime portaient ses pairs, dont beaucoup se trouvaient être amis. Mais c'est qu'il avait saines lectures : Pascal, d'abord, et les gens de Port-Royal, L'Evangile, mais La Fontaine aussi bien (celui des Falla), et l'estimate (celui des Contes) et Stendhal (celui de La vie d'Henri Brulard) sans oublier le Kant de la première et de la troi-lième Critique, et l'Alexandre l'alexandre des la maissi des grandres des la complier de l'alexandre des la complier des la complier de la complier des la complier de la co

Il larin de la combien comps? — à tous ceux qui l'ont connu et cel en la larin l'aller avec lui, pour mesurer ce qu'ils lui doivent : la pensée fonctionne ainsi qu'elle ne saurait payer aussitôt ses dettes. Comme il faudra lu temps — combien l'emus? — ar que produise tems Pudique, discrète, mais capable de colères fameuses, Joan Mitchell intimidait, et ses ceuvres, qui s'insèrent de la tradition des plus grands, pourraient les passetateurs. Elles les compositions et le peut s'empêcher d'alter y butiner la de la pâte et la satisfaction grandes compositions

Celui qui le moins bavard de ses admirateurs, son ami et marchand Jean Fournier, qui accrochait le temps de Cham, les publier, in cer par le grand livre sur maind. Une ceuvre polymorphe, d'une grande diversité, dui la la réflexion, et le talent de

l'érudition, pour ne riet l'immense honnêteté, au sens classique il terme, qui aura
il son
sière plutôt diagonale,
l'étaient ses lectures,
domicile, dont il si bien
écrire, qu'il a gi bien
écrire, qu'il a gi frontières, la
marge, fe bord, la lisière, entre les
multiples domaines où il saventurer.

Un des grands m dix-septiémiste »

Le de dix-septième siècle comme l'irrie d'études privilégié

(Louis Marin aura III l'un 📥 grands «dix-septiémistes» multemps) s'explique facilement, tant il un vrai que le siècle classique représentation. Mais la aussi bien, qui, de la représentation, aura proposer, comme vu la Foucault, images plus pertinentes ce outils théoriques qu'on peu s'employer à remettre au travail d'autres champs, voir appliquer de conserve de conserve de l'éthique intellectuelle qui de la sienne, que la description, que le discours, que l'écriture s'égale, ou, à tout le moins, ne soit pas trop inférieure à l'objet, texte ou de qu'elle de charge. Un dix-septième de lui-même fortement contrasté dans lequel la ontement contrasté, dans lequel la vanité de la peinture qui dénonçait Pascal atteignait I son comble dans le portrait indéfiniment redoublé da monarque (Le portrait roi, 1985) men qu'un des éminemment «français» Poussin, auquel Louis de grande quelques unes de ses plus belles pages (Détruire la peinture, 1977, pour ne rien dire du recueil de qu'il préparait) la Rome, de la la mande qui s'impossit

C'est la qui disait
que la point que la perspective
assigne dans la peinture « ni trop
près la loin», il faut l'inventer
la qui touche à l'homme,
la condition, il son destin, et
jusque dans la théologie. C'est
tresse, faite de temps et d'est
(Utopiques. Jeux d'espaces, 1973),
d'histoire la pensée, qui
aura d'abord
d'un projet commun; mettre la d'un projet commun : mettre la philosophie à l'écoute (comme par-Claudei) l'art, faire qu'elle école.

rapport à la maladie, comme dans celui qu'il entretenait avec les œuvres de l'art, il m'a montré qu'il pouvait en être aujourd'hui, en dépit de tout, des

HUBERT DAMISCH

ÉDITION

L'art est aussi un métier

Une publication consacrée aux professionnels

Jean-Michel Djian, les expériences "il menées, connu un succès mérité. Après avoir travaillé au cabinet du ministre de la culture, Jack Lang après avoir créé Eurocréation puis Afrique Création, associations au service des jeunes créateurs du nord et du sud de Méditerranée, après avoir inventé Artès, le premier - et le seul - cabinet de recrutement spécialisé dans les professions artistiques, il est désormais directeur de *Profession culture*, mensuel de abonnement et dont le premier numéro, daté de novembre,

A ce jour, sonscripteurs – Jean-Michel Djian estime qu'ils seront plus 1 200 le 31 décembre prochain – viennent de prendre en main cet objet de presse singu-

lier, imprimé en bichromie sur épin de finlandais, à la maquette touffue, sux informations multiples. Un sujet de couverture, baptisé «Arcanes», fait le portrait d'un homme de l'art, ce mois-ci M. Jacques Rigaud.

Réunissant de soil analyses concernant la vie et l'organisation

▶ Profession culture est édité par Artès Presse, 89, rue de Turbigo, 75003 Paris. Téi.: 42-72-67-77.

concernant la vie et l'organisation de toutes les structures, grandes et petites, des arts et des spectacles, ce nouveau mensuel s'affirme comme un outil indispensable pour professionnels. Et d'explorer avec beaucoup de précision un milieu éclaté,

EN BREF

□ Films ethnologiques à Beaubourg. — Sous le titre « Premier contact, pre-- Sous le titre « Fremier contact, pre-nier regard », le Centre Georges-Pompidou accueille les cents pre-miers films d'ethnographie tournés en Afrique, en Océanie et en Améri-que, habituellement présentés par la Maison de l'image, à Marseille. Les Sous filmés par W. K. L. Dickson et Thomas A. Edison, Nègres Abantis des frères Lumière, sont autant d'images des rencontres et premiers d'images des rencontres et premiers regards entre le monde occidental et les sociétés dites primitives.

Jusqu'au 7 novembre au Studio 5 du Centre Pompidou. à 17 heures et 20 heures. Tél. ; 44-78-12-33.

a Les chiffres de Tokyo. Les chiffres relatifs au coût du réamenagement

de l'Image, Filmothèque et aménage-ments muséographiques.

Ocurts métrages au Nord-Onest. --Dans la lignée des calés-concerts des années 30, le Passage du Nord-Ouest ouvre une première série de séances, intitulées «Une heure, c'est trop court», une sélection de courts-mé trages produits par Pierre Braunberger. A voir: l'Amour existe, de Mau-rice Pialat, Paris un jour d'hiner, de Guy Gilles, Charlotte et son jules, de Jean-Luc Godard.

13, rue du Faubourg-Montmar-tre, Tél : 47-70-81-47.

n Palmarès da Festival demain» I Genève. - A l'issue la cinquième la du Festival relatifs au coût du réamènagement du Palais de Tokyo, contenus dans l'interview de Jack Lang (le Monde du 30 octobre), doivent être complédes, pour une meilleure compréhension du budget global de l'opération. Le coût total est financé par les mesures nouvelles demandées dans le projet de loi de finances pour 1993 (80 millions de francs) et par les autorisations de programme déjà affectées à cette opération. Seul un crédit de 24 millions de francs devra être dégagé en 1994 pour le finance ment des équipements (Bibliothèque

THÉATRE

L'éternelle énigme de Brecht

Un colloque international à la Maison de la culture de Bourges

BOURGES

de notre correspondant

Brecht! Un nom qui n'en finit pas de tordre le mai le certitudes le hàtives le la postèrité. Un juron qui n'en finit pas un chic tipe», avait-il lancé aux gens d'Hollywood. «Il a toujours irrité, dérangé, et reste rétif à toute classification», murmure John Willett, spécialiste le le 24 le Maison de le culture de Bourges – le colloque consacré au dramaturge allemand. D'une idée toute simple, le 25 anniversaire du jumelage entre Bourges et la ville natale de Brecht. Augsbourg, le arrivé à la le le Brecht?». Les gens de théâtre françois «se posent la question tous les ans au constate le metteur en scène Pierre-Étieune Heymann, qui, pour l'occasion, a créé le finance. Brecht! Un nom qui n'en finit pas

mann, qui, pour l'occasion, a créé à

de pain.

vingt-quatre
ayant répondu au

out signé tour l' tour variations
sur un même thême, résunées par le
pianiste néo-zélandaris Michael Morley: «Au du politique, de
l'esthétique et l'éthique, il ne faut
avoir peur de faire ressortir ce qui
évidemment dans le

Brecht.» Un

Brecht.» Un

Brecht avec l'eau du bain marxistem.
enthousiaste, PierreHeymann les
effe réducteurs». Face à Brecht,
dit-il, trois attitudes sont possibles:
«Ou bien l'on considère que c'était un
Le communisme eu
alors on embaume Brecht i hui
trouve une petite boîte au rayon des trouve une petite botte au rayon des classiques. Ou bien on le coupe en deux : d'un côté l'idéologue, de l'autre le poète. Mais alors l'entre en tranchant lien entre son théâtre et sa philosophie. le formant humaniste attrape-tout. Enfin, on considère qu'il ioujours et on essaie de live avec nos yeux à aujourd'hai.»

Controversé en Europe, en disgrâce de lui, de la lui, abusent de leurs prérogatives, le dra-

«Le dramaturge situation »

Parce que ses thèmes sont proches de ocur de la culture orale africaine, parce qu'il demeure «le dramaturge de situation», selon la formule de Ralf Lamgbacka, critique finlandais, il « manue un modèle. «Il fant le regarder comme il a regardé les aures, en sachan que si l'on évacue son marcale.»

Bernard I a limited in the limited i

maturge allemand ne peut guère compter sur les Scandinaves, auxquels il fournit maguère, à l'occasion de ses passages, un fonds de commerce théâtral devenu encombrant. C'est l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine - où il est joué parfois, non aux risque - qu'il trouve encore des des une constant de la traversée problèmatique en France. Nous appraisant l'Asie, l'Amérique dans une époque ou l'acceptant le Sant des ses passages, un fonds de commerce théâtral devenu encombrant. problématique en Franca. Nous sommes dans une époque où l'on ne veut pas se poser de questions. » Sans doute alors, comme le pense Paul Binnerts (Pays-Bas), « le travail de Brecht à été conçu comme un processus en développement fonctionnant la manière d'un qui se rallume de temps à autre». Le la le tappela Stuard la (Grande-Bretagne), citant Marx, « l'humanité a toujours un rève sur le feu », peuta toujours un rêve sur le jeuv, peut-que la véritable fonction de Brecht, qui a vu tant d'utopies mou-rir, est, à la fin des fins, celle de

MARTINAT



BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE, BIBLIOTHÈQUES D'EUROPE.

Londres... Francfort... Barcelone... Alexandrie... Groningue... Zeewolde... Bordeaux... Manual Paris... L'exposition « Bibliothèque 💵 France, bibliothèques d'Europe » présente, sur le chantier de la Bibliothèque de Prance, les projets architecturaux suivants :

Deutsche Bibliothek, Biblioteca III Catalunya. Bibliothèque d'Alexandrie, Bibliothèque publique de Groningue (Pays-Bas). Bibliothèque universitaire La Groningue (Pays-Bas), Bibliothèque publique de Zeewolde (Pays-Bas), Bibliothèque de Bordeaux, Bibliothèque de Nîmes,

... et la maquette géante (25 m²) de la Bibliothèque 🍱 France.

JUSQU'AU 15 NOVEMBRE

Du lundi au samedi de 10 heures à 17 heures, le dimanche et les jours fériés de 11 heures à 17 heures. 139, quai de la Gare, 75013 Paris. Tél. : 44-23-03-70. Métro : Quai-de-la-Gare.

De leurs propres ailes

SPECTACLES A VENDRE au Paris-Villette

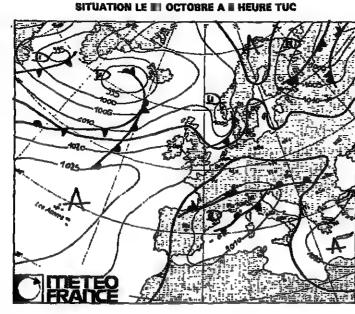
Le Jeune Théâtre national est une très bonne maison. Elle accuelle les élèves qui sortent du Conservatoire d'art dramatidu Conservatoire d'art dramau-que de Paris et de l'école du Théêtre national de Strasbourg. Leur séjour est de trois ans pour les Parisiens, quatre ans pour les Strasbourgeois. Ils touchent un salaire, mensuel, à quoi a'ajoute une prime supplémentaire (un efeu», en termes de théâtre) chaque soir de rapré-

Quand un directeur décide d'engager un ces jeunes acteurs, le JTN pais. Il n's pas le droit d'en engager plus de cinq, et la contrat ne doit pas dépasser une durée trois mois. Aujourd'hui, avec l'ANPE, JTN produit pas dépasser une durée de l'ANPE, JTN produit pas de l'ANPE, JTN produit pas de l'ANPE Spectacles à vendre,
conçue, réalisée, et
par les
dans le premier de ces spectacles, la Désiliusion, Dans l'encombine les premier de ces spectasemble, is sont excellents, et, comme l'on dit, ils « sevent tout faire » : comique, dramatique gymnastique, clowneries, et aussi les tons sérieux. La spectacle, conçu per Frédéric Constant et Michel Fau, enchaîne des akerches qui trai-tent en farces et gags qualques déconvenues des comédiens, dans les premiers temps de leur € VIB active).

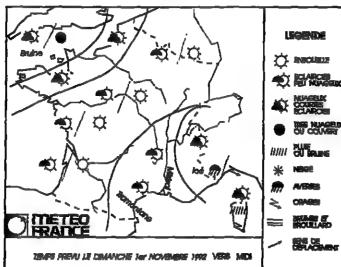
Il faut citer tout le monde ou personne. Donc, citons: Stépersonne. Donc, crons: Sta-phane Auvray-Nauroy, Géraldine Bourgue, Renaud Darner, Michel Fau, Bruno Fleury, Isabelle Hur-tin, Bernard Levy, Anne Loiret, Catherine Pietri, Benoît Vergne, Catherine Vinatler, Christine Vereiller.

France salle, la Désillu-sion, le 27 octobre II 21 h 15. Du 29 octobre au 7 novembre à 21 heures, le Dessous du conte. Petite salle, à 21 les jusqu'au 7 les portugaises. Salle des fêtes jusqu'au 7 novembre à 19 h 30, Vive la

METEOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 1" NOVEMBRE 1992



Dimanche :
nord, encore des nuages au sud. —
Sur les re Midi-Pyrénées Alpes,
Corse, et d'Azur, le clei resters très nuageux toute la journée. Il y aura encore quelques précipions ora-geuses sur le sud-est du pays. Sur Len-glament du pays. Sur Len-je matinée sera bien puis les éclaircles gegneront du terrain dans l'après-midi.

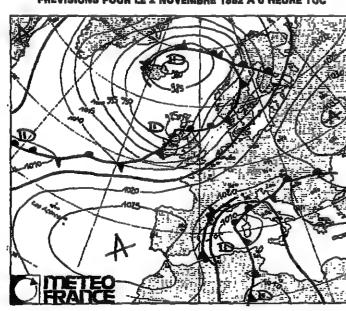
Au nord du pays, premiera nueges nous amoncent délà la nouvelle perturbation, de la début de la matinée la pointe de la Bratagne, en s'épaississant. En soirée, cette bende nusgeuse atteint un grand nord-ouest, la Vendée Ardennes, l'ille-de-France. Il pleuvre de en fin d'après-midi. A l'avant, conditions

lards au levar du jour, se dissipant rapi-NUSQBUX.

et tramontane se lèvent, jusqu'è 40 et 50 km/h respectivement.

Les températures frisent les 0 m

PRÉVISIONS POUR LE 2 NOVEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES Valeurs extri le 30-10-1992 à 18 heures Ti	êmes relevées entre		le	93 obs	
CAEN 11 4 9 CHERBOURG 12 -1 D CLEMONT-FER 9 5 C DAION 10 1 C GRENOBLE 11 7 P LILLE 11 -1 B LIMOGSS 11 3 C HANSELLE 16 10 C MARSELLE 16 10 C MARSELLE 16 10 C MARKEL 17 13 C MARKEL 17 13 C PABL 17 13 C PABL 17 13 C PABL 17 13 C PARL 17 13 C PARL 17 13 C PARL 17 13 C PARL 17 13 C	ALGER ALGER ALGERIAM ATTENES BANGKOK BANGKOK BARCELONE BELGRADE DELHI GENEYE RONGKONG STANBUL JÉRISALEM LESDNNE LESDNNE LESDNNE LESDNNE LENDNES	13 8 C. 1 D. 1 N. 2 R	MADRID. MEXICO MONTREMOSCOU MAROBI MAROBI MEW-YOR OSLO PALMA-DE PÉREN RO-DE-LAN ROMS SEVILLE STOCKBO	24 24 13 14 15 15 15 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16	5 D - 19 N 8 D 20 N -10 N
A B C cel	D N crel	O	P րևու	T tempéte	# neige

TUC = temps | coordonné, c'est-à-dire pour la France : moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de 🔳 Météorologie nationale.) 9

TÉLÉVISION

Les programmes complets de raute et de caevision sont pur des caracters supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles : > signalit dans I H Monde radio-télévision s ; a Film I éviter ; s On peut voir ; s s Ne manquer ; s s Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 31 octobre

ł	Swillout o
	TF 1
20.00	Journal, Tiercé, Météo.
20.45	Variétés : La Première Fois.
22.35	Magazine: Ushuaia, L'une des plus belles grottes de France: l'aven d'Orgnac; Le spéléonaute, de Gérald Favre; Crocodie George, de Frédéric Hedengue; L'or du fleuve, d'Alain Tixier; Au rytime des pirogues, de dif Kebail.
23.40	Magazine : Formule sport.

FRANCE 2 20.00 Journal, Journal des courses et Météc. 20,50 Magazine : La Nuit des héros. 22.40 Magazine i Double jeu. 23.55 Journal Météo.

FRANCE 3 19.00 Le 19-20 de l'informe-20.05 Film ; ; ; ; Fibles géométriques. 20.15 Divertissement : Yacapa. 20.45 Série : Puissance 4. 22.20 Soir 3 et Météo. 22,40 Magazine : Strip-taese. 23,35 Magazine : Salut Manu. **CANAL PLUS**

20,30 Téléfilm : Un drôte de méil-mélo

Documentaire : nus d'Ethiopie 22.50 a d'informations. 23.00 Cinéma :

Embrasse-moi, vampire. 4 Film américain de Robert Bler man 0.25 Cinéma : Les Amants du Pont-Neuf. nu Film français de Carex (1991).

ARTE

Documentaire ; Histoire parallèle. Actueités japonaises et fran-caises de la semaine du 31 octobre 1842 (v. c.) 19.00 20.00 Magazine : Fernseher 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Documentaire: Route One /USA.
Robert (1" partie).
Cinéma d'animation :

Conversations by a Cell-fornian Swimming Pool. Magazine: Macadam. Spectacle du Théêtre Zingaro, Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.). 0.20

M 6 20.00 Série : Papa Schultz. 20.38 Divertissement : Surprise-Pertie. 20.40 Téléfilm : Les Feux de l'été.

Dimanche 1^{er} novembre

. TF 1	CANAL PLUS
20.00 Journal, Tiercé et Météo.	19.35 Flash d'Information
20.40 Cinéma : Golden Child, l'enfant sacré du Tibet,	20.25 Magazine : Dis Jé Présenté par Jérôme
-: américain Michael Pitchie	20.30 Le Journal du cine

22.25 Magazine: Ciné dimanche. 22.30 Cinéma : L'enfer pour les Maris a Film maris de Car Slegel (1982). **110** Journal et Météc.

FRANCE 2

20.00 Journal, Journal des courses 🗷 Météo. 20.50 Cínéma | Carl amil midi et trois film

roy (1976). 22.30 Magazine: Bouillon 🚐 Principal per Barrina Plant Journal Météo.

FRANCE 3

19.00 Le 19-20 de l'itimate tion. Grand témoin : Jacques Barrot, du groupe 19.35, iii journal m 🔳 région,

20.05 Divertissement : TW-M. 10 Série : Benny HRI. Spectacle: Festival international des ieunes du cirque Visiting.

Présenté par Sergio. 22.05 Magazine : Le Divan, Présenté par Henry Chapier, Invité : Jean-Marc Barr, comé-

22.30 Soir 3 et Météo. 22.55 [Language Dog (1951) et Wild Woofly (1945), Tex Avery (v.o.).

ANALYSIS ESTATES III Charge victorieuse. ■■ Film américain de John Huston (1952) (v.o.).

l	UAITAL PLUS
19.35	Flash d'Informations.
11.65	Flash d'Informations.
20.25	Magazine : Dis Jérôme

réma. 20.35 Cinéma : Urga, www

Film franço-soviétique de Nikita Mikhalkov (1991). 22.25 Flash d'informations. 27 25 Magazine : L'Equipe du dimenche.

Footbell; Boxe. 1.05 Chilles : Malarek. Film manufacture in Roger Cer-dinel (1994).

ARTE

20.00 8 1/2 Journal. 20.10 Soirse thématique.
Regards sur la proposée Jacques
Ségui, Philippe Ségui, India Nahoun. ZILIE Documentaire

Le Cirian de Columbus. lim Jacques Ségui et Philippe Nahoun. 21.45 Dayments: Route One/USA.

Suite et fin du périple de Robert Kramer aux Etata-Unis. 23.55 Demande New-York,

Internal pour! M 6

1944 Six d'informa-tions, Météo. 20.00 Série : Madame 📹 🚥

20.35 Magazine : Sport 6. 20.45 Téléfilm : Grace Kelly. D'Anthony

22.35 Magazine : Culture pub. O'Anne Magnien et La marques : test; Planète bus; mots; Cadeau

💻 💶 Cinéma : Monique 🗯 Julie, D Film français Payet (1979).

Le Monde

L'ÉCONOMIE

CARNET DU Monde

<u>Naissances</u>

Nicolas.

Montpellier,

<u>Décès</u>

Le Centre d'études afro-La Sorbonne-Nouvelle
(université Paris-III),
famille,
Et d'annoncer le décès, le

1992 Melvin DIXON;

- La d'Arthur joignent à l' personnel faire part leur l'

Charles-Henri FOURNIER,

survenu 1992. - M= Jeanne Goustard, font my mppel & Dieu

ML Michel GOUSTARD, directeur honoraire de recher CNRS,

service religioux sera lundi novembre, à 11 heures, en l'église a Saint-Chéron (Essonne). M. Chinda Milhad et M=,

MI Geneviève Gras, et itte enfants. and is doubeur in the same of the same of M= Male GRAS,

née Barras, Manosque, le III

 Michel Guieu, ont la douleur de faire part Li décès de

M. Michel GUIEU,

survenu la 🍱 🔤 1992, à Milan (Italio).

La cérémonie religieuse sera célébrés le 2 novembro, a 11 heures, on l'église de Villeneuve-la-Salle (Hautes-

ion lieu in faire-part.

ser parents,
Mª Jacqueline Guiot,
M. et Mª Jean-Francis Guiot-Filpo,
Jean-Schestien, Jean-Christophe,
Let Malherbe,
Malherbe,

frères, belles-acurt, neveux interes, Lectoreq, M= Lectoreq, Barillot, Toute la famille Et mamis, ont a douleur in the peri in départ

accidentel 📺

M. Alain GUIOT.

survenu il Paris, il 10 octobre 1992, à

religiouse III A-novembre, II 4 heures, II èglise Saint-Philippe-du-Roule,

L'inhumation aura lieu au (Nord).

Cet avis in lieu in faire-part. 7, rue au Docteur-Germain-Sée, 75016 Paris. 249, avenue in l'Hippodrome, WIEL Lambersart.

Et l'ensemble personnel, ont douleur de la r du départ

M. Atain GUIOT, président Kennedy, Videosystem

1992, i

Videosystem Videosystem,
107, rue du Faubourg-Saint-H
104, avenue du Président-Kennedy,
75016
Compagnie financière Passy Kennedy,
79, rue La Boétie,
75008 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires bénéficiant d'une réduction sur le insertions du « Carnes du Monde »

- Les volontaires du ATD Quart Manan et de la famille (†) Mary RABAGLIATI,

qui vient M nous quitter, le mercredi 1892, I Méry-sur-Oise, dans

Mary, l'age vingt rejoint le Joseph Wresinski familles grande pauvreté au camp sans-logis de Noisy-le-Grand. son

18,000

ggreen in

350

20 mg - 1 mg 1

TIL

The state of the s

great and a second

The Section 1

Application of the second

Care Care Care Care

harman and a

Brown and the

CONTRACT OF A CONTRACT OF A

PACE 7 TO THE

11

porture that the second

BEATTER OF THE

Daire Service in a

M Services (1997)

GAS LET CELLS RETAIN

deséquent la maria

OCCUPATION OF A

SSTO ATTO COLUMN

OCCUPATION OF STREET

edergram in a con-

preference a programming

Professional and a

Plaga, Langer Co.

paracous and a series

Sample of the second

Maria de Distremina de

Preter

de cocces productions

CONFIGURATION -

du GATT TO THE TO

permental : 2000

au 500 ----

Achanges of managers

factices (Table 1)

POPINSO THE PLANT OF THE

audume babble (10 mg/g)

Les Charles Lines 2

Sur le commande de la la

General Control

dollar cr.: Co....

niductions and the second

drags de Tanta de la constant

Schanges to on the same of

alégiores 2-41

us tebtischen

6 56C2TO 22 2 2 17 la propaga-je

Sefforce So

nos partena ver

graz chimit 2

12000

· Sanday

Affect St.

Son at a second

la motorialità de la marketonia de la motorialità della motorialit

Soule Street Barrier

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

MOUNTE

May lamate to the

densite of a lang.

COSTO L. Property

mercen at the second

gate care of the second

Service and the service and th

THE PARTY OF

POLICE TO MENT OF THE PARTY

BORDA 817 19 19 19 19

Water Fred Park

Company of the 255 C. A. C.

Complete

CONTRACTOR OF THE PARTY

a Dire : Je les ou m'alment ». va profond.

m'ont appris nous
semblables, c'est u grande vérité
d'amour. profondeur,
humains, des enfants
si vous préférez, moi
c'est u chose.

Vras qui l'almez, vous pouvez de prières, fleurs au dons.

ATO Quart Monde volonteriet, Vaux, Corgy-Pontoise

Anniversaires de mariage

- Fableane et Jean-Jacques.

C'est tous lei, chez vous, ce soir, que dix ans de vie commune.

Tous nos vœux yous accompanent.

Que votre bonheur se prolonge. Nous vous embrassons. You amis.

> **CARNET DU MONDE** Renesionements : 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T.

Toutes rubriques Abomés et actionneires _ 85 F Communicat. diverses 100 F Theses étudients

> Destiné aux lycéens et aux étudiants

Un concours d'éloquence sur le Japon

Les principales industries japoces principales industries japonaises, représentées par l'International Communication
Council (IBCC), organisent, pour le
deuxième année, un d'expression Japon. Cette manifestation patronnée par les
ministères français affaires
étrangères, l'éducation et de la culture, l'ambanade au Japon, la Conférence grandes écoles, l'INALCO, la Centre japo-nais extérieur (JETRO), des compagnies aériennes et de médias, dont le

Les soumettre, avant le la décembre, un dermin écrit 🛍 enregistré 🌃 🚾 🍱 🚻 📹 dépassant cinq minutes, dépassant cinq minutes, français pour le étudiants le grandes le chi apponais pour les langue nippone. L'épreuve proposée aux lycéens étudiant japonais un essai en français d'une phrase Les vainqueurs de chaque catégorie ront un voyage au Japon. D'autres prix seront attribués aux finalistes.

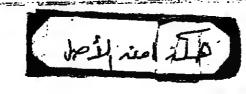
Le japonais 🖼 🗖 🕮 en France dans vingt-quatre lycées de collèges par 2 300 de la collèges qu'en 1985) ainsi par 3 Cette année, un DESS d'éveil stratégique et entel l'uni-

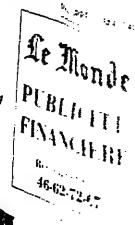
► Les participants devront envoyer leurs discours à IRM Europe, 174, boulevard Hauss-mann, 75008 Paris. Tél.: 45-62-92-35.

TAILLEUR HOMME - DAME Joseph CASSARO 12, rue Faiguière

75015 Paris Métro : Faiguière Montparnasse

Tél.: 43-20-79-20





En septembre, le chômage a augmenté de 1 % en données corrigées, selon les statistiques

publiées le 29 octobre par le

ministère du travail. Cette

hausse intervient après deux

mois de baisse et ramène le

nombre de demandeurs d'emploi au niveau de mai ou de juillet,

Avec 29 400 chômeurs de plus en données corrigées, l'augmentation de 1 % intervenue au mois de septembre, et de 4,9 % en un an, est un mauvais signe que confirment les autres indicateurs, rendus publics par le ministère du travail. De 2 910 500, en données corrigées, le nombre de demandeurs d'emploi devient 2 968 700 en données brutes, et, avec une hausse de 72 799 (+ 2,5 % en un mois, + 4,8 % en un an), dépasse ainsi le record historique de janvier 1992. Même l'évaluation selon les critères du BIT (Bureau international du travail), qui estime le nombre de chômeurs à 2 557 000, enregistre une dégradation de + 5,7 % en un an. En conséquence, le taux de chômage par rapport à la population active, de 10,3 %, progresse de 0,5 point, toujours en un an.

toujours en un an.

Deux phénomènes conjoncturels ont amplifié la détérioration, plus structurelle, du marché du travail.

D'une part, les inscriptions de jeunes à la recherche d'un premier emploi, soit 98 500, en hausse de 4,8 % sur l'an dernier, se sont davantage concentrées sur ce mois de rentrée. D'autre part, l'ANPE a enregistré l'arrivée massive (+9,5 % par rapport à septembre 1991) de 201 000 personnes à l'issue de contrats de travail à durée déterminée.

An cours du mois, et en compa-

determinée.

An cours du mois, et en comparaison de l'an passé, le volume des
entrées nouvelles au chômage s'est
gonflé de 3,5 % en données corrigées et de 5,8 % en données
brutes. Avec 44 700 personnes, le
flux des licenciements économiques ne cesse de grossir, puisqu'il
est de 11 % aupérieur à celui de
l'an dernier. Ce qui signifie que le
mouvement de pertes d'emploi ne
se raleatit pés.

Baisse du chômage de longue durée

Parallèlement, le volume des sorties de l'ANPE, déjà moins élevé que celui des arrivées (435 000 contre 502 000, en don-

nées corrigées), est stable en don-nées corrigées sur un an. Ce qui,

la encore, tend a demontrer que

se ralentit pes.

soit 2 910 500.

moitié de ces départs des listes du chômage, ont diminué de 2,6 % en

Malgré l'intense mobilisation dont elle fait l'objet, la politique de l'emploi ne modifie pas fondamentalement ces données. Certes, le nombre des entrées en stage augmente de 24,4 %, notamment du fait de l'opération en faveur des chômeurs de longue durée qui a, de plus, entraîné les deux tiers, des 17 000 radiations (+ 369 % en un an). Mais tous les autres programmes, à l'exception des exoné-

un an). Mais tous les autres pro-grammes, à l'exception des exoné-rations de charges pour l'em-bauche d'un premier salarié, du contrat de retour à l'emploi ou des emplois familiaux (122 000, dont la moitié seraient « blanchis »), semblent parvenus à saturation, n'évoluent guère par rapport à l'an passé ou ne tiennent pas leurs pro-messes. C'est le cas du dispositif PAQUE pour les jeunes en diffi-culté qui totalise 8 000 bénéfi-ciaires pour 70 000 places ou des

cuite qui totalise à 000 bénéficiaires pour 70 000 places ou des contrats emploi-solidarité (290 000 en septembre). Depais que ces derniers privilégient les chômeurs adultes de longue durée, les gains, en nombre (+ 40 000 sur un an), se seraient réalisés au détriment du mublic traditionnel

un an), se seraient realises au détriment du public traditionnel des jeunes, à cause d'un effet de substitution. En outre, de 30 000 à 50 000 postes de CES resteraient vacants, en dépit de l'ardente sollicitation exercée sur les établissements publics, les associations ou les collectivités locales.

M. Pierre Bérégovoy. Pour le qua-trième mois consécutif, le chômage de longue durée diminue

de 2,7 % en un mois mais aug-mente de 5,7 % en un an. Il y a 889 000 chômeurs de plus d'un an

Un seul résultat est

Lourd sacrifice pour les actionnaires de Lucia

Les actionnaires de M. Christian Pellerin, le «père de la Désense», consentent un gros sacrifice financier pour sauver le groupe frappé par la crise aigue de l'immobilier (le Monde du 31 octobre). Vendredi 30 octobre, après d'ultimes tergiversations pour aboutir à un texte béni des autorités boursières, le plan de recapitalisation et de réorganisation de Lucia a été dévolé. Le sauvetage de Lucia a éte dévolé. Le sauvetage de Lucia est un nouvel exemple de la «solida-rité de place» qui s'opère sur l'im-mobilier, les actionnaires et créanciers des groupes ne pouvant les laisser «tomber» compte tenu de

Ancienne société de négoce international en Indochine recon-

ciers. Ces opérations, précise l'entreprise, permettront «une restructuration vigoureuse» des deux filiales de promotion du groupe, Sari et Seeri (dont Lucia est action-naire à 35 %).

D'autre part, la société va rece-voir de l'argent frais de ses action-naires actuels (Axa pour 25 %, BNP pour 5 % et Olipar pour 62 %) ou de nouveaux venus (la Compagnie générale des caux, Suez, Paribas et le Crédit lyonnais). L'opération se déroulera sous deux formes. D'une part, le capita va être augmenté de 800 millions de francs: Axa apportera 240 mil-lions de francs, la Compagnie géné-rale des eaux 150 millions, la BNP 150 millions, Olipar 120 millions de francs, Suez 120 millions et Paribas 20 millions. D'autre part, une émission d'obligations convertibles de 300 millions sera faite, souscrite pour 15 millions par AXA, 140 millions par la Générale des eaux, 55 millions par la BNP 30 millions par Olipar, 30 millions par le Lyonnais et 30 millions par Paribas. Sous réserve d'un prix de souscription de 300 francs par action, le capital sera composé ainsi: Olipar (38,5 %), Axa (27 %), BNP (12 %), Générale des eaux (9,5 %), Suez (7,5 %), Paribas (1,2), le reste (4,3 %) étant sur le marché.

l'ampleur de leurs engagements.

vertie dans l'immobilier, dont M. Pellerin a pris le contrôle en 1983, Lucia avait depuis cette date une activité qui dépassait large-ment celle d'une seule foncière. Elle subit donc une sévère cure d'amaigrissement : ne subsisteront plus dans son périmètre direct que les immeubles de la Défense (80 000 mètres carrés achevés et 51 600 en construction ou en cours de rénovation) et des participations financières limitées. Lui sera reti-rée, pour être réaffectée entre ses partenaires, la responsabilité opéra-tionnelle et financière de certaines de ses opérations, de ses activités d'exploitation et de ses droits fon-

Une délégation du CNPF à Buenos-Aires

M. Carlos Menem apporte aux industriels français la confirmation de sa détermination libérale

geants du pays, dont le préside notre envoyé spécial dent Carlos Menem et le ministre de l'économie, M. Dominguo Cavallo, la délégation de responsables d'entreprises françaises conduite en Argentine du 23 au 28 octobre par M. François-Xavier Ortoli, président de CNPF International, a pu constater que, maigré la période délicate que traverse ici l'économie (avec, notamment, l'émergence chute de la Bourse), les autorités de Buenos-Aires restent déterminées à poursuivre le processus de réformes libérales engagé

Ouverture

commerciale

ciales entre les deux grands pays (l'Argentine accusant brusquement un important déficit avec le Brésil) devrait pouvoir être réglée par des solutions temporaires. « Le calendrier prévu sera maintenu », a déclaré le président argentin. Dans un discours télévisé, M. Cavallo a annoncé, mercredi 28 octobre, la mise en place de taxes à l'importation et d'aider les industriels locaux. d'aider les industriels locaux.

Rappelant sa politique d'ouver-ture commerciale, de réforme de l'Etat et de libéralisation, M. Menem a confirmé enfin qu'il allait engager une profonde réforme du droit du travail et qu'il n'était malgré les pressions de certains exportateurs, une remise en cause de la parité actuelle de la monnaie argentine, le peso. Depuis la loi de convertibilité d'avril 1991, un peso per la delle de la monnaie de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la delle de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la delle de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la delle de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de le convertibilité d'avril 1991, un peso peso per la collection de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de le convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la convertibilité d'avril 1991, un peso per la collection de la vaut un dollar.

Pour M. Ortoli, l'Argentine est engagée aujourd'hin dans « une révo-lution programmée », dans « une utopie réaliste ». Impressionné par la uiopie reauste ». Impressionne par la cohérence du programme économique de M. Menem, par sa détermination et par la qualité de ses équipes, le président de CNPF International estime que le pays est pour les entreprises françaises » un pari à tes entreprises françaises à un par u prendre ». Un avis que partagent les pouvoirs publics. La COFACE vient d'améliorer les conditions des garan-ties accordées sur le pays. Et Paris va consentir à Buenos-Aires un pro-tocole financier visant à inciter les DAGE formaisse à color en Armentine PME françaises à créer en Argentine des sociétés communes.

ERIK IZRAELEWICZ

Associé à Total et à Triton BP réévalue à la hausse les réserves

du gisement géant de Cusiana (Colombie) Le gisement de pétrole de gisement de Forties (2,5 milliards

Cusiana, en Colombie, devrait tenir ses promesses. « Dans l'état actuel des forages », le volume de ses réserves est évalué à 1,5 milliard de barils de brut et de condensats par la British Petro-leum, opérateur sur le gisement (40 %) aux côtés de la compagnie française Total (40 %) et de l'amé-ricaine Triton (20 %), selon un communiqué publié, jeudi 29 octobre, par le pétrolier britan-nique. BP a également révélé l'existence à proximité de Cusiana - et sur le même bloc d'exploration - d'une seconde structure dont les réserves seraient de l'ordre de 500 millions de barils.

S'il fandra attendre le premier semestre 1993 avant d'avoir une évaluation définitive des quantités en place, Cusiana, avec son brut «léger», se présente d'ores et déjà comme une découverte exceptionnelle. BP n'avait pas fait mieux depuis la mise en évidence du

de barils), en mer du Nord, au début des années 70. Et il faut remonter à la même époque pour trouver une découverte d'une telle ampleur sur le continent américain (avec le gisement de Prudhoe Bay, en Alaska). La Bourse a réagi à la réévalus-

tion des réserves de Cusiana (la précédente évaluation faisait état de 900 millions de Barils). Vendredi, à la Bourse de Paris, l'ac-tion Total a gagné 2,5 %, pour une hausse du CAC 40 limitée à 0,67 %, tandis que BP s'est apprécié de 2 pence au Stock Exchange de Londres. Ce n'est pourtant pas avant 1993 et la fin des travaux d'exploration que les compagnies présentes sur Cusiana pourront inclure dans leurs comptes les réserves du gisement, dont 50 % reviendront alors à Ecopetrol, la compagnie pétrolière nationale colombienne.

GATT: sang-froid et propagande

A Chicago dimanche, à quarante-huit heures de l'élection présidentielle américaine, M. Edward Madigan, le secrétaire à l'agriculture des Etats-Unis, et M. Ray Mac Sharry, le commissaire européen compétent, vont se retrouver pour une uitime tentative pour sortir l'Uruguay Round de l'impasse. On fait difficilement plus théâtral, et la mise en condition, orchestrée par Washington, relayée par la présidence angleise de la Communauté avec des appuie certains au sein de la Commission, est impressionnante. Son objet est, à l'évidence, de faire céder finalement les Européens devent les exidences américaines sur la dossier des échanges agricoles. Car rien n'indique que la négociation par fax et téléphone des derniers jours ait permis de rapprocher les points de vue. Il faut craindre que l'accord, s'il se fait à Chicago, implique des concessions dures à supporter pour les paysans européens et allant bien au-delà des contraintes de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Or, rester dans les limites de la réforme était la ligne de conduite plus ou moins expecitement fixée par les Douze. Sera-t-elle tenue?

NO DE LA GRANC

5 14 2 7 3

1.30%

1. W 3.312**

20 70 4 33

1995 - 19

201003 201003

- hyd

August .

- 1, Tels

-- 1983

V-2000

a roke

MIGH

and court

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a déjà fait savoir que la France n'avaliserait pas un arrangement déséquilibré. Compte tenu des circonstances, garder tion sang-frold et refuser le tentative de culpabilisation engagée contre la France semble opportun. Le libéralisme dans les échanges est certainement. préférable au protectionnisme. Et une conclusion heureuse de l'Uruguay Round aurait un effet psychologique appréciable. Prétendre cependent, comme s'aventurent à le faire des experts de l'OCDE (Or de coopération et de développement économique) et du GATT, qu'un accord permettrait d'accroître de 200 ou 500 milliarda de dollara les échanges internationaux et favorisereit grandement une reprise mondiale ne repose sur

aucune base sérieuse. Les fluctuations aberrantes du dollar ont beaucoup plus d'effet sur le commerce que les réductions homéopathiques des droits de douane négociées à Genève. Les engagements susceptibles d'être pris sur les échanges de services demeurent aléatoires, Bref, l'Uruguay Round ne représente certainement pas le sésame pour la prospérité que la propagande anglo-saxonne s'efforce de nous vendre. Meis l'attitude en permanence défensive de la France exaspère. nos partenaires et risque de sa retourner contre nos intérêts : sous forms de rétorsions commerciales, mais aussi d'un regain de tensions à l'intérieur de la Communauté. Plusieurs membres du gouvernement ont affirmé ces dernières semaines souhaitar que l'Uruguay Round soit achavé avant le fin de l'année. Last temps de gagner la mobilité nécessaire pour y parvenir.

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE

PHILIPPE LEMAITRE

Repseignements: 46-62-72-67

l'Be-de-France (CILIF) (le Monde du 8 octobre), le Comité interpro-D. M. André Leur quitte la présidence de la Mutualité sociale agricole. - M. André Laur, président rité sociale, a annoncé, jeudi 29 octobre, son intention de quit-ter ses fonctions le 25 novembre. lors du prochain conseil d'administration. Président de la MSA depuis dix-huit ans et administrateur depuis quarante-deux ans, M. Laur a jugé « souhaitable de ne pas attendre la fin de son mandat ».

a La FGA-CFDT réclame des accords de reconversion dans l'agrohaite aussi que l'on se se penche des pluri-actifs et des saisonniers ». Au ministère, on s'est engagé à ce que des accords tripartites (Etat, patronat, syndicats) soient conclus d'ici au mois de février.

Une précision du CILRIF. - A interprofessionnel du logement de tions en devises, adoptées en sep-soire. - (AFP.)

fessionnel du logement des régions de France (CILRIF) nous a adressé une mise au point. La proximité des sigles pouvant provoquer une confusion, le CILRIF nous demande d'indiquer qu'il ne faut pas le confondre avec le CILF. Le CILRIF, situé 45, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris (Tél: (1) 48-01-82-10), est un organisme collecteur du 1 % logement portant le numéro d'agrément 83, publié au Journal officiel du 24 octobre 1982. Le CILIF, ini, est interdit de col-lecte depuis mai 1976.

Crédit naval : l'activité continue grâce à un montage financier. - Les dix-sept sociétés de développement régional (SDR) et les autres action-naires du Crédit naval - parmi les-quels Pallas et Worms et Cie sont parvenus à adopter, vendredi 30 octobre, un montage financier pour lui permettre de poursuivre son activité. La moitié des créances du Crédit naval, soit un montant brut de 1,3 milliard de francs, vont être tranférées à une nouvelle structure - une société anonyme, et non un établissement financier, dont la dénomination sera détermi-née ultérieurement - permettant au Crédit naval une reprise de provisions de 330 millions de francs. Le financement du secteur maritime constituera à l'avenir la seule activité du Crédit naval, pour lequel les responsables prévoient un pro-duit net bancaire de l'ordre de 30

ravant, - (AFP.)

tembre en pleine tempête moné taire, a affirmé, vendredi 30 octobre à Madrid, le directeur général de la banque centrale, M. Gonzalo Gil. Début octobre, la Banque d'Espagne avait levé une grande partie du contrôle des changes instauré à la mi-septembre pour freiner les pressions sur la peseta. Cependant, les banques privées espagnoles et étrangères doivent roujours déposer auprès de la Banque d'Espagne la totalité de l'augmentation de leurs avoirs en devises. - (AFP.)

en données corrigées et la

moyenne d'inscription, de 348

jours, a baissé de 14 jours depuis

septembre 1991. Il semblerait

aussi que le licenciement des plus

de 50 ans soit freiné. Mais, par contrecoup, le chômage des

jeunes, et surtout des jeunes hommes (+3,6 % en un an) s'ac-

Reçue par les principaux diri-

ALAIN LEBAUBE

D Les réserves de la Banque d'Ita-lie ent chuté de 120 milliards de francs en septembre. — Entre juillet et septembre, les réserves de change de la Banque d'Italie ont chuté de 52 800 milliards de lires (210 milliards de francs, au cours actuel de la monnaie italienne). C'est en septembre, au moment où la lire a été victime d'attaques spéculatives et contrainte de quitter le SME (système monétaire euro-péen), que la chute des réserves a été la plus forte, atteignant 30 000 milliards de lires (120 milliards de francs). Fin septembre, les réserves de changes s'établissaient à 20801 milliards de lires.

Un tribunal de Syracuse assigne M. Parretti à domicile. – Un tribu-nal de Syracuse (Italie) a ordonné, vendredi 30 octobre, l'assignation à domicile du financier italien Giancarlo Parretti. La mesure n'est pas immédiatement exécutoire, en l'at-tente d'une décision de la Cour de cassation. M. Parretti avait été de fait incarcéré à Syracuse sous l'inculpation d'avoir fraudé le fisc itatien par l'intermédiaire d'une donzaine de sociétés, à hauteur de 150 milliards de lires (600 millions de francs), puis remis en liberté provi**BUENOS-AIRES**

Lors de l'entretien qu'il a accordé à la délégation patronale conduite par M. François-Xavier Ortoli, mardi 27 octobre, le président Menem, très soucieux de voir les Français confirmer, en 1992, leur position de principaux investissenrs étrangers en Argentine, acquise en 1990 et 1991, a indiqué que l'Etat allait poursuivre activement son programme de privatisations, avec notamment la vente, en 1993-1994, de la compagnie pétrolière d'Etat Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPF). Les entreprises françaises – publiques pour la plupart! – parti-Lors de l'entretien qu'il a accordé publiques pour la plupart! - partipubliques pour la plupart I – participent activement à ce processus. France Télécom est déjà, depuis deux ans, actionnaire important de Telecom Argentina. Des firmes françaises sont candidates aux privatisations pour le métro, la distribution d'électricité, la sidérurgie, la poste ou encore la distribution des eaux à Buenos-Aires. M. Menem a indiqué ou il souhaitait que les provinces. qu'il souhaitait que les provinces, autonomes, engagent aussi des priva-tisations et qu'elles développent plus rapidement la concession de certains services publics.

Interrogé sur l'avenir de Mercosur (l'alliance entre le Brésil, l'Argentine, l'Urnguay et le Paraguay), M. Menem a expliqué que les difficultés politiques actuelles du Brésil ne devaient pas remettre en cause ce projet d'union douanière. La brutale détérioration des relations commer-

les entreprises hésitent à embau-cher : les offires déposées à l'ANPE en cours de mois (52 000) sont en retrait de 15,3 % sur l'an dernier. D'ailleurs, les reprises d'un emploi, qui représentent à peine la **EN BREF**

> de la Mutualité sociale agricole (MSA), deuxième régime de Sécuen 1995, pour mettre un terme à sa mission. Cette décision, a-t-il précisé, a été prise pour des raisons de convenance personnelle.

> > accurda de reconversion dans l'agro-alimentaire. — Premier syndicat dans l'agriculture, la Fédération générale de l'agro-alimentaire (FGA-CFDT) organisait une mani-festation vendredi 30 octobre à Paris. Son secrétaire général, M. Jean Alègre, à été reçu au ministère de l'agriculture. L'objec-tif était de demander la signature d'accords de reconversion et de tif était de demander la signature d'accords de reconversion et de formation pour un ensemble de professions qui devraient perdre 50 000 emplois dans les cinq ans à venir, dont 12 000 dans le secteur céréalier et 2 500 dans la filière du champignon. La FGA-CFDT sou-haite aussi que l'on se se nenche sur les lois e garantissant les privi-lèges des coopératives agricoles » et réclame « l'officialisation des statuts

millions de francs, contre 45 aupa- Le contrôle des changes ne sera
pas totalement aboli en Espagne avent l'an prochain. - La Banque la suite de la publication d'une d'Espagne ne lèvera pas avant la information sur la suspension du fin de l'année les restrictions conseil d'administration du Centre pesant encore sur certaines opéra-

Le poids des taux

INDICE CAC 40

Le vent d'Est, et les rumeurs qu'il portait d'une prochaine détente des taux en Allemagne, principal artisan de la

hausse la semaine dernière, a soufflé différemment cctte semaine. «Avec 3,5 % d'inflation, comment voulez-vous qu'ils baissent leurs taux? Peutêtre y parviendront-ils avant Nobl, et là encora, rien n'est moins sûr. » Ce coup d'arrêt à la baisse des taux, évoqué par un opéra-teur, a pesé toute la semaine sur le marché parisien. Si, au cours de la période passée, les valeurs françaises s'étaient appréciées en moyanne de 6,1 % - du jamais vu depuis quatre ans, - celle qui vient de s'écouler se solde par un bilan négatif de 1,35 %, l'indice CAC 40 étant revenu à ses niveeux du début de l'année.

Le nouveau terme boursier de novembre avait, dès lundi, commencé dans le calme. A la bonne orientation matinale avaient succédé des prises de bénéfices qui, malgré une sensible réduction des gains, avaient permis à l'indice de conserver une avance de 0.25 %. La cote devait, le landemain, progresser d'autant, alors que la détente observée sur le loyer de l'argent au jour le jour n'a pratiquement pas eu d'impact sur la tendance. Dès le mercredi, changement de registre : alors que l'espoir d'une balace des taux

30-10-92

30-10-92

30-10-92

Consommation non alimentaire

30-10-92

30-10-92

12.

Crédit et banques

Bâtiment et matériaux

AXA ...

Groupe Victoire

Chimie

Plantic Oronium. Rhône-Poul, Cl., Roussel-Utini

Diff.

8,30

Ditt.

- 3 - 70 - 30 + 360 + 4,20

Diff.

13.30

8.10

Diff.

12,4 10,5 15 23,5 3,8 3,0,5 5,5

50 17 33 4,8 INCH

Demie

Agroalimentaire

allemands s'éloignait, le marché chuta en séance de plus de 2 %, pour ne plus céder en clôture que

La morosité devait sa poursuivre le jeudi. La baisse de 2,5 % du taux de prise en pension de 5 à 10 jours décidée par la Banque de France, pour le ramener à 10,5 %, ne suscite que peu de réactions chez les opérateurs. En réactions chez les opérateurs. En revanche, ils furent beaucoup plus sensibles aux dernières déclara-tions du président de la Bundes-bank, M. Helmut Schlesinger, asti-ment que le taux d'inflation était ancore trop élevé en Allemagne, écartant ainsi toute possible d'une rédistion des taux d'imérêt d'une réduction des taux d'intérêt allemands. Ce qui devait être confirmé à l'issue de la réunion bimensuelle du conseil de la Bundesbank. Au final, les valeurs françaises ont abandonné ce jour-là 1,09 %.

Une nouvelle valeur

La dernière séance de la semaine a été heurtée. Après un début de séance en progression symbolique de 0,3 %, le principal indicateur de la place a cádé au plus bas 0,81 %, svant de reprendre le chemin de la haussa après plusieurs tentatives infructueuses. En s'établissant en clôture en hausse de 0,67 % à 1 742,40 points, l'indice CAC 40 a fluctué dans une fourchette de 1 % de hausse à 0,8 % de baisse. Une explication, toutefois,

pour justifier la volatilité du marché à la veille du long week-end de la Toussaint - la Bourse châment jundi 2 novembre, - l'arrivée à échéance des contrats d'aptions et des futures sur l'indice CAC 40.

Aux valsurs, on relèvera cette semaine l'envolée de Sextant Avionique, avec 21,2 % de gains pour la seule séance de lundi, la forte baissa de Majorette (-21,9 %) mardi, après deux jour-nées de réservation à la baisse, consécutive à la publication de ses pertes semestrielles. Le lendemain, en revanche, le titre était réservé à la hausse. Ce même jour, Métrologie se reprenaît de près de 10 %, après la baisse consécutive à la transmission per la Commission des opérations de Bourse (COB) de son repport au parquet (le Monde des 23 et 24 octobre).

Un communiqué de la Société des Bourses françaises annonçait, vendredi 30 octobre, la suspension de cotation des titres Métrologie à sa demande. Le groupe devrait soumettre à ses actionnaires, lors d'une assemblée générale extraordinaire, son projet d'augmentation de capital de 66 millions de francs.

Le marché a réservé un accueil mitigé à l'annonce de la privatisation partielle de Rhône-Poulenc (le Monde du 31 octobre), le certificat d'investissement privilégié (CIP) abandonnant 6 % en deux séances. Le certificat de Total.

Immobilier et foncier

Investissement

et porteseuille

30-10-92

30-10-92

Diff.

Inch 8,10

Diff,

tout comme le titre, a, en revanche, bénéficié de la décou-

verta d'hydrocarbures sur le gise-

ment de Cusiena, en Colombie

qui pourrait conduire le groupe à

accroître ses réserves de pétrole

Enfin - fait trop rare pour ne

pas être signalé, ~ la cote du second marché accuellera, mardi

3 novembre, une nouvelle valeur.

Il s'agit de Lacroix Industries,

entreprise spécialisée notamment

dans la signalisation routière tra-ditionnelle et électronique.

100 442 actions représentant

10 % du capital de la société

seront mises en vente, au prix

d'offre unitaire de 280 francs.

Lacroix Industries, dont le siège est situé à Saint-Herblain (Loire-

Atlantique), emploie 1 388 per-sonnes. Elle devrait enregistrer un chiffre d'affaires de 760 millions

de france sur son exercice clos à

la fin septembre 1992. Le béné-

fice net de la société devrait

s'élever à 38 millions de françs.

La société envisage une augmen-

tation de capital. Pour le prochain

exercice, le groupe prévoit une progression de ses résultats de l'ordre de 10 à 15 %. Selon les

intermédiaires financiers respon-

sables de l'introduction (Europe

Finance et Industrie, la Société de

Bourse de Portzamparo, le CIO et

le Crédit lyonnais), à ce prix d'of-fre, l'action valorise 7,4 fois le

bénéfice net sur l'actuel exercice

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Métallurgie, mécanique

30-10-92

178,1 372 1451 235 290 143,7 67,1

30-10-92

98,5 25,2 60,46 39 11,6 8,6 13,8 19,8

30-10-92

85,10 390,20 241,50 763 615 243,30

30-10-92

30-10-92

Sicomi ou ex-sicomi

Transports, services

Mines d'or, diamants

Pétrole

ELF-Aquit imp-ELF...

+ 6,1 + 27 - 38 - 27 + 16 - 16,3 + 0,1

+ 23 - 18 + 29 + 21 + 10

2.5 - 0,1 - 0,05 - 0,25 - 0,25 - 0,8 + 0,2 - 3,4

Diff.

+ 0,80 + 8,5 + 0,30 + 23 - 40 + 3,10

+ 19 + 8,90 - 9 + 6,90 inchespi + 2

DHY.

15 27.1 36 1,7 10.8 1.1 3

27 57 1.3 5.7 0.5

clos fin septembre.

brut d'au moins un tiers.

Espoirs de reprise

BACKE DOW JONES

NEW-YORK

A quelques jours de l'élection présiden-tielle américaine, Wall Street a enregistré des gains modestes 12 semaine dernière, soutenue par les espoirs d'une acce-

espoirs d'une acce-lération de la reprise économique, quel que soit le candidat élu le 3 novembre. L'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes a ter-miné vendredi à 3 226,28 points, en hausse de 18,64 points (+0,6 %) par rapport à la semaine précédente

Certains analystes estiment pourtant que le nouveau président, quel qu'il soit, héritera de l'économie dans son état actuel et ne pourra pas faire de miracles dans le futur immédiat. Par ailleurs, plusieurs investisseurs se sont consacrés en grande partie à la mise à jour de leurs portefeuilles et, l'écart entre le candidat démocrate Bill Clinton et le président George Bush s'étant nettement réduit, ils ont préféré racheter les valeurs santé et revendre les titres de la construction.

Les premières avaient en effet perdu du terrain torsque M. Clin-ton bénéficiait d'un avantage

important sur M. Bush, en raison des craintes qu'une administration démocrate ne réduise les gains du socieur santé (privé). Les titres de la construction avaient par contre progressé, M. Clinton prévoyant dans son programme des investissements plus importants dans les

L'attention

6.

100 mg

120 m 142 m

G77

Carry

 $2\alpha \varphi = \varepsilon$

25.

200

mi. mi. i a

Ig:

 C_{23}

MATIEFES PRESENTED TO

9

4

infrastructures.
Indice Dow Jones du 30 octo-

bre: 3 226,28 (c.	3 207,64).
	Cours 23 oct.	Cours 30 oct.
Aloos ATT Boeing Chase Man. Bank Ou Pont de Nemours Eastman Kodak Excon Ford General Electric General Motors Geodycar IBM TT Mobil Oil Piter Texaco UAL Corp. (ex. Allegis) United Tech. Westinghouse	1/2 /8 43 5 5 1/4 1/5 8 5 1/4 42 1/4 62 1 1/4 62	69 5/8 43 6/8 36 24 48 3/8 61 1/4 36 1/2 76 5/8 30 3/4 66 7/8 65 1/8 663 1/2 60 1/2 60 1/2 61 1/2 62 1/2 63 1/2 64 1/2 65 1/2 67

TOKYO

Sous les 17 000 points

La Bourse de Tokyo a baissé cette semaine, dans un marché peu actif,

LONDRES

les perspectives de reprise économique restant toujours aussi floues et la. situation politique japonaise continuant à préoccuper les investisseurs. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture vendredi à 16 767,40 points, en baisse de 350,25 points (-2 %) par rapport au vendredi précédent, et est repassé sous le niveau des 17 000 points. A l'exception de mardi points. A l'exception de mardi, l'indice a perdu du terrain tous les

jours de la semaine. En l'absence de nouvelles favora-bles sur la croissance, le marché japonais a suivi de près l'évolution des taux d'intérêt allemands, susceptible en cas de baisse de per-mettre un nouveau reflux du loyer de l'argent japonais, mais ce fragile espoir a été déçu. Les déclarations faites jeudi par le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, sur la poursuite du ralentis-

Le Stock Exchange

reprend son souffle

- 0,4 %

Après deux semaines consécu-tives de hausse, la Bourse de Lon-

dres a repris son souffle cette

tives de baisse des taux d'intérêt et

le pourrissement de la situation

politique sur les questions euro-

dice Footsie des cent grandes

valeurs a terminé sur une baisse de

11,4 points par rapport au ven-dredi précédent à 2 658,3 points,

soit un repli de 0,4 %. La perspective d'une baisse des taux d'intérêt a stimulé la tendance

en début de période mais les espoirs ont été déçus lorsque la Bundesbank a laissé sa politique monétaire inchangée jeudi. Le dis-cours très attendu du Chancelier de

l'Echiquier, M. Norman Lamont, jeudi soir, devant les banquiers de

la City, a toutefois redonné une

note d'optimisme aux marchés. Il a

mis l'accent sur la croissance et

ouvert la voie à de futurs assou-

plissements de la politique moné-

taire, tout en insistant sur la nécessité d'une inflation maîtrisée. Le

marché attend maintenant avec impatience le 12 novembre, jour

où sera annoncée la partie

dépenses du prochain budget, qui

devrait contenir quelques mesures de relance pour l'industrie. Indices «FT» du 30 octobre

100 valeurs, 2 658,30 (c. 2 669,70); 30 valeurs, 1 963,80 (c. 1 981,70); fonds d'Etat, 94,44 (c. 93,41); mines d'or, 73,20 (c. 76,30).

ennes. Vendredi, en clôture, l'in-

ine, tiraillée entre les perspec-

sement de l'économie japonaise n'ont pas regonflé le moral des investisseurs. Ces propos pessimistes se sont vus confirmés par les résultats semestriels des compegnies japonaises publiés cette semaine, encore infériours aux pré-

visions. Enfin, le climat était également obscurci par les incertitudes politiques japonaises alors que la session parlementaire extraordinaire de quarante jours s'est ouverte ven-

Indices du 30 octobre : Nikkei 16 767,40 (c. 17 117,65); Topix 1 278,91 points (c. 1 296,69).

	23 oct.	Cours 30 oct.
Ajjinomoto	1 270	1 270
Canon	1 270	1 290
Full Bank	1 906 1 320	1 780 1 270
Matsughita Gectric Mitsubishi Heavy	1 150 548	528
Sony Corp.	4 080	4 030

FRANCFORT Faiblesse généralisée -2.3%

La Bourse de Francfort a connu cette semaine un accès de faiblesse qui a concerné à la fois le marché des actions et celui des obligations. sous l'effet de prévisions moroses pour l'économie allemande en 1993. L'indice DAX a terminé la semaine à 1 492,32 points contre 1 526,82 points le vendredi précé-dent, soit une baisse de 2,3 %. Pour la semaine prochaine, les

analystes allemands ne se hasar-dent pas à faire de prévisions, si ce n'est que la Bourse de Francfort réagira à court terme à l'élection du président américain.

Sur le long terme, le rapport d'automne établi per les cinq plus grands instituts de recherche allemands démontre que les prévisions de croissance pour l'année en cours et l'année prochaine ont été sensiblement revues à la baisse, soit 1 % pour 1992 et 0,5 % pour 1993. En revanche, Dresdner International Advisor (DIA) est plus optimiste, estimant que la croissance pourrait être de 1,3 % pour 1992 et 1,2 % pour 1993. Pour justifier son opti-misme, DIA base son scénario sur un fort développement des expor-tations en 1993 du notamment à une baisse du mark contre le dol-

Indice DAX du 30 octobre : 1 492,32 (c.1 526,82).

	Cours 23 oct.	30 oct.
SG	169,70	155,30
ASF	216,70	209,70
Tyer	263	263,70
Trusteczbank	262,30	663,70
Butscheherik	573,70	233,70
Pochat	241	518
Trasadi	625	204,80
Armannen	211	565,60
Guneria	561,30	270

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIERE Renseignements: 46-62-72-67

Electricité et électronique

	30-10-92	Diff.	3	0-10-92	Diff.
Bongrain BSN Eridania Béghin Franagaries Bal LVMH Pamod-Ricard Résny-Coi. Saint-Louis	3220 990 614 3280 3561 405,20 163 1038	+ 180 + 14 - 13 + 100 - 237 + 2,20 + 3,90 - 22	Alcatal-Alethom CSEE Intertedulate Labrel Lagrand Metra Metra Metra Regio-Garin Radiotechnique Sees	641 385 367 528 3 836 194,2 432 288,5 2 030	+ 1 + 33 - 25 + 14 + 91 - 1,8 + 23 - 7
Assurance	<u>s</u>		Schneider	516 126 116	inch. + 10 + 0.5

11	4 (1)	SONT (<u> </u>		_
- 1	Dis	tr	ibı	TÜ)E

- 6 +170		30-10-92	Diff
+ 15 - 22	Alexcionus Sup Box Marchi	1 400 478	- 30 Inch
riaux	Casino	2 291 148 454 333	- 114 - 63 + 61
Diff.	Compt. Modernes. Docks de France	1 182 398	+ 42
- 8 - 21 - 10 - 0,05	Galeries Lafeyette. Guyette Gest. Printerage. Promotile	1 705 1 870 699 525	+ 67 + 70 - 81 - 16
- 2 - 12 + 24,20 - 40 - 13	VALEURS LE	PLUS ACT	IVEME
I- 8			

VALEURS LE TRAITE	LUS ACT	
	Nombre de titres	Valour en cap. (F
Alceted Alesthons	1 263 470 3 165 675	792 768 783 365
El Aquicino	1735500 450350	603074 482788
East (Gip des) LVIM1 Certains	234110 122234	459 532 448 703
	235805	416816

	Nombre	Valour	Valeurs	Hausse	Valours	Bai
	de titres	en cap. (F)	1	3	***************************************	*
hom	1253470	792768	Contract	+ 82,0		- 14
	3165675	783385	lango, Philais	+24,9	Intertechnique	- 12
	1735500	603074	Hall Egraps,	+22.5	Printerpe	-11
	450350	482788	Comp. Entrep	+15.8	Ar. Heres Mid.	1-11
15	234110	459 532		+ 154	Leads industr	- 10
	122 234	448 703	Sextant Av	+134	Cit. Dier Ord	~ 8
	235805	418816	Sile Rouseal	+130	Sfore	- 7
	371 490	385284	CPR-P. Riese.	+125	Jees Latines	l- i
bale	613380	341 191	Fire lead, GE	+11.9	LVBH	- 7
	430475	322 633	SCOR	+11.6	Dreaction	- 7
	807 491	238 540	DR. N.P. de C.			J- 7
	1496427	284 737	Emplitudes		SAT.	- i
win TP	1358430	280554	Clarks		Mile Mil	
	1009135	242 703			Lohan	- 1
						_

	23-10-92	26-10-92	27-10-92	28-10-92	29-10-92		
iM Comptant	3 335 605	2 249 251	1 933 121	2 007 932	1 981 693		
R. et obt. Actions	39 110 751 113 633	30 198 484 88 406			45 887 752 95 499		
Gtal	42 559 999	32 536 121	26 410 191	34 280 337	47 944 944		
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)							
rançaises trangéres		100,8 85,7	101 85,5	100,1 85	99,4 85,3		
	INO	ICES CAC (du	kındi au vendi	redi			
	26-10-92	27-10-92	28-10-92	29-10-92	30-10-92		
ndice gén	466,1	464	465,3	465,3	460,9		
		sase 100, 31 d	lécembre 1987				
ON OAC ARE	1 770 74	1 774 40	1 740 28	1 730 97	1 742 40		

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Notionnel 10 %. – C			stobre 1992	
course	ÉCHÉANCES			
COURS	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93	
Danie -	110,40	111.00	711 10	

110,44

111,08

111,26

111,18

111,38

 \mathbf{f}_{1}

549 183,7 288,8 225,1 179 1929 340 1882 108,2 410,3 486,5 469,5 46 Valeur ou ind

Valeurs à revenu fixe ou indexé				Cours 23 oct.	Court 30 oct
-	30-10-92	Diff.	Altied Lyons	6,32 2,31	8,21 2,33
10 % 1978 9,00 % 1978 9 % 1978 10,80 % 1979 CNE 3 % 1979 CNE 3 % 1979 CNE Per 5 000 F CNE Per 5 000 F CNE 5 000 F	76 78 99,30 103 4945 98,40 mc 102,30	+ 0.06 + 1 + 46 + 0.70	BTR Cadbury Oe Boers Gass Gus IC: Restars RTZ Shell Unitever	5.01 4,51 7 7,80 19,75 10,50 12,21 6,33 5,27 10,82	4,87 4,49 7,13 7,97 20 10,22 11,79

do.s 67.7 COM TO Oct -Office . TO 15 deen! de lan MILES. Re Pair DE AN de la contra del contra de la contra del la con

4

L'attention se reporte sur l'eurofranc

par le compartiment de l'euromark, l'attention tend maintenant mark, l'attention tend maintenant à se reporter sur celui de l'euro-franc. On y attend d'énormes emprunts de la part des mêmes débiteurs, qui viennent de solliciter le marché allemand pour des mon-tants gigantesques. Plusieurs pays europeens, dont la Grande-Bretagne, pourraient bientôt suivre l'exemple de la Suède, qui, peu de temps après avoir levé à Francfort pour 2,5 milliards de DM (soit près de 8,4 milliards de francs), vient d'émettre à Paris, avec un succès considérable, pour six mil-liards de francs d'euro-obligations.

La vigueur de la récente crise du marché des changes a accru les besoins d'empruats de nombreux Etats européens. Parmi ceux dont le crédit est suffisant pour avoir accès, dans de bonnes conditions, au marché des capitaux, certains sont très pressés. Il leur faut reconstituer sans tarder les réserves de devises de leur banque centrale, pour rétablir la confiance dans leur monnaie. La concurrence est vive entre ces débiteurs et les sources de financement peu nombreuses.

Pour ce oui est des bailleurs de fonds, qu'ils souscrivent à des obligations libellées en francs ou en marks, leur profil se ressemble désormais beaucoup, dès lors que les opérations en question sont volumineuses et que les titres seront donc aisément négociables. Il s'agit des grands investisseurs professionnels, banques centrales, caisses de pension, compagnies d'assurances ou organismes de pla-cement collectif. Ces institutions se l'élicitent de la multiplication des emprunteurs de qualité, dans les rares monnaies qui les intéressent. Cela leur permet tout à la fois de diversifier la composition de leur portefeuille, et de bénéficier d'un

revenu plus élevé que celui que procurent les obligations du trésor public, dont la monnaie sert à libeller les emprunts. Ce point est particulièrement intéressant, car il met en évidence un développement tout à fait récent.

Les transformations du marché allemand

Jusqu'à très récemment, un pays étranger qui s'endettait en marks pouvait obtenir des conditions qui ne différaient guère de celles consenties au gouvernement de Bonn même si, d'une façon générale, les experts s'accordaient à juger sa signature moins bonne que celle de la République fédérale. A présent, il faut débourser nette-ment plus, la différence dépendant de la façon dont le crédit est apprécié, comme s'il y avait une sorte de barème officiel à respecter. Ce développement nouveau s'explique par les transformations que connaît depuis peu le marché alle-mand, qui attire de plus en plus les grands investisseurs internationaux. Auparavant, comme les euro-emprunts en marks étaient surtout destinés au grand public, les cri-tères d'évaluation étaient très différents, beaucoup moins rigoureux.

Le fait est que cette évolution toute fraîche a conduit la Suède à offrir une prime du même ordre par rapport aux titres de référence du gouvernement français (46 points de base) que celle dont il lui avait fallu s'acquitter, deux semaines auparavant, par rapport aux bons du Trésor de la Républi-que fédérale (45 points). C'est la première fois qu'une telle similitude se dégage sur les marchés du franc et du mark, et elle est tout à fait significative. La durée de ce nouvel emprunt suédois à taux fixe est de cinq ans. Le rendement sur

au départ compter était de 8,6 %. L'affaire est une réussite totale, et les obligations ont trouvé preneur en Europe et en Asie. La direction de l'opération était confiée à trois banques, Paribas, qui en assurait le secrétariat, la Caisse des dépôts et un établissement d'origine britanni-que, SG Warburg. Les deux banques françaises ont également conclu avec l'emprunteur un contrat d'échange qui porte sur le mode de rémunération. Pour la banque centrale suédoise, tout se passe comme s'il s'agissait d'un emprunt en francs français, mais à taux variable, dont l'intérêt serait supérieur d'une trentaine de points de base environ à la référence du loyer de l'argent à court terme sur le marché de Paris, le Pibor.

Parmi les autres opérations marquantes de la fin du mois d'octo-bre, les spécialistes en mentionnent deux, dont le faible montant est sans commune mesure avec leur importance. L'une de 130 millions de francs a pour débiteur une société de Yokahama, Fuji Citio. Il s'agit d'un placement privé de cinq ans de durée, qui prend toute sa valeur lorsqu'on sait qu'il est dirigé par la banque IBJ France. C'est la première fois qu'un établissement financier d'origine japonaise est placé à la tête d'un emprunt en francs français (le Monde daté 27-28 septembre). L'autre transaction marquante porte sur 50 millions de marks pour une durée de dix ans. Elle a également un caractère privé, presque confidentiel, mais son emprunteur porte un des plus grands noms de l'enromarché. C'est le Crédit local de France, qui doit à l'expertise de la Société générale en matière d'options d'émettre son premier emprunt en

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

La livre sterling secouée

reste sous pression dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle américaine, l'événement le plus marquant a été le vif accès de faiblesse de la livre sterling, après des déclarations du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont. Ce dernier a déciaré jeudi 29 octobre, devant un parterre de banquiers et d'industriels, que ses a priorités seront de promouvoir la reprise et la prospérité à long terme», ajoutant : « Je souhaite maintenir les taux à un niveau adéquat permettant d'atteindre les objectifs anti-inflationnistes du gouvernement, »

Les milieux financiers internatio naux en ont conclu, peut-être un peu hâtivement, à une nouveile et prochaine baisse des taux d'intérêt britannique, et la livre a immédiatement plongé à moins de 2,39 deutschemarks pour terminer la semaine à 2,41 deutschemarks. et 8,17 F, on net recul par rapport aux 2,47 deutschemarks et 8,37 F

Sur des marchés où le dollar de la semaine précédente. La rumeur d'une démission du gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh Pemberton, a tgalement contribué à la faiblesse de la devise britanique. A cette occasion, les partisans du flottement d'une monnaie par rapport au mark peuvent mesurer la difficulté d'en assurer la stabilité, menacée par telle ou telle déclaration.

A cet égard, la réaffirmation publique par MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin de la nécessité d'a exercer notre souveraineté monétaire et de sortir du piège », ca fait de décrocher le franc du mark, appelé à être réévalué (le Monde du 29 octobre), risque de faire peser sur le franc une hypothèque jusqu'aux élections législatives de mars 1993.

Cette hypothèque se traduira moins par une faiblesse du franc que par le maintien de taux d'intérêt à court terme à un niveau supérieur à ce qu'il devrait être. compte tenu des données « fonda

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 OCTOBRE AU 28 OCTOBRE 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

1,5425 8,1766 2,1536 2,4189 49,6273 2,7127 2862,58

mentales » de l'économie française, notamment en ce qui concerne l'évolution de l'inflation, susceptible de tomber à 2,5 % ou même moins (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »). Dans l'immédiat, le franc achève sa convalescence, 90 % des 160 milliards en devises utilisées par la Banque de France pour défendre sa monnaie ayant été récupérés.

La lire italienne, enfin, panse lentement ses plaies. Après avoir dérapé sauvascment vis-à-vis du mark, coté i 000 lires, soit 30 % de dépréciation, elle remonte maintenant vis-à-vis d'un deutschemark à 855 lires, Selon M. François Chevallier, économiste à la BFCE. l'équilibre se situerait autour d'un cours-pivot de 830 lires pour un mark (4,08 F pour 1 000 lires), soit 10 % de dévaluation par rapport à l'ancien cours pivot de 748 lires.

FRANÇOIS RENARD

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN° oct. 1992

Toux calculés per rapport nux coun salmatés de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

L'arachide côté Sénégal

DAKAR

de notre envoyée spéciale

Le vieil homme récolte ses arachides comme on déracine des radis - à la main. Il récolte comme il a semé, de manière artisanale. L'œil occidental cherche un tracteur, voire un semoir... En vain, il ne trouve qu'une charrue, tirée par des chevaux. Mais M. Fo Deseck ne manque pas de pratique. Il a deux épouses et dix enfants qui cultivent l'arachide, « lorsqu'ils ne vont pas à l'école».

C'est ici que bat le pouls d'une propriété de 2 hectares, propriété comme tant d'autres, dans le vil-lage de Nyane-Diango, à 18 kilo-mètres de Kaolac, avec ses cultures comme l'arachide, dites de rente mais qui peu à peu, ainsi que le disent les Africains, deviennent des « cultures de coût » (elles ont besoin de tant d'eau!), — et ses cultures vivrières, celles qui permettent de ne pas mourir de faim : le mil et le bissap, qui sert à faire une boisson rafraîchissante très prisée. Une misère paradoxalement souriante se cache dans la géographie ordonnée de ces terres : larges étendues de verdure à peine plus haute que de la salade, bordées par les rubans parallèles du mil « qu'il faut tou-jours surveiller à cause des oiseaux », et du bissap aux fruits

La saison est mauvaise et la terre aride. De plus, M. Fo Deseck a planté trop tard. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Abdou Diouf, le la janvier 1981 – « cet homme long et maigre – la maigreur est de mauvais augure», - rien, pense-t-il,

PRODUCTS	COURS DU 30-10	
Cuivre II. g. (Loudes)	1 476 (+ 67)	
Trois mois	Livres/tonne	
Alexandran (Londos)	1 173 (~ 12)	
Trois mois	Dollars/loane	
Nickel (Loedes)	6 149 (~ 60)	
Trois mois	Dollars/tonne	
Sucre (Paris)	259 (~ 1,5)	
Décembre	Dollars/tonce	
Case (Lenker)	915 (- 49)	
Novembre	Dollars/tonne	
Cacto (New-York)	932 (~ 32)	
Décembre	Dollars/tonne	
Blé (Chicago)	354 (+ 9)	
Décembre	Centa/bojsscau	
Mais (Chicago)	207 (~!)	
Décembre	Cents/boisseau	
Soja (Chicago)	182,4 (~ 1,2)	
Decembre	Dollars/t. courte	
Pétrole (Leudes)	(9,25 (- 6,9)	
Brent Décembre	Dollars/baril	

Le chiffre entre parenthèses indique la

vient de mourir.

La coopérative aussi n'en finit plus de susciter des regrets. Elle vient de fermer pour détournement de fonds. Le cas est fréquent - 60 milliards de francs CFA (1) - 60 milliards de francs CFA (1) auraient été ainsi « perdus », soit du fait des responsables, soit parce que les agriculteurs ne remboursent pas. Créés dans l'euphorie socialisante des années 70, les années du président Senghor, ruineux pour l'Etat et dénués de l'efficacité qu'on pourrait en attendes ces l'Etat et dénués de l'efficacité qu'on pourrait en attendre, ces organismes sont aujourd'hui le lieu de tous les désenchantements. «Si nous sommes salidaires au niveau de l'affre, explique M. Abdoulat Diop, PDG de la Société untionale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS) (il n'y a pas un mendiant au Sénégal, le riche abrite aisément le pauvre), nous sommes incapables de pronous sommes incapables de pro-duire ensemble.

13 % du produit national brut

Il n'empêche; beaucoup d'agriculteurs appréciaient un avantage de taille : la coopérative leur laissait le loisir de payer la semence en arachides. « Aujourd'hui, il faut avancer l'argent », regrette M. Hamady Sene; depuis 1988, en effet, l'agriculture est sevrée de toute subvention.

M. Hamady Sene est éleveur. Il a deux ou trois chevaux, quelques vaches - il n'en connaît pas exac-tement le nombre, il ne sait pas compter. Il vient de faire transhu-mer ses bêtes jusqu'à Kaolac. Il habitait Diourbel, au centre du bassin arachidier, où les terres enclavées se fissurent par une cha-leur torride. L'agriculture dans extre récion desirent et ingrate que cette région devient si ingrate que des centaines de jeunes gens sont partis à Dakar exercer feurs talents... de commerçants. C'est l'attraction des villes, commente M. Abdoulai Diop et le gouverne-ment actuel est en train de revenir sur ses pas, il a récemment décidé de faire crédit aux agriculteurs à hauteur de 35 % de leurs besoins. Pour trouver l'arachide prospère, Pour trouver l'aractine prospere, il faut ailer encore plus avant vers Kaolac. La SONACOS encadre les agriculteurs au point qu'ils produisent jusqu'à 1,2 tonne par hectare, initient des semences industrielles, exportent l'arachide sénégalaise dans la Communauté européenne, en France systems en Allemagne et

ne va bien : il ne pleut plus, la bachée de 10 000 tonnes environ coopérative a été démantelée, et surtout, le marabout de la région Battue – pour enlever la paille, – décortiquée (la coque sert à la combustion des chaudières), nettoyée, pressée, chauffée de tuyau en tuyau, ramollie d'étage en étage, l'arachide se transforme, grâce au procédé dit « de la cafetière », en huile d'une part et en tourteaux. Le tourteau d'arachide prend alors

la forme d'une gigantesque écaille. Ainsi va l'arachide, côté Sénégal : moteur de la croissance économique entre 1945 et 1980, elle ne représente plus que 13 % du produit national brut du pays, mais encore la moitié de ses exportations... et la part la plus importante des rentrées fiscales. Le Sénégal consomme la moitié de sa production, qui s'élève à un million de tonnes environ. Pour la moitié resante, l'avenir reste précaire, même si le débouché communautaire est assuré. Mais avec l'aflatoxine - cette moisissure toxique qui se pose quelquefois sur l'arachide iorsqu'elle est très humide, -peut-on en être tout à fait certain?

Les prix mondiaux se sont effondrés au cours de l'année 1991 pour s'établir autour de 800 dollars la tonne ces mois derniers. Quand aux Etats-Unis, en Inde, en Chine, ou même au Nigéria, les récoltes atteignent des plafonds jamais connus. De surcroît, en Europe, les stocks culminent à 80 000 tonnes, soit le double de l'année précédente. Dans ce contexte de surproduction, les pays exportateurs sont-ils prêts à consentir une place au continent noir? Ballotté entre valeurs traditionnelles et moder-nité, fatalisme et besoin de change-ment, le Sénégal s'essaie à une difficile métamorphose.

MARIE DE VARNEY (I) Un franc CFA égale 2 centimes.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours Cours 23-10-82 30-10-9 56 900 56 800 54 900 57 060 327 435 327 325 421 436 330 2 105 321 445 o Denf-oversin ...

Pièce de 20 defiare ...

- 10 defiare ...

- 50 pesso

- 20 marks

- 5 yestes

- 5 yestes en France surtout, en Allemagne et aux Pays-Bas, bref, assurent le monopole de la filière. La récolte s'échelonne entre octobre et décembre; à partir de décembre jusqu'au mois d'avril, un flux incessant de camions déchargent la production à l'usine ou la stockent à l'air libre en une montagne 1 000 625 2 120 411 331 235

e Con piùcas d'or no sout cotios qu'à la sim

196,70 122,10 23,48529 89,38587 79,64775 3,47805 70,78261 0,890984 A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 octobre, 4,21422 F contre 4,25798 F le vendredi 22 octobre 1992. MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

> En jargon d'opérateur, cela veut dire que la baisse des rendements et la hausse des cours sur le MATIF sont stoppées, provisoire-ment du moins. Il est vrai que les opérateurs anticipaient joyeusement un nouvel abaissement des taux directeurs de la Bundesbank.

Or les dirigeants de cette der-

nière estiment toujours que le taux d'inflation en Allemagne reste trop élevé (3,6 % actuellement, et pro-bablement 4 % en janvier prochain après le relèvement de la TVA). Le « faucun de service», M. Reimund Jochimsen, de la «Buba», invite les marchés à « ne pas surréagir » et, outre-Rhin, les choses pourraient rester en l'état jusqu'à la fin de l'année ou le début de la suivante. La Bundesbank n'acceptera de poursuive « politique de de poursuivre sa politique de détente qu'à deux conditions : une politique plus restrictive en matière de déficit budgétaire et une attitude plus conciliante des syndicats en matière de salaires. Or, jusqu'à présent, aucune de ces conditions n'est remplie. La bataille fait rage au Bundestag et dans les partis sur l'opportunité d'augmenter les impôts, et le pacte de solidarité nationale cher au chancelier Kohl est au point mort.

Cette situation explique que les cours du MATIF, après une pointe de 110,94, au plus haut depuis l'été 1989, se soient repliés vers 110,40, contre 110,80 la semaine deruière. Pour les analystes de la Société nérale. « les indicateurs de tendance restent optimistes mais arrivent dans une configuration où un retournement peut se produire rapi-dement. Sur le court terme, il manque cependant un dernier mouve-que cependant un dernier mouve-ment de hausse... Il est donc possible de penser que le marché teniera d'atteindre son objectif de 111,22 en début de semaine, avant d'amorcer une correction » qui pourrait éventuellement, « si les divergences qui se préparent se matérialisent », ramener les cours à

108.48 et 107.72. En attendant, le loyer de l'argent au jour le jour poursuit sa déscente à Paris, revenant à 9 3/4 % à la veille du week-end, contre 10 1/8 % il y a huit jours et 1 1 1/4 % il y a quinze jours. La Banque de France en a profité très lecignement pour tamener à son logiquement pour ramener à son niveau initial de 10,50 % le taux de ses pensions à 5-10 jours, porté

Coup d'arrêt à la baisse des taux Le marché de Paris est «coiffé»! à 13 % le 23 septembre, pour accompagner sa contre-attaque contre l'offensive de la spéculation. Le marché a été déçu de ne pas obtenir une diminution du véritable taux directeur de la Banque de France, celui des adjudications sur appels d'offres, qui reste fixé à 9.60 %. Il faudra sans doute attendre que toutes les devises soient

Volée

rentrées.

d'émissions nouvelles Reste à savoir à quel niveau le lover de l'argent à court terme neut endre. L'écart avec les 8,75 %-8,85 % des pensions de la Bundes bank est encore d'un point et serait susceptible de retomber à un demipoint, mais pas moins, opinion corroborée par M. Philippe Ithur-bide, économiste de la Société générale, qui ne voit pas l'écart entre les rendements de l'OAT 10 ans et du Bund 10 ans revenir à moins de 0.8 point, les taux longs français se rapprochant de 8,10 % en fin d'année (ils sont de 8,20 % à 8,30 % actuellement, l'écart avec les taux longs allemands, 7,33 %, oscillant entre 1 point et 0,9 point, après 1 point et 1,3 point au plus fort de la crise monétaire de sep-

Cela n'empêche pas les investis-seurs étrangers d'acheter à tout crin du « papier » français à long terme, dans l'espoir d'une baisse ultérieure des rendements qui ferait monter les cours.

Sur le marché obligataire, une volée d'émissions nouvelles s'est abattue, avec, pour objectif, de rat-traper le retard dû à la crise monétaire de septembre. Leur placement a été facilité per la bonne tenue du MATIF. Pas moins de cinq empranteurs se sont présentés cette semaine, dont Renault, qu'on n'avait pas vu depuis longtemps et qui a levé sans difficulté, sous la conduite de la BNP, 750 millions de francs à 9 % nominal (8,62 % réel). L'Aérospatiale s'est procuré, assez facilement également, l'milliard de francs à 8,70 % nominal. avec le concours de Paribas et de la Société générale, bien que la rémunération offerte ait été jugée peu généreuse. C'est également la Société générale qui a assisté la

SAPAR, faux nez d'EDF, pour lever 750 millions de francs à 8,60 %: une signature rare, qui a l'avantage de peu remplir les quotas par émetteur.

La même banque a dirigé, avec J. P. Morgan, l'émission quasi mensuelle de la Caisse autonome de refinancement, qui titrise indi-rectement les créances de la Caisse des dépôts sur les HLM, pour 1,5 milliard de francs cette fois, à près de 15 ans et à 8,60 % nominal. Enfin, le Crédit lyonasis et la BNP, assistés de la BFCE, ont dirigé une émission assez recher-chée, celle du CEPME, qui lève 1,5 milliard de francs à seulement 4 ans et 227 jours, à 8,50 % nomi-nal et 8,07 % réel. Ce papier de courte durée (moins de 5 ans), assorti de la garantie de l'Etat, est assez rare, d'où l'intérêt qu'il a soulevé. Ajoutons-y, pour le même CEPME, 200 millions de france de titres subordonnés remboursables (TSR) à 9 %.

La semaine prochaine, le Trésor procédera à son adjudication mensuelle d'obligations assimilables et devra forcer les feux puisque la révision en hausse du déficit budgétaire, porté de 135 milliards de francs à environ 180 milliards de francs, entraîne une augmentation du montant indicatif des émissions d'OAT (170 milliards de francs contre 160 milliards de francs).

A cette occasion, le ministère des finances a agréé comme spécialistes en valeur du Trésor (SUT) quatre établissements qui n'étaient que correspondants en valeur du Trésor (CVT): la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne, Louis Dreyfus Finance, Morgan Stanley SA et Deutsche Bank France SNC, ce qui porte à dix-neuf le nombre des SUT chargés, on le sait, d'assurar l'animation du marché des valeurs du Trésor et de contribuer, 6 combien, à leur pla-cement final. Les nouveaux agréés l'ont été en fonction d'une « appréciation générale de leur contribution au développement harmo-nieux » dudit marché. Bienvenue au club! France Télécom émettra un peu plus de 8 milliards de francs d'obligations en 1993 et 6 à 10 milliards de francs au cours des

F. R.

M. Georges Tranchant annonce le retrait de sa plainte contre M. Bernard Tapie

Homme d'affaires et député (RPR) des Hauts-de-Seine, M. Georges Tranchant a confié à l'hebdomadaire le Point du 31 octobre qu'il allait retirer savant le 10 novembre » la plainte déposée contre M. Bernard Tapie dans l'affaire Toshiba, qui avait contraint ce dernier à démissionner du gouvernement avant d'être inculpé de complicité et recel d'abus de biens sociaux. La raison de ce revirement est financière : M. Tranchant, qui s'esti-mait lésé de 13 millions de francs par son ancien associé, affirme avoir obtenu gain de cause dans le cadre d'une transaction amiable, M. Taple ayant acceptá de lui verser qune somme considérable ».

« Pour l'argent... Une somme considérable, v Dans ses déclarations au Point, M. Tranchant ne cache pas les motifs prosaïques de son changement d'attitude. «J'al porté plainte parce que Bernard Tapie resusait de me sournir les comptes de notre ancienne société, ajoute-t-il. J'ai toujours affirmé que, après les avoir vus, je prendrais ma décision. Aujourd'hui, c'est

Quatre jours de plus en novembre

ainsi qu'en décembre

Peugeot-Sochaux

aura chômé

31 jours en 1992

La direction des usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard (Doubs) a

annonce aux syndicats que le per-sonnel de production (12 000 per-

fait : Bernard Tapie est prêt à une transaction. Je l'ai rencontré il y a trois semaines, et nous sommes tombés d'accord sur la chose et sur la somme, dont je ne peux pas révéler le montant car nous retombons dans une transaction privée. Mais j'ai reçu des assurances : je serai payé par des billets à ordre compta-bilisables et j'accepte un crédit de paiement avec un aval bancaire. Je considère donc que c'est une affaire règlée, et ma plainte sera rétirée avant le 10 novembre, s

Vers un non-lieu

Devançant les critiques éventuelles de ses amis politiques, le député RPR, proche de M. Charles Pasqua, leur répond : « Etes-vous prêts à me rembourser à la place de Taple? Moi, je n'ai pas les mayens de rejuser cette transaction. » De fait, M. Tranchant n'a guère varié depuis le début de cette affaire, qui avait contraint M. Tapie à abandonner le ministère de la ville en mai dernier : il réclamait son du, ces 13 millions qu'il estimait indûment touchés par son ancien associé lors de la revente en 1985 de leur société NAVS à Toshiba. Sa plainte, disait-il, n'était pas politique, mais motivée par le refus de M. Tapie d'un règlement amiable.

Aujourd'hui, après avoir habilement fait monter les enchères, M. Tranchant obtient sans doute bien plus que les 13 millions liti-gieux. Les négociations entre ses avocats, Mª Georges Jourde et Jean Veil, et ceux du député des Bouches-du-Rhone, notamment Me Francis Szpiner, sont toujours

Cependant, l'issue ne fait plus de doute. Pour lever l'hypothèque que faisait peser sur sa carrière politi-que son inculpation, M. Tapie accepte aujourd'hui de faire ce qu'il refusait catégoriquement il y a quelques mois : indemniser son ancien associé en reconnaissant implicitement ses torts à propos de l'indemnité de 13 millions qui était au cœur du litige. M™ Edith Boi-zette, le juge d'instruction parisien chargé de ce dossier, n'aura dès lors d'autre solution que de conclure à un non-lieu, dans la mesure où la plainte de M. Tran-chant avait été à l'origine de l'ou-verture de l'information judiciaire, bien que celle-ci se soit aussi appuyée sur une enquête prélimi-naire de la police judiciaire plutôt défavorable à M. Tapie (le Monde

En somme, ce feuilleton, qui avait donné lieu à une éphémère crise politique, se termine comme il avait commencé : en affaire d'ar-

En Angola Le Conseil de sécurité a lancé une mise en garde au mouvement de M. Savimbi

Le Conseil de sécurité a, vendredi 30 octobre, prolonge jusqu'au 30 novembre le mandat de l'ONU en Angola (qui s'achevait le 31 octoen Angola (qui s'achevair le 31 octo-bre) et a adressé une sévère mise en garde à l'Union nationale pour l'in-dépendance totale de l'Angola (UNITA), après les attaques lancées par ce mouvement contre l'aéroport de Luanda et dans une dizaine de villes, dont Huambo, capitale des hauts plateaux (le Monde du 31 octobre).

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil de sécurité a, averti que « toute partie qui ne respectera pas les engagements pris en vertu des accords de paix sera rejetée par la communauté internationale » et a appelé l'UNITA à «respecter les et a appele l'UNITA à «respecter les résultats» des élections. Il a demandé à M. Savimbi et au présiquent José Eduardo Dos Santos «d'engager sans délai un dialogue» pour permettre « la tenue rapide d'un second tour des élections présidentielles» et a réaffirmé qu'il tiendrait a pour responsable tours partiul drait « pour responsable toute partie qui refuserali de se prêter à un tel dialogue».

Vingt et une personnes, dont trois ressortissants portugais, ont été tuées lors de l'attaque lancée dans la nuit de jeudi à vendredi par un groupe de l'UNITA contre l'aéroport de de l'UNITA contre l'aeroport de Luanda, selon la police angolaise. Les troupes de M. Savimbi, qui onti avancé vers la piste de l'aéroport en faisant usage d'armes lourdes, ont tiré des coups de feu en direction d'un avion cargo appartenant à la Mission de vérification des Nations unics en Angola sans l'anteindre. unics en Angola, sans l'atteindre.

Selon la télévision portugaise, Lis-Selon la telévision portugaise. Lis-bonne a pris des dispositions pour-évacuer les 40 000 Portugais rési-dant en Angola, su cas où la guerre civile reprendrait. L'agence Lusa a rapporté, de Luanda, que les ambas-sades des pays de la CEE étaient en-état d'alerte maximale pour une éventuelle évacuation de leurs res-sortissants. Le Foreign Office a recommandé aux Britanniques de quitter le pays sans délai.

La radio de l'UNITA a indiqué vendredi que M. Savimbi avait ordonné un cessez-le-feu à Huambo-et que le calme était revenu dans; cette ville, désormais coupée du reste du pays. La mission de l'ONU a confirmé que sept localités des provinces du Centre-Sud angolais étaient désormais sous le contrôle de l'UNITA. – (AFP. Reuter.)

Lors de leur dernière réunion hebdomadaire, lundi 26 octobre, les membres du bureau politique

du Front national ont désigné deux nouveaux membres dans cette ins-

tance: MM. Franck Timmermans

et Jean-Claude Bardet. Tous deux siègent au comité central. Cinq

candidats étaient en lice, dont notamment MM. Michel de Rosto-

Adjoint de M. Carl Lang au

secrétariat général, M. Timmer-mans est conseiller régional d'ile-de-France et conseiller municipal

à l'encadrement, il est secrétaire

de Saint-Denis. Secrétaire nation

lan et Jean-Claude Varanne.

Au Kenya

Incertitudes sur l'organisation des premières élections pluralistes

président kényan, M. Daniel Arap Moi, a dissous le Parlement, mercredi 28 octobre, sans préciser la date des prochaines élections législatives et présidentielle. Celles-ci devraient avoir lieu en décembre ou en janvier, puisque la Constitution prévoit un appel aux urnes dans une période située entre trente-cinq et quatrevingt-dix jours à compter de la dissolution du Parlement.

NAIROBI

correspondence

«Le président va-t-il se décider un jour à abattre son dernier atout!» L'auteur de ces mots, un étudiant nembre de l'opposition, eurage con-tre M. Daniel Arap Moi, qui s'obs-tine à ne pas révéler la date des prochaines élections — le premier scrutin pluraliste depuis vingt-six ans. Le silence de State House hypo-thèque lourdement la préparation du vote, tant au niveau du financement de l'opération par les bailleurs de fonds étransers qu'à celui de la forfonds étrangers qu'à celui de la for-mation des observateurs et des offi-ciels qui auront à surveiller près de 35 000 urnes, dispersées sur 9 000 lieux de vote.

Les ambassades occidentales à Nairobi se réunissent actuellement chaque semaine pour discuter de la

meilleure façon d'aider au bon déroulement des élections. Mais la volonté du gouvernement kényan d'organiser des élections honnètes semble encore mise en doute, et il semble encore mise en doute, et a n'est pas exclu, reconnaît un diplo-mate, que les Occidentaux « retirent leur soutien à un processus qui leur paraîtrait frauduleux».

Aucun groupe d'observateurs, étranger ou kényan, proposant ses services, n'a encore reçu l'approba-tion de la commission électorale. Celle-ci ne s'est pas non plus pro-noncée sur le temps d'antenne à accorder aux partis d'opposition à la radio nationale. On évoque aussi l'inévitable trafic d'influence parmi les électeurs. Les observateurs crai-gnent des fraudes à grande échelle, qui provoqueraient une vague de tation dans le pays.

Ces dernières semaines, plusieurs rémions politiques de la KANU, l'ancien parti unique au pouvoir, ont été le théâtre d'affrontements entre advertaires et fidèles du régime, après l'arrestation de quelques figures de l'opposition qui avaient passé outre l'interdiction d'un ras-semblement passe outre l'interdiction d'un las-semblement. Chaque parti tente de récupérer le plus grand nombre de députés, parmi ceux qui abandon-nent la KANU, afin de renforcer sa position dans l'éventualité - encore lointaine - d'une alliance de l'oppo-sition (*le Monde* du jeudi 22 octo-

JEAN HÉLÈNE

40.500

14 15 32 5 1 2 1

P## - 12 -

Barbara

S 44 1 1

#1 8 V V

2.78 (2011)

market and the second

(数点だった) いこ

150 St. 100

 $\Xi_{\infty}^{\infty} \cdot \dots = _{k = r}$

The Course of

 $T_{k(1)}|_{\mathcal{C}_{k(1)}}$

State of a

Par 2

Day

S. Barrell

The same of the same

The state of

350

Burn F.

3200

The Real Property of the

at & Trans

Marij.

New York

* C. . .

33 30

1

.7

. .

2.00

10 mm

Payment.

ACT TO SERVICE

FRET. . . .

M. Pierre Garrigue Guyonnaud nommé ambassadeur au Nigéria

M. Pierre Garrigue-Guyonnaud, actuellement ambassadeur de France au Zimbabwe, a été nommé ambassadeur au Nigéria, en remplacement de M. Jacques Laureau, a-t-on apponcé vendredi 30 octobre au ministère français des affaires étrangères.

[Né en 1939, b]. Carrique-Ciryonnand a été notamment en poste à Addis-Abeba (1972-1974), à la mission permanente de la France nuprès des Nations unies à New-York (1974-1978) et à Rome (1978-1981). Il était ambassadeur à

Ancien activiste de l'Algérie française, ancien dirigeant du GRECE et admirateur de Julius

Evola, théoricien italien du fas-

cisme, M. Bardet, proche de M. Bruno Mégret, délégué général,

est président du groupe Front national au conseil régional de Lor-

raine et conseiller municipal de

Rédacteur en chef de la revue Identité, publication théorique du

parti, et président des comités

d'action républicaine (CAR), cour-roies de transmission du Front

national, il est secrétaire départe-

Dufraisse, Pierre Durand, Roland

Gaucher, Jean-Pierre Gendron, Bruno Gollnisch, Roger Holeindre, Jean-François Jalkh, Alain Jamet,

Carl Lang Jean-Marie Le Cheval-lier, Jean-Yves Le Gallou, M= Martine Lehideux, MM. Jean-

Claude Martinez, Bruno Mégret, Jean-Pierre Reveau, Jean-Pierre

mental en Meurthe-et-Moselle

Réunies au Zimbabwe Les Eglises africaines ont lancé un avertissement

aux dirigeants du continent Au terme de la sixième Conférence des Eglises de toute l'Afrique (AACC), réunie à Harare, capitale dredi 30 octobre, averti les diri-geants du continent que les Eglises suivaient attentivement leurs faits et

La Conférence a envoyé des lettres de mise en garde en Angola, au Mozambique et au Togo, en demandant que les groupes et factions qui s'y opposent cessent de détruire leurs pays et de menscer les popula-tions. La liberté et la démocratie content moins cher que la répres-sion, entendent aussi faire savoir les Eglises aux autorités malawites, sou-vent déponcées pour leurs violations vent dénoncées pour leurs violations des droits de l'homme, a déclaré le président de l'AACC, l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu. Enfin, les 700 délégués, représentant 136 Eglises de 41 pays, qui assistaient à cette conférence ont rappelé qu'ils restaient la « roix des sans-voix». - (AFP.)

La tension entre l'Inde et le Pakistan

Le premier ministre de l'Azad Kashmir souhaite l'aide des Douze

Le premier ministre de l'Azad Kashmir (« Cachemire libre»), placé depuis 1947 sous la tutelle du Pakistan, s'est rendu, mercredi 28 octo-bre, au Parlement européen de Strasbourg dans le but de réveilles les consciences occidentales sur le soit de ses «frères» du Cachemire sous contrôle de l'Inde. Inquiet de a l'intensification de la répression » de l'autre côté de la ligne de cessezle-feu et de la «tension croissante» entre l'inde et le Pakistan qui, selon lui, risque de déboucher sur un conflit armé, M. Abdul Qayyum Khan a appelé la Communauté européenne à se poser en «modération» et à moderation et de la communication et a moderation et de la communication et de la communicatio trice» et à encourager « le dialogue politique pour conduire à une solu-tion pacifique».

Dénonçant «l'obstination et la répression criminelle indienne», il a affirmé que la volonté de New-Delhi « de s'accrocher au Cachemire par le meurire, le pillage et le vioi avait créé une situation extrêmement créé une situation extrémement explosive, une rupture quasiment irrémédiable entre Cachemiris musulmans et indiens. «Notre position est simple. Nous souhaitons l'application des résolutions des Nations unies qui stipulent un plébiscite d'autodétermination. » M. Abdul Qayyum Khan devait par ailleurs se rendre an Sénat et rencontrer M. Danielle Mitterrand, présidente de France Libertés, mais il n'a pu honoter ces rendez-vous, son avion honorer ces rendez-vous, son avion étant arrivé en retard.

sonnes sur un effectif de 22 000) en Tunisie de Canal Horizons. Ce serait placé en chômage technique n'était pas la seule, pour la deuxième implantation africaine pendant quatre jours en novembre ainsi ou'en décembre. Sur l'ensem-(après Dakar, où elle a séduit 8 400 bie de l'année, cela porte à trente abonnés en dix mois) de cette et un le nombre de jours chaîne multinationale francophone, filiale notamment de Canal Plus et de la Sofirad, il fallait aussi trouver chômés, juin ayant été le seul mois · à avoir été intégralement travaillé. Pour justifier sa décision, l'entreun accord avec le gouvernement et prise invoque la mauvaise situation des partenaires locaux para-publics économique, la faiblesse du marché et privés, majoritaires dans la de l'automobile et l'existence de société d'exploitation tunisienne; sureffectifs. Les syndicats contespréparer les programmes en arabe qui seront diffusés en clair tent ce choix et font observer que la productivité s'est améliorée de une heure trente chaque jour d'abord, trois heures à terme, avec 8 % en moyenne, par an, depuis cinq ans, et sans doute de 12 % en icu et musique quotidiens, magazines de sport, de cinéma, de 1992. Il y a dix ans, le centre de production comptait 42 000 salasociété chaque semaine -, recruter

SOMMAIRE

DATES

Il y a soixante-dix ans : l'accession

au pouvoir de Benito Mussolini ... 2 ÉTRANGER

Bosnie-Herzégovine : des réfugiés sont la cible des bombardements.. 3 Explications confuses à Moscou sur la suspension du retrait des troupes russes des pays baltes .. 3 Loin des capitales :..... 4

Le différend frontalier entre le Qatar et l'Arabie sacudite 5 La deuxième session des négociations multilatérales sur la développement économique du Proche-Orient.....

POLITIQUE

Les centristes condamnent la tentation d'une relance par l'inflation 6 Le débat sur la cohabitation Au conseil régional de Rhône-Alpes, M. Millon s'appuie sur les écologistes pour faire adopter le Livres politiques : « Suprême de pouvoir », par André Laurens...

SOCIÉTÉ

Une partie des Africains de Vincennes restent sans logement.... 7 M. Pasqua défend son projet de Le docteur Turquin renvoyé devant la cour d'assises des Alpes-Mari-

L'Institut Mérieux a exporté des produits sanguins non chauffés jusqu'en novembre 1985........ 9 POINT/La législation antitabac 10

HEURES LOCALES

 Anniversaire à Clermont-Ferrance Cimetières en jachère e L'île-de France et les autres e Les collecti vités et la crise de l'immobilie Les illusions perdues d'Orlyva
 Débat : « Paris au service de la France », par Jean Tibéri .. 11 à 13

CULTURE

Deux disparitions : le peintre Joan Mitchell et le philosophe Louis Théâtre : l'éternelle énigme de

ÉCONOMIE

Le chômage est reparti à la hausse an septembre Le sauvetage du groupe Pellerin .. 17 Crédits, changes, grands mar-. 19

Services

Abonnements... Carnet... Météorologie Télévision.

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier Le numéro du « Monde » a été tiré à 474 570 exemplaires

dios à Gammarth et un émetteur au mont Boukornine qui dessert les 400 000 foyers du grand Tunis.

mois, les décodeurs pirate de Canal Plus ne décodent plus rien. La chaîne payante a changé son mode de cryptage, et les antennes parabo-Pour 150 dinars d'achat du décoliques ne donnent plus accès qu'à ses émissions en clair. C'était une des conditions préalables au démarnement (900 et 120 francs environ). Canal Horizons Tunisie offrira 21 heures d'un menu de base dérivé pour l'essentiel de Canal Plus, Mais rage, le 7 novembre, des émissions Canal Horizons s'écarte de son modèle par une double abstinence ni information (denrée trop sensible et trop diverse sur le continent), ni films violents ou pornographiques. Elle ajoute ses propres émissions. films, sport ou musique destinées au public africain.

La chaîne payante francophone s'étend en Afrique

Canal Horizons décline ses programmes à Tunis

Rififi au Maghreb : depuis un d'âge : 22 ans); implanter des stu-

En Tunisie, la chaîne espère 50 000 abonnés d'ici un an, près du triple à terme, en s'étendant progressivement au reste du pays. Ce public attendu, 130 millions de francs investis et 90 personnes recrutées, lui permettent, en plus des émissions en arabe, de contracter d'autres engagements en faveur de l'audiovisuel tunisien (6 % du chiffre d'affaires est investi dans le cinéma) et d'acheter des prodes animateurs tunisiens (moyenne grammes du «Sud», par la conni-vence des équipes de Canal Plus et Canal Horizons.

> Après la Tunisie, Canal Horizons espère ouvrir des émetteurs en 1993 à Abdijan et Libreville, où des sociétés locales sont déjà crées, avant l'Egypte, le Liban et leCame-roun. Le 15 décembre, Canal Horizons Satellite va commercialiser son programme pour tous les « isolés » d'Afrique et du Moyen-Orient dotés d'une antenne captant le satellite Intelsat VI. Ils seraient environ 50 000, déjà courtisés par d'autres chaînes venues du ciel.

M. C. I. de trente-six ans.

EN BREF

D M. Le Pen désonce la « dérive vers la gauche » de M. Gaudin. -M. Jean-Claude Gaudin s'étant déclaré, jeudí 29 octobre, contre « la préférence nationale », M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, affirme, dans un communiqué, que « cette déclaration à l'emporte-pièce confirme, après Maastricht, la dérive vers la gauche » du président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de ses amis « qui multi-plient, à l'égard du pouvoir, les gages de bonne volonté et. vis-à-vis du Front national, les marques d'exclusion ». Il l'invite à « se ressaisir » avant les élections législa-

Commande de 9 milliards de la RATP et la SNCF. – La SNCF et la RATP ont annoncé, vendredi 30 octobre, une commande de 143 trains automoteurs à deux niveaux pour un montant total de 9 milliards de francs. GEC Alsthom agira en tant que chef de file, en groupement avec ANF Indus-

trie. Ce matériel est destiné à circuler sur les lignes RER E (« Eole ») et A, ainsi que sur la ligne B. Pour la RATP, la commande porte sur un montant de 2,4 milliards de francs. Pour la SNCF, il s'agit de 6.6 milliards de francs. Ce contrat se divise en une commande ferme de 70 rames (53 pour la SNCF et 17 pour la RATP) et une option sur 73 rames (50 et 23 respectivement).

U Pinanit détient 88,97 % du Printemps. - Le groupe Pinault détient désormais 88,97 % du capital du Printemps, à l'issue de l'offre publique d'achat simplifiée proposée du 7 au 23 octobre aux actionnaires minoritaires, a indiqué, vendredi 30 octobre, la Société des Bourses françaises (SBF). Pinault possède directement ou indirectement 6 867 256 actions de la société Au Printemps SA. Il détenait auparavant les deux tiers des

départemental du parti d'extrême Adhérent depuis 1988, il a cindroite en Seine-Saint-Denis. quante et un ans. Avec la dispari-M. Timmermans, qui a été mem-bre d'Ordre nouveau, a adhéré au Front national en 1972. Il est âgé tion de Pierre Sergent, le bureau politique compte désormais trente membres, hormis le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen. Sa nouvelle composition, par-ordre alphabétique, est la sui-vante: MM. Bernard Antony, Christian Backeroot, Jean-Claude Bardet, Michel Bayvet, Martial Bild, Yvan Blot, Jacques Bompard, Dominique Chaboche, Charles de Chambrun, Michel Collinot, André

Deux nouveaux membres sont désignés

au bureau politique du Front national

Schenardi, Jacques Tauran, Ma Marie-France Stirbois, MM. Franck Timmermans et Georges-Paul Wagner. Par ailleurs, M. Lang, secrétaire général, a procédé à la nomination d'un nouveau secrétaire national aux adhésions : M. Arnaud Soyez, aux adnesions: M. Ardaud Soyez, qui remplace à ce poste M. Revean. Membre du cabinet de M. Le Pen et candidat (non éln) au comité central lors du congrès de (990 à Nice, M. Soyez a adhéré au Front national en 1988. Agé de trente-quatre ans, il ne dispose) d'aucun mandat électif.